

# **Budget supplémentaire des dépenses (B) 2007-2008**

Pour  
l'exercice financier se  
terminant le 31 mars 2008

# Table des matières

Page

Introduction au budget supplémentaire des dépenses .....	7
<i>Tableaux sommaires</i>	
Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses .....	34
Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2007-2008 .....	36
Annexes proposées au projet de loi de crédits .....	38
Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses .....	57
Sommaire des modifications apportées aux crédits votés .....	60
Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense .....	64
Affectation des crédits centraux du Conseil du Trésor .....	70
Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses .....	75
Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses .....	77
Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses .....	86
<i>Ministères et organismes</i>	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL	
Ministère .....	103
Corporation commerciale canadienne .....	105
Agence canadienne de développement international .....	105
Centre de recherches pour le développement international .....	106
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Ministère .....	110
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones .....	113
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC .....	115
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	
Ministère .....	117
AGENCE DU REVENU DU CANADA	
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère .....	123
Agence canadienne d'inspection des aliments .....	126
ANCIENS COMBATTANTS	
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION	
Ministère .....	131
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada .....	131
CONSEIL DU TRÉSOR	
Secrétariat .....	135
École de la fonction publique du Canada .....	136
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada .....	136
CONSEIL PRIVÉ	
Ministère .....	139
Directeur général des élections .....	139
DÉFENSE NATIONALE	
Ministère .....	142
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	
ENVIRONNEMENT	
Ministère .....	149
Agence canadienne d'évaluation environnementale .....	151
Agence Parcs Canada .....	151
FINANCES	
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada .....	154
INDUSTRIE	
Ministère .....	158
Agence spatiale canadienne .....	159
Commission canadienne du tourisme .....	160
Tribunal de la concurrence .....	160
Conseil national de recherches du Canada .....	160
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie .....	161
Conseil de recherches en sciences humaines .....	161
JUSTICE	
Ministère .....	164
Commissaire à la magistrature fédérale .....	165
Bureau du directeur des poursuites pénales .....	165
PARLEMENT	
Chambre des communes .....	168

# Table des matières

Ministères et organismes

Page

<b>PATRIMOINE CANADIEN</b>	
Ministère.....	172
Société Radio-Canada .....	173
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes .....	173
Bibliothèque et Archives du Canada.....	174
Musée national des sciences et de la technologie.....	174
Commission de la fonction publique.....	175
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice.....	175
<b>PÊCHES ET OCÉANS</b> .....	177
<b>RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES</b>	
Ministère.....	182
Société canadienne d’hypothèques et de logement .....	185
<b>RESSOURCES NATURELLES</b>	
Ministère.....	188
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	189
Office national de l’énergie.....	190
<b>SANTÉ</b>	
Ministère.....	193
Instituts de recherche en santé du Canada.....	195
Agence de la santé publique du Canada.....	196
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE</b>	
Ministère.....	200
Agence des services frontaliers du Canada .....	201
Service canadien du renseignement de sécurité .....	201
Service correctionnel.....	202
Gendarmerie royale du Canada .....	203
<b>TRANSPORTS</b>	
Ministère.....	208
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.....	209
Bureau de l’infrastructure du Canada.....	210
<b>TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX</b> .....	212

# Introduction au budget supplémentaire des dépenses

## Structure du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce budget supplémentaire des dépenses est composé de trois sections distinctes :

1. *Introduction au budget supplémentaire des dépenses,*
2. *Tableaux sommaires,*
3. *Détails par ministère, organisme et société d'État.*

L'essentiel de ce budget supplémentaire des dépenses se retrouve dans les tableaux sommaires et les détails par ministère, organisme et sociétés d'État qui dépendent des crédits parlementaires. Cette introduction présente le contexte du présent budget supplémentaire des dépenses, en brossant une vue d'ensemble des dépenses proposées et des explications sur les divers éléments.

Au cours des dernières années, un certain nombre de modifications ont été apportées à la présentation du budget supplémentaire des dépenses afin d'accroître la transparence de l'information qu'il renferme et la concordance avec les autres documents du budget des dépenses. Le Secrétariat du Conseil du Trésor a collaboré avec les ministères et les organismes pour améliorer la qualité de l'information figurant dans la présentation des besoins de chacun, ce qui a eu comme effet d'améliorer les renseignements décrivant la nature des transactions, dont la compensation de nouvelles dépenses grâce à l'utilisation d'autorisations existantes de dépenser.

Le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2007-2008 s'appuie sur les efforts déployés pour améliorer l'information fournie au Parlement, mettant surtout l'accent sur une communication plus transparente des renseignements financiers et portant sur les autres outils afin de faciliter une meilleure gestion financière au sein des ministères. Particulièrement, en mai 2007, le Conseil du Trésor a approuvé la création de deux nouveaux crédits centraux, soit un pour le report du budget de fonctionnement des ministères et l'autre pour le crédit au titre des besoins liés à la rémunération. Ces crédits ont été approuvés par le Parlement dans le cadre du Budget supplémentaire des dépenses (A) 2007-2008 et la loi de crédits n° 3 habilitante.

La politique de report du budget de fonctionnement fournit aux ministères la capacité de reporter au prochain exercice jusqu'à concurrence de 5 p. 100 des fonds non utilisés de leur budget de fonctionnement inscrits au budget principal des dépenses, ce qui améliore la marge de manœuvre financière dans la gestion des programmes gouvernementaux.

Le crédit au titre du report du budget de fonctionnement (crédit 22 du CT) accorde l'autorisation pour regrouper les transactions ministérielles de nature courante en un crédit, réduisant ainsi le nombre de postes dans le budget supplémentaire des dépenses et éliminant, dans plusieurs cas, la nécessité d'un budget supplémentaire des dépenses pour de petits ministères.

Les besoins en matière de rémunération sont les obligations juridiques de l'employeur en matière d'avantages sociaux des employés, comme les indemnités de départ et les prestations parentales. L'approbation par le Parlement du crédit central au titre des besoins en matière de rémunération (crédit 23 du CT) servira d'appui à la transparence en indiquant plus clairement les obligations juridiques de l'employeur tout en protégeant l'intégrité du crédit 5 afin qu'il puisse être utilisé en réponse à de véritables imprévus gouvernementaux. Ces améliorations soulignent l'engagement du gouvernement d'assurer un processus continu pour faciliter l'examen du budget des dépenses par les chercheurs, les parlementaires et les Canadiens et appuyer de meilleures pratiques de gestion financière au sein du gouvernement.

# Introduction au budget supplémentaire des dépenses

## Objectif et renseignements généraux

Les documents du budget supplémentaire des dépenses sont déposés au Parlement environ un mois avant la loi de crédits connexe<sup>1</sup>. Ce délai donne aux divers comités permanents du Parlement suffisamment de temps pour examiner les dépenses proposées avant le dépôt de la loi de crédits.

Le budget supplémentaire des dépenses a pour objet de présenter au Parlement de l'information sur des dépenses nécessaires qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du budget principal des dépenses ou encore qui ont été peaufinées par la suite pour prendre en compte les changements apportés à des programmes ou à des services particuliers. Il renferme aussi des renseignements à jour sur les modifications quant aux coûts prévus des principaux postes législatifs et vise à obtenir l'approbation du Parlement pour divers postes, tels que les transferts de fonds entre crédits, les radiations de dettes, les garanties de prêt, la création ou l'augmentation de subventions et les modifications aux libellés de crédits.

Normalement, au moins deux budgets supplémentaires des dépenses sont déposés chaque année. Chaque document est identifié à l'aide d'une lettre de l'alphabet (A, B, C, etc.). Le premier budget supplémentaire des dépenses ordinaire est habituellement déposé à la fin d'octobre et le document final, en février. Selon l'urgence et le calendrier des priorités du gouvernement au chapitre des dépenses, d'autres budgets supplémentaires des dépenses peuvent être déposés.

### Autorisation de dépenser

Le budget supplémentaire des dépenses fournit des renseignements sur les autorisations relatives aux dépenses budgétaires et non budgétaires. Ces autorisations se subdivisent en deux catégories : les dépenses votées et les dépenses législatives.

Les dépenses **budgétaires** incluent :

- les frais de service de la dette publique;
- les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital;
- les paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers;
- les paiements aux sociétés d'État.

Les dépenses **non budgétaires** (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.

Les dépenses **votées** sont celles qui doivent être autorisées par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits annuel.

Les dépenses **législatives** sont celles qui sont autorisées par le Parlement par l'entremise de lois habilitantes.

---

1. L'approbation par le Parlement d'une loi de crédits accorde au gouvernement du Canada le pouvoir de dépenser les montants provenant du Trésor pour livrer ses programmes et services.

# Introduction au budget supplémentaire des dépenses

## Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Le tableau 1 fournit un aperçu financier du présent budget supplémentaire des dépenses.

**Tableau 1 – Total du budget supplémentaire des dépenses (en millions de dollars)**

	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires	Total
Crédits votés	1 266,3		1 266,3
Pouvoirs législatifs	2 948,1	78,4	3 026,5
<b>Total</b>	<b>4 214,4</b>	<b>78,4</b>	<b>4 292,8</b>

Le budget supplémentaire des dépenses est conforme au cadre de dépenses prévues présenté dans le budget de mars 2007 et mis à jour en novembre 2007 dans l'énoncé économique.

Dans les cas où le total des dépenses budgétaires à ce jour ne correspond pas aux dépenses budgétaires prévues pour 2007-2008, l'écart est attribuable en grande partie aux éléments suivants :

- un rajustement net pour les principaux éléments des dépenses budgétaires touchés par le fait que maintenant on ne présente plus de montants nets dans le budget fédéral mais plutôt des montants bruts (par exemple, pour la prestation fiscale canadienne pour enfants, les revenus ministériels découlant de services précis et les revenus de sociétés d'État consolidées);
- des dépenses qui, à des fins budgétaires et comptables, ont été imputées à des exercices antérieurs pour coïncider avec le moment où les obligations ont été contractées;
- des rajustements en raison du passage à la comptabilité d'exercice, ainsi que la reconnaissance d'éléments de passif de 2007-2008, pour des postes qui, tout en étant reconnus, ne nécessitent pas de crédits (c.-à-d. de fonds) cette année;
- des dépenses de programme, identifiées dans un budget ou une mise à jour économique et financière, qui n'ont pas encore été allouées à un ministère.

## Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Le tableau 2 permet d'effectuer un rapprochement de ces écarts.

**Tableau 2 – Dépenses budgétaires (en milliards de dollars)**

<b>Budget (mars 2007)</b>			<b>233,4</b>
<i>Budgets des dépenses à ce jour</i>			
Budget principal des dépenses 2007-2008*	210,7		
Budget supplémentaire des dépenses (A) 2007-2008	13,6		
Budget supplémentaire des dépenses (B) 2007-2008	4,3		
		228,6	
<i>Rajustements</i>			
Rajustement net, par suite de la transition de montants nets à montants bruts dans la présentation du budget	14,8		
Autres rajustements**	(10,0)	4,8	<b>233,4</b>
<b>Écart</b>			<b>0</b>

\* Comprend 167,7 millions de dollars pour l'Agence du revenu du Canada, 50,7 millions de dollars pour l'Agence Parcs Canada et 172,9 millions de dollars pour les crédits pluriannuels de l'exercice 2006-2007 de l'Agence des services frontaliers du Canada.

\*\* Les autres rajustements sont les décaissements au titre d'acquisitions d'immobilisations, les dépenses imputées à des exercices antérieurs et les dépenses de programmes non encore imputées.

### Aperçu de l'exercice 2007-2008 jusqu'à ce jour (questions d'octroi de crédits)

- Le Budget principal des dépenses 2007-2008 a été déposé à la Chambre des communes le 27 février 2007. Les crédits provisoires s'élevant à 21,7 milliards de dollars ont reçu la sanction royale le 30 mars 2007, alors que la totalité des crédits, soit les 53,2 milliards de dollars restants, ont obtenu la sanction royale le 22 juin 2007.
- Le budget fédéral de 2007 a été déposé le 19 mars 2007. Comme le dépôt du budget fédéral de 2007 a été effectué après le Budget principal des dépenses 2007-2008, le gouvernement doit demander l'autorisation de dépenser pour plusieurs nouvelles mesures annoncées par l'intermédiaire du budget supplémentaire des dépenses. Par conséquent, la valeur du présent budget supplémentaire des dépenses se compare à celle des exercices précédents où le budget fédéral est déposé après le budget des dépenses.
- Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2007-2008 a été déposé à la Chambre des communes le 30 octobre 2007. La *Loi de crédits n° 3 pour 2007-2008* a accordé la totalité des crédits inscrits dans le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2007-2008 et a été approuvée par l'entremise d'un mandat du gouverneur général le 13 décembre 2007, conformément au décret C.P. 2007-2022 qui a reçu la sanction royale le 14 décembre 2007.

# Introduction au budget supplémentaire des dépenses

## Aperçu des principales modifications apportées aux dépenses budgétaires

Cette section vous donne un aperçu des principaux postes de **dépenses budgétaires totales** (votées et législatives) qui représentent un excédant de 25 millions de dollars et qui ont une incidence sur l'augmentation de 4,3 milliards de dollars présentée dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

**1. Majoration prévue des dépenses budgétaires votées de 1,3 milliard de dollars attribuable, en grande partie, aux initiatives clés suivantes :**

**a. Principales initiatives touchant plus d'une organisation (initiatives horizontales)**

***i) Fonds à l'appui du Programme des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche (163,4 millions de dollars)***

Fonds nécessaires pour le versement de subventions aux Centres d'excellence en commercialisation et en recherche comme annoncé dans le budget fédéral de 2007. Les sept centres d'excellence, situés à Vancouver, Toronto, Montréal, Sainte-Foy et Halifax, œuvrent dans les secteurs prioritaires de la commercialisation et de la recherche, qui sont des éléments clés du volet « avantage entrepreneurial » de la nouvelle stratégie canadienne des sciences et de la technologie. Ces subventions sont versées par trois organismes subventionnaires fédéraux selon le domaine de recherche de chaque centre.

**b. Initiatives importantes spécifiques**

***i) Fonds versés au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour des paiements aux Cris du Québec pour régler les questions de mise en œuvre afférentes à la Convention de la Baie-James et du Nord québécois et les litiges connexes (1,1 milliard de dollars)***

En 2007, le gouvernement et les Cris du Québec en sont venus à un accord totalisant 1,4 milliard de dollars. Cette entente permet au Canada de s'acquitter de ses obligations afférentes à la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, soit d'améliorer ses relations avec les Cris et les Inuits du Québec, de même qu'avec la province de Québec. Les termes de l'accord comprennent : la prise en charge par les Cris, et ce, pour les 20 prochaines années, de certaines obligations de mise en œuvre dans le cadre de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (c.-à-d. l'administration de la justice et du développement économique et social); de même que la modernisation de la gouvernance régionale crie et l'engagement de poursuivre des négociations sur l'autonomie gouvernementale.

***ii) Fonds versés à l'Agence canadienne de développement international pour des subventions supplémentaires à des organisations internationales pour l'aide au développement, les programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie ainsi que l'assistance humanitaire internationale (211,0 millions de dollars)***

Ce financement représente un rajustement des crédits en matière de subventions et de contributions, comme suite à un important exercice de réaffectation au sein de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) visant à accroître davantage l'efficacité et l'efficacéité de l'acheminement de l'aide offerte. Plus particulièrement, les crédits ont été transférés des contributions aux subventions, ce qui représente un changement de cap à l'ACDI vers les initiatives axées sur des programmes fondés sur les risques avec des partenaires de confiance comme les Nations Unies et l'Organisation mondiale de la santé.

## Introduction au budget supplémentaire des dépenses

***iii) Fonds versés à la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour des approches améliorées fondées sur le marché pour le logement dans les réserves des Premières nations, grâce à la création du Fonds d'aide au logement du marché des Premières nations (150,0 millions de dollars)***

Dans le budget fédéral de 2007, le gouvernement a annoncé un investissement de 300 millions de dollars dans le premier fonds d'aide au logement du marché des Premières nations. Ce fonds a été institué dans le but d'aider les membres des Premières nations vivant dans les réserves à posséder leur propre habitation en leur donnant la possibilité de contracter des emprunts auprès des institutions financières. En effet, les réserves ont un besoin énorme de logements adéquats et abordables, et cette situation alimente l'écart entre la qualité de vie des citoyens des Premières nations vivant dans les réserves et les autres Canadiens.

***iv) Fonds versés au ministère de la Défense nationale pour couvrir l'augmentation des soldes et des indemnités versées aux membres des Forces canadiennes (88,7 millions de dollars)***

Ces fonds serviront à couvrir le redressement des soldes de 2 p. 100 des militaires du rang, des officiers du service général et des pilotes jusqu'au grade de lieutenant-colonel; et des médecins et dentistes militaires jusqu'au grade de lieutenant. L'augmentation du financement nécessaire pour garantir l'équité est établie en fonction du taux national d'inflation (2 p. 100), jusqu'à ce que les conventions collectives et les marchés de services soient prêts.

***v) Fonds versés au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour répondre aux demandes hors du commun et aux coûts connexes d'évacuation en cas de feu et d'inondation et pour faire face aux coûts élevés du carburant dans les communautés des Premières nations qui utilisent des centrales au diesel (50,3 millions de dollars)***

Selon la *Loi sur la gestion des urgences (2007)*, le gouvernement doit assurer la protection civile et la gestion des urgences sur toutes les terres indiennes à travers le Canada. Ce financement sera utilisé pour faire face aux questions urgentes en matière de santé et de sécurité reliées aux évacuations en cas de feu ou d'inondations. Ces fonds lui sont également nécessaires pour s'acquitter des obligations juridiques et contractuelles en situation d'urgence.

***vi) Fonds versés au Secrétariat du Conseil du Trésor pour des rajustements à la rémunération (43,3 millions de dollars)***

Fonds pour offrir une compensation aux ministères, aux organismes et aux sociétés d'État qui dépendent de crédits votés au titre des répercussions des conventions collectives et des autres rajustements apportés aux modalités d'emploi ou de service. Les coûts proviennent des conventions collectives signées et d'autres rajustements connexes apportés aux modalités d'emploi ou de service entre le 1<sup>er</sup> août 2007 et le 14 décembre 2007.

***vii) Financement pour les opérations de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (41,1 millions de dollars)***

Financement pour l'agrandissement des aéroports et pour soutenir les opérations de contrôle de sécurité étant donné le volume croissant des passagers et le renforcement des mesures de sécurité découlant de l'interdiction des liquides et des gels. Le montant total du financement est de 35 millions de dollars, alors que les besoins en capital s'élèvent à 6 millions de dollars pour l'agrandissement de l'aéroport de Québec.

## Introduction au budget supplémentaire des dépenses

### ***viii) Fonds versés au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour le financement des règlements extrajudiciaires (30,9 millions de dollars)***

Le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien utilisera ces montants pour favoriser des règlements à l'amiable, notamment dans les cas de gestion de l'environnement forestier, de paiement, par le gouvernement, des intérêts découlant d'une garantie de prêt et de revendications territoriales.

### ***ix) Fonds versés à la GRC pour combler le manque à gagner relatif aux frais engendrés par la prestation de services de police contractuelle (29,2 millions de dollars)***

Selon l'Accord sur les services de police conclu entre le gouvernement du Canada et plusieurs provinces et territoires, la GRC doit fournir des services de police, contre remboursement des frais, aux provinces, territoires et municipalités. Le financement sera utilisé pour combler le manque à gagner lié aux coûts des services de police contractuelle, et pour satisfaire aux obligations fédérales contenues dans l'Accord sur les services de police qui se fondent sur l'augmentation des niveaux de services obligatoires offerts aux provinces et territoires, pour la période.

Combinées à ces principaux postes, les diminutions des besoins des divers ministères énoncées dans ce budget supplémentaire des dépenses représentent une augmentation des crédits nets votés de 1,3 milliard de dollars.

## **2. Majoration prévue des dépenses législatives de quelque 2,9 milliards de dollars attribuable, en grande partie, aux changements prévus suivants :**

### ***i) Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtières versés par le ministère des Ressources naturelles (1,1 milliard de dollars)***

Des paiements législatifs sont versés au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtières. Les montants équivalents aux redevances fédérales, aux impôts et autres revenus divers générés par les ressources extracôtières. L'augmentation de 400 millions de dollars pour 2007-2008 est liée à une estimation de la hausse des redevances consécutive à l'accroissement de la production de pétrole et à la montée des prix du pétrole.

### ***ii) Indemnisation versée par le ministère de la Santé aux personnes ayant contracté le virus de l'hépatite C par l'entremise du système d'approvisionnement en sang du Canada avant 1986 et après 1990 (1,0 milliard de dollars)***

Le gouvernement a constitué un fonds en fiducie dans le cadre de l'entente de règlement visant à indemniser les victimes du virus de l'hépatite C, infectées par l'entremise du système d'approvisionnement en sang du Canada, avant 1986 et après 1990. La présente entente prévoit, dans la mesure du possible, que le niveau d'indemnisation sera établi en fonction du principe de parité avec les indemnisations que le gouvernement fédéral a offertes aux personnes infectées entre 1986 et 1990. Pour les personnes infectées par le virus de l'hépatite C, les montants d'indemnisation varient de moins de 10 000 \$ à plus de 400 000 \$. En plus de ces sommes, les personnes admissibles pourront recevoir une indemnité couvrant les dommages économiques causés par des pertes de revenus et de services. Le nombre de bénéficiaires sera déterminé au fur et à mesure que les demandeurs se présenteront et que le fiduciaire se sera prononcé sur les réclamations.

### ***iii) Fonds versés par le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire pour aider les producteurs agricoles à faire la transition des programmes actuels de gestion des risques de l'entreprise au nouveau programme Agri-investissement (561,1 millions de dollars)***

Le Programme de démarrage d'Agri-investissement, une initiative fédérale, versera un paiement unique aux comptes d'Agri-investissement des producteurs, qui prendra la forme de subventions ou de contributions. Des transferts de paiements de 561,1 millions de dollars seront effectués pour aider les producteurs à faire la transition entre les programmes actuels de gestion des risques de l'entreprise et le nouveau programme Agri-investissement.

## Introduction au budget supplémentaire des dépenses

### ***iv) Fonds versés à l'Agence du revenu du Canada afin qu'elle effectue des paiements aux provinces en vertu de la Loi sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre (437,0 millions de dollars)***

L'Agence du revenu du Canada est chargée du recouvrement auprès des provinces et des versements à celles-ci relatifs aux frais recouverts dans le cadre de l'application de l'*Accord sur le bois d'œuvre résineux Canada-États-Unis*. On estime que 437,0 millions de dollars seront versés aux provinces par l'entremise de ce budget supplémentaire des dépenses en vertu de la *Loi sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre*. Ces versements sont réduits en raison de plusieurs facteurs, notamment les remboursements versés à l'industrie du bois d'œuvre, les frais de gestion et de mise en œuvre de l'Entente, de même que les coûts liés aux litiges découlant de l'application de la Loi.

### ***v) Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve versés par le ministère des Ressources naturelles (188,6 millions de dollars)***

Les règlements relatifs aux dispositions sur les paiements de péréquation compensatoires de la *Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve* permettent à Terre-Neuve et Labrador d'être indemnisée pour des pertes de paiements de péréquation causées par une augmentation des recettes provenant des ressources pétrolières et gazières. Les paiements de péréquation compensatoires prévus pour 2007-2008 seront d'environ 188,6 millions de dollars.

### ***vi) Fonds versés par le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire conformément au Cadre d'aide en cas de catastrophe qui fournit un processus coordonné permettant aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux d'intervenir rapidement en cas de catastrophes agricoles (63,0 millions de dollars)***

Le programme Agri-relance est un cadre d'aide en cas de catastrophe qui assure aux producteurs agricoles un soutien rapide du gouvernement dans les situations de catastrophes naturelles de moindre envergure – celles de portée régionale qui ont une incidence faible sur l'industrie à l'échelle canadienne, en ce sens qu'elles peuvent facilement être contenues et ont peu de répercussions sur le commerce. Ces fonds serviront à l'élaboration d'un processus coordonné pour les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux afin de faire face rapidement à ces catastrophes particulières.

### ***vii) Fonds versés à Ressources humaines et Développement des compétences en appui à l'augmentation des prévisions relatives aux paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études en raison principalement des bonifications annoncées dans le budget fédéral de 2007 (42,0 millions de dollars)***

La Subvention canadienne pour l'épargne-étude est une subvention que le gouvernement du Canada verse aux familles pour les études postsecondaires d'un enfant. Pour chaque dollar épargné par les familles dans le régime enregistré d'épargne-études de leur enfant, la Subvention canadienne pour l'épargne-études pourrait ajouter jusqu'à 40 cents. Les fonds serviront à couvrir l'augmentation des coûts connexes à l'amélioration de ce programme, y compris les envois postaux faisant partie de la stratégie de communication du programme.

## Introduction au budget supplémentaire des dépenses

*viii) Contributions du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture – Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (37,0 millions de dollars)*

Le Programme canadien de stabilisation du revenu agricole a été conçu à titre de programme de quasi-assurance afin qu'il puisse répondre aux besoins d'aide financière dans le secteur agricole attribuables aux fluctuations de revenus. Une contribution de 37 millions de dollars sera versée pour appuyer les programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture – Programme canadien de stabilisation du revenu agricole.

*ix) Fonds versés à Ressources humaines et Développement des compétences en appui à l'augmentation des prévisions relatives aux versements du Supplément de revenu garanti en fonction des prévisions mises à jour quant au nombre de prestataires et au taux mensuel moyen (36,0 millions de dollars)*

La diminution du nombre prévu de bénéficiaires (de 1 634 112 à 1 597 631) explique la baisse du montant des prestations de 147 millions de dollars. Entre-temps, le taux mensuel moyen prévu a augmenté de 378,03 \$ à 388,54 \$ entraînant ainsi une hausse de 183 millions de dollars. L'effet net est une augmentation de 36 millions de dollars au budget supplémentaire des dépenses.

*x) Révision à la baisse des prévisions quant aux paiements effectués en vertu de la Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants en raison de l'effet combiné de diminutions prévues des frais liés aux paiements compensatoires et d'une augmentation des mesures de gestion de la dette (35,3 millions de dollars)*

La diminution globale nette de 35,3 millions de dollars résulte de l'effet combiné de deux facteurs, soit une augmentation des dépenses de fonctionnement (8,6 millions de dollars), étant donné que les fournisseurs de services doivent gérer un plus grand nombre de comptes et qu'ils ont augmenté les frais de transaction, et une diminution du montant des paiements de transfert (43,9 millions de dollars), car les coûts des programmes ont diminué étant donné la réduction importante des comptes qui sont retournés au gouvernement. Il y a donc une diminution nette de 35,3 millions de dollars.

*xi) Révision à la baisse des prévisions quant aux paiements de la prestation de la Sécurité de la vieillesse en fonction des prévisions mises à jour quant au nombre de prestataires et au taux mensuel moyen (52,0 millions de dollars)*

La diminution globale nette de 52,0 millions de dollars résulte de l'effet combiné de trois facteurs, soit une augmentation prévue de l'estimation du nombre de prestataires admissibles, ce qui constituera une augmentation de 41,0 millions de dollars en prestations, combinée à une augmentation quant à la prévision du taux mensuel moyen de la prestation de base de la Sécurité de la vieillesse (15,0 millions de dollars); ces augmentations sont compensées par le remboursement de prestations de Sécurité de la vieillesse qui réduira le montant prévu des versements d'environ 108,0 millions de dollars. Il y a donc une diminution nette de 52,0 millions de dollars.

### **3. Majoration prévue des dépenses législatives non budgétaires, étant donné les fonds versés à Ressources humaines et Développement des compétences en appui à l'augmentation du montant net des prêts consentis en vertu de la Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants en raison principalement d'une diminution des remboursements de prêts par les emprunteurs (78,4 millions de dollars)**

La hausse des prêts nets consentis est attribuable principalement à un niveau de remboursements plus bas que prévu. Les prêts nets consentis représentent la somme des prêts consentis moins les remboursements des prêts. Les remboursements sont plus bas que prévus, en raison d'une hausse de l'utilisation des mesures relatives à la gestion de la dette qui temporairement permettent aux étudiants de ne pas rembourser leurs prêts tant qu'ils bénéficient de ces mesures.

# Introduction au budget supplémentaire des dépenses

## Principales modifications apportées au présent budget supplémentaire des dépenses

Cette section décrit les modifications apportées à l'organisation et à la structure gouvernementale et les modifications apportées aux autorisations (crédits et postes législatifs) depuis le dépôt du Budget principal des dépenses 2007-2008 et le dépôt du Budget supplémentaire des dépenses (A) 2007-2008.

### Modifications à la présentation

Comme suite aux récentes modifications apportées à la présentation du budget supplémentaire des dépenses, les montants de valeur négative des crédits votés et des autorisations législatives sont inscrits à titre d'information, le cas échéant, à la section détaillée réservée aux ministères, aux organismes et aux sociétés d'État.

Dans le cas des ministères où il y avait des montants de crédits négatifs inscrits à titre d'information dans les précédents budgets des dépenses, il y aura une différence entre le montant des fonds inscrits à la colonne « Total – Budgets des dépenses à ce jour » qui a été utilisée dans les documents précédents et le montant des fonds votés réellement par le Parlement. En conséquence, les montants inscrits aux « Budgets des dépenses précédents » ne sont plus pertinents car ils ne correspondent peut-être pas au montant total des fonds approuvés par le Parlement.

Ainsi, afin d'être fidèle à l'information présentée au Parlement, la présentation de la section Sommaire du portefeuille a été modifiée. On doit dorénavant commencer l'analyse des modifications aux crédits d'un ministère en consultant la colonne « Autorisations à ce jour » plutôt que la colonne « Budgets des dépenses précédents ». Les montants inscrits à la colonne « Autorisations à ce jour » correspondent au montant total des crédits votés par le Parlement lors de l'adoption des projets de loi de crédits habilitants, et ils peuvent différer de l'information présentée dans les budgets des dépenses étant donné que des montants négatifs sont inscrits à titre d'information. Le contenu et les descriptions de la section détaillée réservée aux ministères ont aussi été modifiés afin de correspondre au montant total des crédits approuvés par l'adoption des projets de loi de crédits habilitants. Il est important de noter que les mises à jour des montants des postes législatifs présentés dans les documents budgétaires peuvent aussi représenter des rajustements négatifs. Toutefois, étant donné que les postes législatifs sont présentés seulement à titre d'information et ne sont pas approuvés par le Parlement, les rajustements aux prévisions fournies dans les Budgets de dépenses précédents, sont reportés dans la colonne « Autorisations à ce jour ».

### Modifications concernant les organisations gouvernementales et la structure

Depuis 2007-2008, et aux termes des dispositions de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, le gouvernement a annoncé une série de réorganisations à la structure de certains ministères. En raison de ces réorganisations, la modification suivante a été apportée au présent budget supplémentaire des dépenses :

- En vertu du décret C.P. 2007-1296, la responsabilité des activités du Bureau de gestion du changement a été transférée du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux au Secrétariat du Conseil du Trésor (en vigueur dès le 1<sup>er</sup> octobre 2007).

# Introduction au budget supplémentaire des dépenses

## Modifications concernant les crédits et les postes législatifs

Les modifications concernant les autorisations comprennent les crédits et les postes législatifs qui renferment des autorisations distinctes qui diffèrent de celles incluses dans le Budget principal des dépenses 2007-2008 et dans le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2007-2008, ainsi que les nouvelles autorisations de dépenses qui sont inscrites pour la première fois. Conformément aux décisions rendues par le président de la Chambre des communes en 1981, le gouvernement s'est engagé à faire en sorte que les seules mesures législatives qui seront édictées dans le cadre du budget des dépenses, sauf dans les cas expressément autorisés par voie de législation, seront des modifications aux lois de crédits précédentes.

### ***Les nouveaux crédits suivants ont été ajoutés depuis le budget principal des dépenses et le budget supplémentaire des dépenses (A) :***

#### Agriculture et Agroalimentaire – Ministère

**Crédit 12b** – Pour radier jusqu'à concurrence de 500 000 \$ le prélèvement prévu devant être utilisé par le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel à compter du 31 mars 2008

#### Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère

**Crédit 7b** – Conformément au paragraphe 25(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, radier des Comptes du Canada les sommes de 364 080 \$ en capital et de 43 270 \$ en intérêt pour 15 473 comptes de prêts aux étudiants financés directement et intégrés pour la période de février 2005 à novembre 2006 et pour 32 575 petits soldes débiteurs aux fournisseurs de services pour la période de novembre 2004 à novembre 2006 – Pour autoriser le virement au présent crédit de 407 350 \$ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008*

#### Ressources humaines et Développement des compétences – Société canadienne d'hypothèques et de logement

**Crédit 16b** – Porter de 350 000 000 000 \$ à 450 000 000 000 \$ le plafond du montant total impayé et assuré de tous les prêts assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de l'alinéa 11b) de la *Loi nationale sur l'habitation*

## Introduction au budget supplémentaire des dépenses

***Le libellé (souligné) des crédits suivants a été modifié comparativement au libellé utilisé dans le budget principal des dépenses et dans le budget supplémentaire des dépenses (A) :***

### Environnement – Ministère

**Crédit 10b** – Subventions inscrites au budget des dépenses et contributions, contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipements ou services – Pour autoriser le virement au présent crédit de 150 000 \$ du crédit 1 (Environnement), de 690 000 \$ du crédit 1 (Transports), de 111 000 \$ du crédit 1 (Santé), de 15 000 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire), de 15 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) et de 15 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008*

***Les nouveaux postes législatifs suivants ont été ajoutés depuis la parution du budget principal des dépenses et du budget supplémentaire des dépenses (A) :***

### Agriculture et Agroalimentaire – Ministère

Subventions et contributions pour le Programme de démarrage d'Agri-investissement

Paiements de contributions pour le Programme Agri-investissement

Paiements de subventions pour le Programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance

### Agence du revenu du Canada

Paiements en vertu de la *Loi sur les mesures d'aide liées au coût de l'énergie*

Paiements aux provinces en vertu de la *Loi sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre*

### Environnement – Ministère

Subvention à la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable

### Santé – Ministère

Indemnisation pour les personnes ayant contracté le virus de l'hépatite C par l'entremise du système d'approvisionnement en sang du Canada avant 1986 et après 1990

### Ressources naturelles – Ministère

Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve

Subvention à la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable

# Introduction au budget supplémentaire des dépenses

## Aperçu des tableaux sommaires

Cette section donne un aperçu des tableaux sommaires suivants présentés dans le budget supplémentaire des dépenses.

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses
2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2007-2008
3. Annexes proposées au projet de loi de crédits
4. Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses
5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés
6. Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense
7. Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor
8. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
9. Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
10. Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

### **1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses**

Ce tableau précise les dépenses budgétaires<sup>2</sup> et non budgétaires<sup>3</sup> incluses dans le budget supplémentaire des dépenses par ministère, organisme ou société d'État et par type d'autorisation parlementaire (besoins annuels au titre des crédits et exigences législatives).

Les deux premières colonnes « Autorisations à ce jour » précisent les fonds à ce jour tels que présentés dans le budget principal des dépenses et le budget supplémentaire des dépenses (A).

Les six colonnes suivantes « Présent budget supplémentaire des dépenses » précisent les besoins actuels tels que présentés dans le budget supplémentaire des dépenses (B). Ces besoins sont répartis en trois catégories, soit Transferts, Crédits à voter<sup>4</sup> et Autorisations législatives<sup>5</sup>.

Les deux dernières colonnes « Total – Budget des dépenses à ce jour » fournissent une mise à jour des dépenses budgétaires et non budgétaires totales pour 2007-2008.

### **2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2007-2008**

Ce tableau présente le budget principal des dépenses, le budget supplémentaire des dépenses (A) et les montants demandés dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses (B) et fournit aussi une ventilation des dépenses budgétaires et non budgétaires par crédits votés et législatifs.

- 
2. Les dépenses budgétaires comprennent les frais de service de la dette, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert et les subventions aux autres ordres de gouvernement, à des organisations et à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État et aux personnes morales distinctes.
  3. Les dépenses non budgétaires (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.
  4. Les besoins en crédits sont ceux que le gouvernement doit faire approuver par le Parlement au moyen d'une loi de crédits. Pour de plus amples renseignements sur les crédits et le libellé des crédits, veuillez consulter l'annexe proposée du projet de loi de crédits.
  5. Les autorisations des dépenses législatives sont celles que le Parlement a approuvées précédemment par le biais d'autres lois qui précisent l'objectif et les modalités des dépenses. Les dépenses législatives ne figurent dans le budget supplémentaire des dépenses qu'à titre d'information.

# Introduction au budget supplémentaire des dépenses

## 3. Annexes proposées au projet de loi de crédits

Ce tableau donne au lecteur un aperçu du projet de loi de crédits. Comme précisé plus haut, le budget supplémentaire des dépenses appuie directement le projet de loi. Ce tableau renferme une liste des numéros et des libellés des crédits et des fonds demandés qui seront soumis à l'approbation du Parlement. Le projet de loi de crédits du budget supplémentaire des dépenses comprend deux annexes : la première énumère les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2008 et la deuxième, les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2009, en particulier, les crédits pluriannuels de l'Agence du revenu du Canada, de l'Agence Parcs Canada et de l'Agence des services frontaliers du Canada.

Seuls les rajustements positifs aux crédits des ministères sont inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits. Si une organisation inscrit un montant net négatif ou de zéro dans le présent budget supplémentaire des dépenses, aucun changement aux autorisations de dépenser actuelles n'est demandé au Parlement.

Une fois que le projet de loi de crédits est approuvé, le libellé constitue les conditions dans lesquelles les dépenses pourront être effectuées. Ainsi, les types de crédits suivants peuvent apparaître dans le budget supplémentaire des dépenses :

- a) *Crédits pour dépenses du programme* – Ce crédit est utilisé lorsqu'il n'est pas nécessaire d'indiquer séparément le crédit « Dépenses en capital » ou le crédit « Subventions et contributions » parce que les dépenses proposées n'atteignent ni ne dépassent 5 millions de dollars. En pareil cas, toutes les dépenses du programme sont imputées à un seul crédit.
- b) *Crédits pour dépenses de fonctionnement* – On se sert de ce crédit lorsqu'il est nécessaire d'avoir un crédit « Dépenses en capital » ou un crédit « Subventions et contributions », voire les deux, c'est-à-dire lorsque les dépenses proposées sous l'une ou l'autre de ces rubriques atteignent ou dépassent 5 millions de dollars. Lorsqu'elles ne l'atteignent pas, elles sont incluses dans le crédit « Dépenses du Programme ».
- c) *Crédits pour dépenses en capital* – Ce type de crédit est employé lorsque les dépenses en capital d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. Les dépenses en capital pourraient comprendre des postes dont la valeur est susceptible de dépasser 10 000 dollars notamment pour l'acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages (article courant de dépense 08) ainsi que l'acquisition de machines et de matériel (article courant de dépense 09) ou encore la construction ou la création de biens, lorsqu'un ministère compte se servir de ses propres ressources humaines et matérielles, retient les services d'experts ou achète d'autres biens et services (articles courants de dépense 01 à 09). Diverses limites peuvent être mises en place pour différentes catégories de dépenses en capital au niveau ministériel.
- d) *Crédits pour subventions et contributions* – Ce crédit est utilisé lorsque les subventions et les contributions d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. L'inscription au budget supplémentaire des dépenses d'un poste pour une subvention, une contribution ou un autre paiement de transfert n'entraîne aucune obligation d'effectuer un paiement et n'accorde à un bénéficiaire éventuel aucun droit aux sommes prévues. La définition du mot « contribution » figurant dans le libellé du crédit est réputée englober les « autres paiements de transfert » puisqu'il s'agit de deux types de paiements semblables.
- e) *Crédits non budgétaires* – En regard de ce crédit, identifié par la lettre L, l'autorisation de dépenser est approuvée pour des prêts, des avances et des placements relatifs aux sociétés d'État; et des prêts ou des avances consentis à des fins précises à d'autres gouvernements et à des organisations internationales, ou à des personnes ou des sociétés du secteur privé.

## Introduction au budget supplémentaire des dépenses

- f) *Crédits spéciaux : Déficits des sociétés d'État et personnes juridiques distinctes* – Quand il est nécessaire d'affecter des fonds pour un paiement à une société d'État ou couvrir les dépenses d'une personne juridique qui sont effectuées dans le cadre d'un programme plus important, un crédit distinct est établi. Par personne juridique, on entend une entité de l'administration qui exerce ses activités en vertu d'une loi du Parlement et qui relève directement d'un ministre.
- g) *Crédits spéciaux : Crédits du Conseil du Trésor pour les programmes financés par l'administration centrale* – Ces crédits permettent au Conseil du Trésor d'assumer ses responsabilités législatives relatives quant à la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'administration fédérale. À cette fin, il doit disposer d'autorisations spéciales, lesquelles sont exposées ci-après.
- (i) *Crédit pour éventualités du gouvernement* – Ce crédit sert à augmenter d'autres crédits afin d'assurer au gouvernement une marge de manœuvre suffisante pour faire face à des dépenses urgentes ou imprévues lorsqu'il existe un besoin de trésorerie valable en raison du moment où un paiement doit être effectué ou lorsqu'une autorisation précise est nécessaire pour effectuer un paiement, par exemple pour le paiement de subventions qui ne sont pas inscrites au budget des dépenses. Cette autorisation d'augmenter d'autres crédits est accordée jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s'inscrivent dans le cadre du mandat de l'organisation.
- (ii) *Crédit pour initiatives pangouvernementales* – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits afin de soutenir la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada.
- (iii) *Crédit pour rajustements salariaux* – Ce crédit sert à augmenter d'autres crédits afin de financer des augmentations de dépenses salariales liées aux conventions collectives conclues entre le Conseil du Trésor et les unités de négociation représentant les fonctionnaires, ainsi qu'aux conventions collectives signées avec des employeurs distincts, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les employés de sociétés d'État conformément à l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.
- (iv) *Crédit pour assurances de la fonction publique* – Ce crédit fournit les cotisations de l'employeur aux primes d'assurance-maladie, d'assurance-salaire et d'assurance-vie, aux paiements des régimes d'assurance-maladie provinciaux, aux impôts provinciaux, aux pensions, aux régimes d'avantages sociaux et d'assurance pour les employés engagés sur place à l'extérieur du Canada et rend à certains employés leur part de la réduction des cotisations d'assurance-emploi.
- (v) *Crédit pour le report du budget de fonctionnement* – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits dans le cas d'un report du budget de fonctionnement de l'exercice précédent.
- (vi) *Crédit pour les besoins en matière de rémunération* – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour combler les besoins en matière de congés parentaux et de maternité, les indemnités versées lors d'une cessation de service ou d'emploi, ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d'emploi à la fonction publique, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, dans le cas où ces crédits ne sont pas pourvus par le crédit 15, Rajustements de la rémunération.

# Introduction au budget supplémentaire des dépenses

## **4. Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses**

Ce tableau fournit au Parlement une mise à jour des changements importants apportés aux prévisions des dépenses liées aux grands postes législatifs. Les postes législatifs sont ceux que le Parlement a approuvés par l'adoption d'autres textes législatifs qui précisent les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées. Les dépenses législatives sont incluses dans le budget supplémentaire des dépenses à titre d'information uniquement.

## **5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés**

Ce tableau fournit toute l'information concernant les crédits de ce budget supplémentaire, par ministère.

La première colonne (Numéro du crédit) indique quel crédit est accru dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses. La lettre jointe au numéro précise quel budget supplémentaire des dépenses a été utilisé pour augmenter le crédit.

La deuxième colonne (Montant brut) indique le total des fonds demandés dans ce budget supplémentaire des dépenses, par ministère.

La troisième colonne (Moins : Autorisations de dépenser disponibles) représente les pouvoirs de dépenser inutilisés qu'invoquent les organisations pour réduire le montant des dépenses additionnelles demandé dans le présent budget supplémentaire des dépenses. La section du budget supplémentaire des dépenses de chacun des ministères présente de plus amples renseignements sur ces montants.

La quatrième colonne (Montant net) indique le montant net du financement supplémentaire inscrit dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Fait à noter, les montants négatifs ou de zéro ne sont pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

## **6. Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense**

Afin d'indiquer de façon plus précise l'incidence des dépenses du gouvernement fédéral sur l'économie, il faut établir le montant net des achats de l'État par article courant. À cette fin, tous les ministères, y compris ceux qui ont recours à un fonds renouvelable, doivent inscrire leurs dépenses liées à des achats par catégories d'articles courants de dépense. Les articles courants sont le niveau le plus élevé de la classification par article qu'utilisent le Parlement et le pouvoir exécutif; ils figurent dans les budgets principal et supplémentaires des dépenses et les Comptes publics. Les articles courants de dépense sont les suivants :

1. Personnel
2. Transports et communications
3. Information
4. Services professionnels et spéciaux
5. Location
6. Achat de services de réparation et d'entretien
7. Services publics, fournitures et approvisionnements
8. Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages
9. Acquisition de machines et de matériel
10. Paiements de transfert
11. Service de la dette publique
12. Autres subventions et paiements

# Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Une brève définition de chaque article courant se trouve à la fin de la section Introduction.

## 7. Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ce tableau sommaire fournit une liste complète des affectations provenant des crédits centraux du Conseil du Trésor (CT) pour les éventualités du gouvernement, les initiatives pangouvernementales, les rajustements de la rémunération, le report du budget de fonctionnement et les besoins en matière de rémunération.

*Éventualités du gouvernement* (crédit 5 du CT) – Ce tableau sommaire fournit une liste complète des organismes qui ont reçu un financement temporaire à partir du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor (crédit 5 du CT). Des fonds temporaires peuvent être accordés pour des dépenses diverses urgentes, mineures et imprévues, qui ne figuraient pas dans le budget principal des dépenses et qui doivent être engagées avant que le prochain budget supplémentaire des dépenses ne reçoive la sanction royale. Une fois que le Parlement a approuvé le projet de loi de crédits pour le budget supplémentaire des dépenses et que le gouverneur général a accordé la sanction royale, les fonds temporaires sont remboursés au crédit 5 du CT.

Les critères suivants doivent être satisfaits afin que le Conseil du Trésor puisse accorder l'accès au crédit 5 du CT :

- Toutes les avances imputées au crédit pour éventualités du gouvernement doivent être considérées comme des avances temporaires devant être couvertes par des postes inscrits au budget supplémentaire des dépenses suivant et être remboursées lorsque la loi de crédits afférente est adoptée. Des exceptions s'appliquent dans les cas des besoins qui surviennent après le dernier budget supplémentaire des dépenses de l'exercice alors que les avances pourraient ne pas être remboursées.
- L'autorisation existante d'une organisation doit être insuffisante pour répondre aux besoins actuels et à ceux de la nouvelle initiative jusqu'à la prochaine période de crédits. Ainsi, l'organisation doit justifier sa demande en présentant une analyse valable de son flux de trésorerie.
- Il doit y avoir une raison valable et impérieuse, surtout en ce qui a trait au versement de subventions, pour effectuer le paiement avant la prochaine période de crédits. Si ce n'est pas le cas, le paiement doit être différé et l'accès au crédit 5 du CT doit être refusé.
- En ce qui concerne les subventions, il faut consulter et respecter la politique sur les paiements de transfert afin de s'assurer qu'un bénéficiaire valable et légalement constitué existe et que l'organisation doit absolument effectuer le paiement avant la prochaine période de crédits.

*Initiatives pangouvernementales* (crédit 10 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 10.

*Rajustements de la rémunération* (crédit 15 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pouvant nécessiter un financement partiel ou intégral plus important en raison de rajustements intervenants aux conditions de service ou d'emploi à la fonction publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les employés de sociétés d'État, conformément à l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 15.

# Introduction au budget supplémentaire des dépenses

*Report budget de fonctionnement* (crédit 22 du CT) – Ce crédit s’ajoute à d’autres crédits en autorisant un report des fonds non utilisés de l’exercice précédent, jusqu’à concurrence 5 p. 100 du budget de fonctionnement non dépensé inscrit au budget principal des dépenses d’un ministère ou d’un organisme. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 22.

*Besoins en matière de rémunération* (crédit 23 du CT) – Ce crédit s’ajoute à d’autres crédits en assurant au gouvernement les fonds nécessaires pour respecter des exigences juridiques d’employeur, concernant notamment les congés parentaux, les congés de maternité et les indemnités versées lors d’une cessation de service ou d’emploi ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d’emploi à la fonction publique. Les ministères peuvent obtenir ce crédit tout au long de l’exercice financier. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 23.

## **8. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses**

Une initiative horizontale est une activité dans le cadre de laquelle des partenaires provenant de deux ou plusieurs organismes acceptent, en vertu d’une entente de financement formelle (p. ex., un mémoire au Cabinet, une présentation au Conseil du Trésor, un accord fédéral-provincial) de collaborer à l’atteinte de résultats partagés.

Ce tableau fournit un résumé des postes pour lesquels des fonds sont demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Il ne s’agit pas d’une liste exhaustive des initiatives horizontales, mais plutôt d’une vue d’ensemble des initiatives relatives au présent budget supplémentaire des dépenses pour lesquelles deux ou plusieurs organismes demandent une augmentation de leur financement.

## **9. Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses**

Les ministères demandent souvent à transférer des fonds entre des organisations à diverses fins. Ce tableau présente un résumé de ces transactions.

## **10. Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses**

Il arrive souvent que le budget supplémentaire des dépenses inclue des « postes de 1 \$ » visant à demander la modification de la répartition de fonds ou du libellé d’un crédit existant (comme pour les garanties de prêts) déjà approuvés dans le budget principal des dépenses. Un tel poste ne vise pas à demander un financement nouveau ou additionnel, mais à redistribuer entre crédits des autorisations de dépenser existantes et/ou à accorder des autorisations pertinentes. Or, comme aucun nouveau financement n’est demandé, la somme de 1 \$ est strictement symbolique.

Par exemple, les postes de 1 \$ peuvent servir à :

- transférer des fonds d’un crédit à un autre;
- radier des créances;
- modifier une garantie de prêt;
- autoriser une subvention;
- modifier des lois de crédits antérieures.

# Introduction au budget supplémentaire des dépenses

## Détails par ministère, organisme et société d'État

Les ministères, organismes et sociétés d'État qui relèvent d'un ministre, ou qui rendent des comptes au Parlement, sont regroupés afin de donner une image d'ensemble par portefeuille.

Il y a cinq sections distinctes pour chaque organisation :

1. sommaire du portefeuille;
2. explication du besoin (crédits à adopter, fonds disponibles, transferts et crédits législatifs);
3. explication des fonds disponibles (s'il y a lieu);
4. paiements de transfert (s'il y a lieu);
5. nouveaux grands projets d'immobilisations (s'il y a lieu).

### 1. Sommaire du portefeuille

Le tableau fournit tous les renseignements sur les crédits votés et législatifs par ministère, y compris :

- le numéro et le libellé régissant le crédit ou le poste législatif;
- le total des autorisations à ce jour – budget principal des dépenses, plus tout financement antérieur prévu dans des budgets supplémentaires des dépenses;
- les transferts entre crédits à la fois au sein d'une organisation et entre organisations;
- les rajustements des crédits (nouvelles demandes de financement);
- le total des budgets des dépenses à ce jour.

Si le supplément total pour le programme correspond à zéro ou à un montant négatif pour l'organisation, il ne sera pas inclus dans le projet de loi de crédits pour le présent budget supplémentaire des dépenses. Les montants nets négatifs ou de zéro sont mentionnés à titre d'information. Les autorisations à ce jour ne tiennent pas compte des affectations provenant des crédits centraux pour le report du budget de fonctionnement et les besoins en matière de rémunération.

### 2. Explication du besoin

Cette section renferme une description des initiatives ou des postes individuels pour lesquels une autorisation de dépenser est demandée. Si l'initiative touche plus d'une organisation, elle est désignée poste horizontal et sera saisie dans le tableau « Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses » présenté au début du document.

Cette section sert également à identifier tous les transferts entre organisations, qu'ils se rapportent à un transfert de montants entre des organisations pour atteindre un objectif particulier, du transfert d'une responsabilité liée à l'exécution d'un programme, de rajustements à la suite de modifications apportées aux rouages de l'État qu'a annoncées le gouvernement, ou de transferts au sein d'une organisation pour répondre aux besoins d'un programme. Les transferts n'ont pas d'incidence sur les nouveaux crédits que demandent les organisations. Ils apparaîtront dans le Sommaire du portefeuille séparément des nouveaux crédits, ainsi que dans le tableau sommaire qui porte sur les transferts entre organisations (au début du présent budget supplémentaire des dépenses).

# Introduction au budget supplémentaire des dépenses

### **3. Explication des fonds disponibles**

Cette section fournit des renseignements sur les fonds utilisés pour compenser ou réduire les besoins en nouveaux fonds énoncés dans le budget supplémentaire des dépenses. Des autorisations de dépenser excédentaires disponibles dans un crédit peuvent être réaffectées à un autre crédit afin de réduire le total des dépenses supplémentaires nécessaires et de maintenir au minimum les nouvelles demandes d'autorisations de dépenser faites auprès du Parlement. De même, les autorisations de dépenser excédentaires disponibles par l'entremise de certaines affectations bloquées pourraient être utilisées pour réduire le montant des nouveaux crédits requis, avec l'autorisation du Conseil du Trésor.

Voici quelques exemples d'autorisations de dépenser excédentaires utilisées comme compensations : virement de fonds d'un crédit à un autre au sein d'une même organisation ou report de fonds d'un exercice à un autre au sein d'une même organisation.

### **4. Paiements de transfert**

Ce tableau présente une liste des paiements de transfert, par activité de programme.

Les paiements de transfert comprennent les subventions, les contributions et tous les autres paiements faits pour contribuer à la réalisation des objectifs d'une organisation en contrepartie desquels aucun bien ni service n'est reçu.

Il y a plusieurs différences entre les subventions, les contributions et les autres paiements de transfert :

- i) une contribution est un paiement conditionnel qui peut faire l'objet d'une vérification, contrairement aux subventions;
- ii) les contributions exigent la conclusion d'une entente entre le bénéficiaire et le donateur précisant les modalités et conditions régissant leur versement, à la différence des subventions;
- iii) les autres paiements de transfert sont effectués en vertu d'une loi ou d'une entente qui inclut normalement une formule ou un calendrier de paiements servant à déterminer le montant annuel à verser;
- iv) les subventions et leur valeur totale ont un caractère législatif et une description particulière qui régissent leur utilisation. Les subventions sont également présentées à titre d'information dans le budget des dépenses des ministères en fonction des activités de programme

### **5. Nouveaux grands projets d'immobilisations**

Cette section énumère les grands projets d'immobilisations qui ne figuraient pas dans les budgets des dépenses précédents et dont le coût total estimatif s'élève à 1 million de dollars ou plus. L'information est présentée par activité de programme et par province (d'Est en Ouest) et montre les coûts estimatifs totaux et le montant prévu qui sera dépensé durant l'exercice.

# Introduction au budget supplémentaire des dépenses

## Explication des articles courants de dépenses

### 1. *Personnel*

- Traitements et salaires, rétribution des heures supplémentaires, indemnité de cessation d'emploi, salaire rétroactif et autres rémunérations spéciales de tout le personnel civil permanent (à plein temps) ou engagé pour une période déterminée (à temps partiel, saisonnier ou occasionnel), à l'exclusion des employés des sociétés d'État mandataires et propriétaires, ainsi que des membres des forces militaires et de la Gendarmerie royale du Canada.
- Traitements des juges, du gouverneur général et des lieutenants-gouverneurs et indemnités des membres des deux chambres du Parlement, tout genre d'indemnité versée aux employés permanents ou engagés pour une période déterminée ou à leur intention, comme les indemnités de subsistance, suppléments provisoires, indemnités de service à l'étranger, indemnités d'isolement, indemnités de pension et de subsistance, primes de postes, et autres allocations du genre.
- Allocations pour automobile des ministres et indemnités de dépenses des sénateurs et des députés.
- Contributions de l'État à divers régimes d'avantages sociaux des employés (Compte de pension de retraite de la fonction publique, Compte de prestations de retraite supplémentaires, Compte du Régime de pensions du Canada, Régime des rentes du Québec, Compte de prestations de décès de la fonction publique et Compte d'assurance-emploi).
- Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, Compte de pension de retraite des Forces canadiennes et Compte d'allocations de retraite des membres du Parlement; contributions de l'État aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance-hospitalisation provinciaux et autres; frais de personnel supplémentaire pour diverses fins.

### 2. *Transports et communications*

- Frais de voyage et de transport des employés du gouvernement ainsi que des membres des Forces armées et de la Gendarmerie royale du Canada; frais de réinstallation de ces personnes et des personnes à leur charge, frais de subsistance et autres frais payés par ces personnes en voyage commandé; dépenses de voyage des juges; dépenses et indemnités de voyage payables aux sénateurs et aux députés.
- Transport de personnes par contrat, nolisement ou autres moyens, y compris les frais de voyage de personnes qui s'occupent de travaux d'arpentage, d'inspections et d'études sur le terrain; frais de déplacement et de transport de personnes qui ne sont pas des employés de l'État, comme les frais de transport d'anciens combattants demandant des traitements ou des pensions.
- Affranchissement ordinaire, courrier aérien, recommandé, colis postal, courrier exprès, ainsi que location de cases postales et tous les autres frais postaux.
- Frais de transport de marchandises à l'égard d'un achat, autres que le coût initial de livraison (compris dans l'article courant applicable au coût de l'achat même), y compris les frais de services de messagerie offerts par l'entreprise privée.
- Tous les frais des services de télécommunication par téléphone, télégraphe, câble, télétype, radio et T.S.F. (droits, taxes, etc.) et autres frais de communication, tels ceux qui découlent des services de messagerie assurés à forfait par des entreprises de l'extérieur et des services de communication fournis par contrat ou entente.

# Introduction au budget supplémentaire des dépenses

## 3. Information

- Services de promotion pour publicité et autres fins, achetés aux agences de publicité pour du temps d'antenne ou pour des médias imprimés, des placards extérieurs ou des panneaux-réclame. Cela comprend les services de promotion et de création tels que le graphisme.
- Services d'édition pour la passation de commandes, la mise en marché, la distribution et la vente de publications commanditées par le ministère, et pour l'achat de publications connexes de l'État. Sont aussi compris les services d'impression, de duplication, de photocopie, de préparation des textes, de graphisme, de mise en pages et les services techniques et consultatifs tels que le traitement informatique des textes et la transmission en masse des imprimés. De plus, y sont compris les services d'exposition tels que les services d'exposition et les services audiovisuels correspondants se rapportant à des expositions et étalages.
- Services des relations publiques et des affaires publiques pour des sondages sur les comportements et l'évaluation des services, la promotion des ventes, la commercialisation, la mise en valeur des exportations, les relations publiques et la publicité, les sondages d'opinion, ainsi que les marchés concernant l'organisation et l'exploitation des services de contrôle des médias et des groupes cibles. Sont aussi compris les services de rédaction des discours et les services liés aux communiqués de presse, aux séances d'information, aux conférences de presse et aux événements spéciaux.

## 4. Services professionnels et spéciaux

- Services professionnels offerts par des particuliers ou des organismes comprenant des versements sous forme d'honoraires, de commissions, etc., pour les services de comptables, d'avocats, d'architectes, d'ingénieurs, d'analystes scientifiques, de sténographes judiciaires, de traducteurs; versements aux enseignants œuvrant à différents niveaux dans les établissements d'enseignement; paiements pour les services de médecins, d'infirmières et autre personnel médical; paiement de services de gestion, de traitement des données et autre conseiller en recherche; et de toute autre aide technique, professionnelle et spécialisée de l'extérieur.
- Paiement de traitements hospitaliers, de soins aux anciens combattants et de services d'assistance sociale; paiement de services d'informatique, paiement des frais de scolarité des Indiens inscrits à des institutions d'enseignement qui ne sont pas des écoles fédérales; achat de services de formation en vertu de la *Loi sur la formation professionnelle des adultes* et paiements à l'École de la fonction publique du Canada pour des cours de formation.
- Paiements pour les services du Corps des commissionnaires et autres services contractuels de fonctionnement et d'entretien tels que le service d'autos blindées, les services de buanderie et de nettoyage à sec, les services de nettoyage dans les immeubles, les services d'aide temporaire, les services d'accueil, de stockage, d'entreposage et autres services commerciaux, ainsi que les paiements faits au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour l'administration de marchés.

## 5. Location

- Location, par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, de propriétés requises à certaines fins par divers ministères et de locaux destinés aux bureaux et aux services du gouvernement.
- Location et affrètement, avec ou sans équipage, de navires, aéronefs, véhicules motorisés et autre matériel, et location d'appareils de télécommunication et de matériel de bureau, y compris les ordinateurs.

Bien qu'elle comporte la location de locaux proprement dits, la location de services d'entreposage figure à l'article courant 4.

## Introduction au budget supplémentaire des dépenses

### 6. *Achat de services de réparation et d'entretien*

- Travaux de réparation et d'entretien de biens durables mentionnés à l'article courant 8, Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages, exécutés à forfait, ainsi que du matériel visé par l'article courant 9, Acquisition de machines et de matériel.
- Paiements faits au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour les services offerts aux locataires.
- Le coût des matériaux, des fournitures et les autres frais pour les travaux exécutés directement par un ministère sont inscrits sous d'autres rubriques, selon la nature de l'achat.

### 7. *Services publics, fournitures et approvisionnements*

- Dépenses relatives aux services d'un genre normalement assuré par une municipalité ou un service public, comme l'approvisionnement en eau, l'électricité, le gaz, etc. Y figurent donc les taxes d'eau, les frais d'éclairage, d'énergie et de gaz, et le paiement de ces services, qu'ils soient obtenus de la municipalité ou d'ailleurs.
- Achat des fournitures et approvisionnements requis pour assurer le fonctionnement et le maintien réguliers des services de l'État. Sont inclus :
  - essence et huile achetées en grandes quantités, combustible ou carburant pour navires, avions, transport, chauffage
  - aliments pour bétail
  - aliments et autres fournitures pour navires et établissements
  - bestiaux achetés pour consommation ou revente
  - graines de semence
  - livres et autres publications achetés pour diffusion à l'extérieur
  - uniformes et fourniment
  - photographies, cartes terrestres et marines achetées à des fins d'administration et de fonctionnement
  - fournitures scientifiques et de laboratoire, y compris échantillons pour essais
  - fournitures pour dessin, tirage de bleus et travaux d'art; fournitures pour les levés topographiques, études
  - produits chimiques
  - approvisionnements hospitaliers, chirurgicaux et médicaux
  - œuvres d'art pour expositions et documents historiques pour galeries, musées et archives
  - fournitures du service de nettoyage
  - bois et charbon
  - fournitures électriques
  - pièces de réparation autres que les pièces accompagnant normalement le matériel au moment de l'achat d'aéronefs, de navires, de véhicules routiers, de matériel de communication et autre équipement, et autres fournitures et approvisionnements

### 8. *Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages*

- Toutes les dépenses relatives à l'acquisition de bâtiments, chemins, ouvrages d'irrigation, canaux, aéroports, quais, ponts et toute autre immobilisation de ce genre.
- Améliorations comportant des rajouts ou des modifications de structure, ainsi que le coût d'installation du matériel fixe qui fait partie intégrante de l'ouvrage ou de la structure, comme les ascenseurs, les appareils de chauffage et d'aération.
- Tous les travaux de reconstruction de ces types de biens matériels comme les projets réalisés en vertu d'un contrat ou d'un accord.
- Achat de terrains.

## Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Les dépenses liées à des contrats pour de nouvelles constructions pour les employés occasionnels embauchés ou pour les employés permanents qui travaillent à plein temps ou à temps partiel à des projets précis, les frais de déplacement, les services professionnels, la location de matériel, l'entretien de matériel et les matériaux achetés spécialement pour servir à ces travaux sont imputés aux articles courants pertinents (articles courants 01 à 09).

### 9. *Acquisition de machines et de matériel*

- Dépenses relatives à l'acquisition de toutes les machines, de tout le matériel, des fournitures et du mobilier de bureau, du matériel informatique et électronique ou de tout autre accessoire de bureau.
- Matériel et accessoires à microfilmer, matériel de communication entre bureaux, machines à affranchir avec compteur, cylindres pour machines enregistreuses et tout autre accessoire de bureau.
- Véhicules automobiles, avions, tracteurs, matériel de voirie, matériel de télécommunications et autre appareillage du même genre; matériel scientifique et de laboratoire, navires, brise-glaces et matériel auxiliaire de la navigation, ainsi que tout autre genre de matériel lourd et léger; munitions et divers genres de matériel pour la Défense nationale, tels que navires, avions, matériel mécanique, véhicules de combat, armes, moteurs et pièces de rechange habituellement achetées avec ce matériel au moment de l'achat.

### 10. *Paiements de transfert*

- Subventions et contributions, subsides et tous les autres paiements de transfert versés par l'État.
- Paiements importants relatifs au bien-être versés à des particuliers, comme les prestations de la Sécurité de la vieillesse et les allocations de ce genre, les allocations et les pensions des anciens combattants.
- Subventions et paiements aux provinces et aux territoires en vertu de la *Loi constitutionnelle*, de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* et du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et pour les langues officielles.
- Paiements aux Indiens et aux Inuits, afin de soutenir les initiatives d'autonomie gouvernementale et les programmes dans le domaine social, de la santé, de l'éducation et du développement communautaire, et ce, en conformité avec les revendications des Autochtones.
- Paiements aux gouvernements territoriaux en vertu des ententes de financement conclues par le ministre des Finances et les ministres des Finances des territoires.
- Subventions et capitaux consentis à l'industrie; subventions aux fins de recherches et autres mesures d'aide relatives aux recherches effectuées par des organismes non gouvernementaux; bourses d'études.
- Subventions de soutien consenties à des organismes nationaux et internationaux sans but lucratif.
- Contributions à des organismes internationaux et droits d'affiliation à ces organismes, comme la contribution au programme d'aide alimentaire internationale et la cotisation du Canada aux Nations Unies.

La plupart des paiements compris dans cette catégorie d'article courant sont détaillés dans le budget des dépenses sous les rubriques « Subventions » ou « Contributions ». Les premières ne sont pas soumises à la vérification et sont, par conséquent, soumises à l'approbation du Parlement en ce qui concerne le montant, le bénéficiaire et même leur objet, par le biais de l'approbation du projet de loi de crédits qui précise les « Subventions énumérées dans le budget des dépenses »; les secondes sont soumises à la vérification et ne sont pas aussi limitées. Les subventions et leur valeur totale ont un caractère législatif et une description particulière qui régissent leur utilisation. Les subventions sont également présentées à titre d'information dans le budget des dépenses des ministères en fonction des activités de programme.

### 11. *Service de la dette publique*

- Intérêts de la dette non échue du Canada (y compris les bons du Trésor) et autres passifs comme le fonds de fiducie et autres fonds spéciaux.
- Frais d'émission de nouveaux emprunts, amortissement de l'escompte à l'émission d'obligations, primes et commissions afférentes aux obligations.
- Frais administratifs et afférents à la dette publique.

## Introduction au budget supplémentaire des dépenses

### 12. *Autres subventions et paiements*

- Paiements à des sociétés d'État, y compris les versements destinés à combler les déficits de fonctionnement et les autres paiements de transfert versés aux sociétés d'État.
- Versements à certains comptes non budgétaires (comme les contributions de l'État au compte de stabilisation des prix des produits agricoles ou les prestations relatives à la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*), ainsi que l'amortissement de plusieurs types de pertes, le rajustement annuel des réserves pour les créances et certains autres postes « Divers ».

Sous le titre « Divers » figurent certaines dépenses comme les licences, les permis et droits de bassin, de touage, de mise à quai et d'amarrage, le cautionnement d'employés de l'État, la perte d'effets personnels et les dépenses relatives à de petits articles et à divers services. Sont compris également des fonds pour de nombreux articles de dépense et services qui ne peuvent être mentionnés sous les diverses rubriques du présent sommaire.



## **TABLEAUX SOMMAIRES**

**Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses**

**Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2007-2008**

**Annexes proposées au projet de loi de crédits**

**Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses**

**Sommaire des modifications apportées aux crédits votés**

**Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense**

**Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor**

**Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses**

**Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses**

**Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses**

## Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Autorisations à ce jour	
	Budgétaire	Non budgétaire
<b>AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL</b>		
Ministère .....	2 259 266 611	679 000 000
Corporation commerciale canadienne.....	16 182 000	.....
Agence canadienne de développement international.....	3 072 035 075	49 226 335
Centre de recherches pour le développement international.....	150 441 000	.....
<b>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN</b>		
Ministère .....	6 441 508 843	74 503 000
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones .....	622 282 000	.....
<b>AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC .....</b>	<b>399 977 077</b>	<b>.....</b>
<b>AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE</b>		
Ministère .....	369 062 197	.....
<b>AGENCE DU REVENU DU CANADA .....</b>	<b>3 859 273 259</b>	<b>.....</b>
<b>AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE</b>		
Ministère .....	3 014 828 716	.....
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	610 060 288	.....
<b>ANCIENS COMBATTANTS .....</b>	<b>3 418 516 810</b>	<b>.....</b>
<b>CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION</b>		
Ministère .....	1 190 059 815	1
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada.....	113 748 000	.....
<b>CONSEIL DU TRÉSOR</b>		
Secrétariat .....	4 685 126 956	.....
École de la fonction publique du Canada .....	86 590 000	.....
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada.....	92 194 309	.....
<b>CONSEIL PRIVÉ</b>		
Ministère .....	141 566 708	.....
Directeur général des élections.....	104 422 100	.....
<b>DÉFENSE NATIONALE</b>		
Ministère .....	18 437 391 823	.....
<b>DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN .....</b>	<b>324 409 311</b>	<b>.....</b>
<b>ENVIRONNEMENT</b>		
Ministère .....	1 132 669 713	.....
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	22 422 326	.....
Agence Parcs Canada.....	662 229 055	.....
<b>FINANCES</b>		
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	50 313 750	.....
<b>INDUSTRIE</b>		
Ministère .....	1 323 343 593	800 000
Agence spatiale canadienne .....	366 578 702	.....
Commission canadienne du tourisme .....	76 577 000	.....
Tribunal de la concurrence.....	1 696 000	.....
Conseil national de recherches du Canada.....	716 764 733	.....
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie .....	955 789 252	.....
Conseil de recherches en sciences humaines.....	649 177 958	.....
<b>JUSTICE</b>		
Ministère .....	722 792 753	.....
Commissaire à la magistrature fédérale.....	400 669 601	.....
Bureau du directeur des poursuites pénales.....	112 752 320	.....
<b>PARLEMENT</b>		
Chambre des communes .....	418 021 360	.....
<b>PATRIMOINE CANADIEN</b>		
Ministère .....	1 440 829 750	.....
Société Radio-Canada.....	1 103 953 000	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	5 732 001	.....
Bibliothèque et Archives du Canada .....	154 825 789	.....
Musée national des sciences et de la technologie .....	30 571 000	.....
Commission de la fonction publique .....	103 206 000	.....
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice.....	25 576 058	.....

	Présent budget supplémentaire des dépenses						Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Transfert	Budgétaire		Non budgétaire		Total	Budgétaire	Non budgétaire
		À voter*	Législatifs	À voter	Législatifs			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
1 331 260	13 617 402	.....	.....	.....	<b>14 948 662</b>	2 274 215 273	679 000 000	
(1 000 000)	.....	.....	.....	.....	<b>(1 000 000)</b>	15 182 000	.....	
(4 815 827)	2	.....	.....	.....	<b>(4 815 825)</b>	3 067 219 250	49 226 335	
4 800 000	1	.....	.....	.....	<b>4 800 001</b>	155 241 001	.....	
(551 648)	868 147 406	.....	.....	.....	<b>867 595 758</b>	7 309 104 601	74 503 000	
.....	(4 477 549)	.....	.....	.....	<b>(4 477 549)</b>	617 804 451	.....	
(220 000)	1	.....	.....	.....	<b>(219 999)</b>	399 757 078	.....	
71 688	1	.....	.....	.....	<b>71 689</b>	369 133 886	.....	
(100 000)	1	440 000 000	.....	.....	<b>439 900 001</b>	4 299 173 260	.....	
561 000	4	664 420 000	.....	.....	<b>664 981 004</b>	3 679 809 720	.....	
558 500	17 241 667	.....	.....	.....	<b>17 800 167</b>	627 860 455	.....	
37 200	6 625 001	.....	.....	.....	<b>6 662 201</b>	3 425 179 011	.....	
392 520	1	.....	.....	.....	<b>392 521</b>	1 190 452 336	1	
(1 500)	.....	.....	.....	.....	<b>(1 500)</b>	113 746 500	.....	
389 850	42 294 002	.....	.....	.....	<b>42 683 852</b>	4 727 810 808	.....	
(6 942)	.....	12 000 000	.....	.....	<b>11 993 058</b>	98 583 058	.....	
962 610	4 541 450	.....	.....	.....	<b>5 504 060</b>	97 698 369	.....	
.....	1 610 000	.....	.....	.....	<b>1 610 000</b>	143 176 708	.....	
.....	.....	21 125 000	.....	.....	<b>21 125 000</b>	125 547 100	.....	
406 086	2	.....	.....	.....	<b>406 088</b>	18 437 797 911	.....	
(284 100)	1	.....	.....	.....	<b>(284 099)</b>	324 125 212	.....	
1 377 166	3	1 646 000	.....	.....	<b>3 023 169</b>	1 135 692 882	.....	
.....	2 500 000	.....	.....	.....	<b>2 500 000</b>	24 922 326	.....	
521 861	11 146 600	.....	.....	.....	<b>11 668 461</b>	673 897 516	.....	
.....	238 000	.....	.....	.....	<b>238 000</b>	50 551 750	.....	
(98 405)	2	.....	.....	.....	<b>(98 403)</b>	1 323 245 190	800 000	
.....	2	.....	.....	.....	<b>2</b>	366 578 704	.....	
.....	2 700 000	.....	.....	.....	<b>2 700 000</b>	79 277 000	.....	
150 000	1	.....	.....	.....	<b>150 001</b>	1 846 001	.....	
28 000	1	.....	.....	.....	<b>28 001</b>	716 792 734	.....	
(78 000)	57 176 250	.....	.....	.....	<b>57 098 250</b>	1 012 887 502	.....	
125 000	32 672 150	.....	.....	.....	<b>32 797 150</b>	681 975 108	.....	
(6 388 022)	4 529 180	.....	.....	.....	<b>(1 858 842)</b>	720 933 911	.....	
.....	250 000	(250 000)	.....	.....	<b>.....</b>	400 669 601	.....	
6 565 521	1	.....	.....	.....	<b>6 565 522</b>	119 317 842	.....	
.....	5 305 084	.....	.....	.....	<b>5 305 084</b>	423 326 444	.....	
(302 650)	1	.....	.....	.....	<b>(302 649)</b>	1 440 527 101	.....	
.....	1	.....	.....	.....	<b>1</b>	1 103 953 001	.....	
.....	7 978 266	.....	.....	.....	<b>7 978 266</b>	13 710 267	.....	
(10 020)	.....	.....	.....	.....	<b>(10 020)</b>	154 815 769	.....	
.....	1 475 000	.....	.....	.....	<b>1 475 000</b>	32 046 000	.....	
.....	.....	.....	.....	.....	<b>.....</b>	103 206 000	.....	
.....	3 529 170	.....	.....	.....	<b>3 529 170</b>	29 105 228	.....	

\* Voir la note au bas de la page 37.

## Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Autorisations à ce jour	
	Budgétaire	Non budgétaire
PÊCHES ET OCÉANS.....	1 671 889 746	.....
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
Ministère.....	39 669 304 629	855 695 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	2 208 253 000	(258 431 000)
RESSOURCES NATURELLES		
Ministère.....	2 143 389 593	.....
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	94 485 000	.....
Office national de l'énergie.....	46 500 130	.....
SANTÉ		
Ministère.....	3 227 512 466	.....
Instituts de recherche en santé du Canada.....	917 251 876	.....
Agence de la santé publique du Canada.....	670 735 745	.....
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
Ministère.....	425 038 962	.....
Agence des services frontaliers du Canada.....	1 639 611 541	.....
Service canadien du renseignement de sécurité.....	378 598 281	.....
Service correctionnel.....	1 974 041 963	.....
Gendarmerie royale du Canada.....	2 628 365 969	.....
TRANSPORTS		
Ministère.....	1 061 529 565	.....
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.....	455 304 000	.....
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	3 122 160 909	.....
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....	2 451 618 461	.....
Tous les autres ministères et organismes non visés par le présent Budget des dépenses.....	83 538 991 685	5 247 002
Comptes à fins déterminées consolidés.....	16 058 500 000	.....
Total des Budgets des dépenses.....	224 268 518 133	1 406 040 338

Nota : Les montants négatifs inscrits dans la colonne Dépenses budgétaires des précédents budgets des dépenses sont présentés à titre d'information. En conséquence, ces montants ne correspondent pas à ceux de la colonne État des crédits à ce jour du tableau Sommaire du portefeuille. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la rubrique portant sur les principaux changements de la section Modifications à la présentation de ce budget supplémentaire des dépenses.

## Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2007-2008

Budgets des dépenses précédents :		
Budget principal des dépenses.....		
Budget supplémentaire des dépenses (A).....		
Présent Budget supplémentaire des dépenses.....		
Total des Budgets des dépenses à ce jour.....		

	Présent budget supplémentaire des dépenses						Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Transfert	Budgétaire		Non budgétaire		Total	Budgétaire	Non budgétaire
		À voter*	Législatifs	À voter	Législatifs			
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
(120 975)	2	.....	.....	.....	<b>(120 973)</b>	1 671 768 773	.....	.....
(160 828)	2	(8 659 000)	.....	78 437 000	<b>69 617 174</b>	39 660 484 803	934 132 000	.....
.....	85 400 001	.....	.....	.....	<b>85 400 001</b>	2 293 653 001	(258 431 000)	.....
1 096 834	2	1 287 424 000	.....	.....	<b>1 288 520 836</b>	3 431 910 429	.....	.....
.....	939 572	.....	.....	.....	<b>939 572</b>	95 424 572	.....	.....
(1 500 000)	.....	.....	.....	.....	<b>(1 500 000)</b>	45 000 130	.....	.....
(7 263)	2	1 023 475 575	.....	.....	<b>1 023 468 314</b>	4 250 980 780	.....	.....
1 148 000	71 512 350	.....	.....	.....	<b>72 660 350</b>	989 912 226	.....	.....
(1 531 263)	1	.....	.....	.....	<b>(1 531 262)</b>	669 204 483	.....	.....
(4 239 125)	15 042 600	.....	.....	.....	<b>10 803 475</b>	435 842 437	.....	.....
(47 580)	10 662 592	.....	.....	.....	<b>10 615 012</b>	1 650 226 553	.....	.....
94 000	3 643 000	.....	.....	.....	<b>3 737 000</b>	382 335 281	.....	.....
.....	1	.....	.....	.....	<b>1</b>	1 974 041 964	.....	.....
4 878 579	3	.....	.....	.....	<b>4 878 582</b>	2 633 244 551	.....	.....
(2 972 900)	.....	.....	.....	.....	<b>(2 972 900)</b>	1 058 556 665	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	<b>.....</b>	455 304 000	.....	.....
.....	1	.....	.....	.....	<b>1</b>	3 122 160 910	.....	.....
(1 058 627)	2	.....	.....	.....	<b>(1 058 625)</b>	2 450 559 836	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	<b>.....</b>	83 538 991 685	5 247 002	.....
.....	.....	(493 046 000)	.....	.....	<b>(493 046 000)</b>	15 565 454 000	.....	.....
.....	1 266 299 236	2 948 135 575	.....	78 437 000	<b>4 292 871 811</b>	228 482 952 944	1 484 477 338	.....

\* Les sommes négatives sont mentionnées à titre d'information seulement et ne seront pas incluses dans les annexes proposées au projet de loi de crédits.

Dépenses budgétaires			Dépenses non budgétaires			Total
Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
75 320 084 115	135 382 124 088	210 702 208 203	94 303 003	1 285 154 001	1 379 457 004	212 081 665 207
8 048 052 355	5 518 257 575	13 566 309 930	26 583 334	.....	26 583 334	13 592 893 264
83 368 136 470	140 900 381 663	224 268 518 133	120 886 337	1 285 154 001	1 406 040 338	225 674 558 471
1 266 299 236	2 948 135 575	4 214 434 811	.....	78 437 000	78 437 000	4 292 871 811
84 634 435 706	143 848 517 238	228 482 952 944	120 886 337	1 363 591 001	1 484 477 338	229 967 430 282

# Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL		
	MINISTÈRE		
1b	<p>Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : la prestation de services aux Centres canadiens des affaires, aux Centres canadiens d'éducation; des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 500 000 \$ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international), de 1 000 000 \$ du crédit 15 (Affaires étrangères et Commerce international), de 227 800 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 145 000 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile), de 123 300 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) et de 29 700 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> ..</p>	1	
5b	<p>Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 932 600 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international), de 153 500 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 61 000 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile), de 45 100 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) et de 25 700 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....</p>	13 617 400	

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
10b	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL <i>(suite)</i>  MINISTÈRE <i>(suite et fin)</i>		
	Affaires étrangères et Commerce international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du <i>Partenariat mondial du G8</i> ), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique; dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, des versements en espèces ou en des produits, des services, de l'équipement ou des technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme de la sécurité humaine et du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix, des versements en espèces ou en des produits, des services, de l'équipement ou des technologies fournis aux fins de la paix globale et l'aide à la sécurité; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2006 – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 100 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international), de 477 000 \$ du crédit 10 (Environnement) et de 100 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....		
		1	13 617 402

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL <i>(fin)</i>		
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
20b	Agence canadienne de développement international – Dépenses de fonctionnement et autorisation : <i>a)</i> d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition; <i>b)</i> de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement et des pays en transition, conformément au <i>Règlement sur l'assistance technique</i> , pris par le décret C.P. 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DORS/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne : <i>i)</i> la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, <i>ii)</i> le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, <i>iii)</i> le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition – Pour autoriser le virement au présent crédit de 480 408 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....		
25b	Agence canadienne de développement international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services.....	1	
			2
	CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
45b	Versements au Centre de recherches pour le développement international – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 800 000 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> ....		1

# Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1b	Affaires indiennes et du Nord canadien – Dépenses de fonctionnement et <i>a)</i> dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; <i>b)</i> autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel; <i>c)</i> autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil; <i>d)</i> et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 202 260 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux), de 33600 \$ du crédit 1 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien), de 28 312 \$ du crédit 1 (Agence de promotion économique du Canada atlantique) et de 10 828 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	10 126 147	
10b	Affaires indiennes et du Nord canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 925 000 \$ du crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de 1 285 000 \$ du crédit 25 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de 155 652 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de 30 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 137 700 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	858 021 259	
	AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC		868 147 406
5b	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 125 000 \$ du crédit 10 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	.....	1

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
	MINISTÈRE		
5b	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 \$ du crédit 1 (Transports) et de 50 000 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....		1
	AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		
	MINISTÈRE		
1b	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 43 620 457 \$ du crédit 10 (Agriculture et Agroalimentaire) et de 175 000 \$ du crédit 1 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	1	
5b	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 174 489 \$ du crédit 10 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	1	
10b	Agriculture et Agroalimentaire – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 550 000 \$ du crédit 10 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	1	
12b	Pour radier jusqu'à concurrence de 500 000 \$ le prélèvement prévu devant être utilisé par le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel à compter du 31 mars 2008 .....	1	
			4
	AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS		
30b	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses de fonctionnement et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 586 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....		17 241 667

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	ANCIENS COMBATTANTS		
1b	Anciens combattants – Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer les travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. 1970, ch. V-4), afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 37 200 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	3 153 000	
5b	Anciens combattants – Dépenses en capital.....	3 352 000	
10b	Anciens combattants – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor.....	1	
15b	Anciens combattants – Tribunal des anciens combattants (révision et appel) – Dépenses de fonctionnement.....	120 000	
			6 625 001
	CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		
	MINISTÈRE		
1b	Citoyenneté et Immigration – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 019 640 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> ....	.....	1

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL DU TRÉSOR		
	SECRETARIAT		
1b	Secrétariat du Conseil du Trésor – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 201 450 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile), de 158 400 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 30 000 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	1	
2b	Secrétariat du Conseil du Trésor – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 221 500 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	1	
15b	Rajustements de la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .....	42 294 000	
			42 294 002
	AGENCE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA		
35b	Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 942 \$ du crédit 25 (Conseil du Trésor), de 218 814 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 200 000 \$ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada), de 111 967 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux), de 93 475 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans), de 81 761 \$ du crédit 1 (Santé), de 56 996 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile), de 53 139 \$ du crédit 25 (Environnement), de 48 405 \$ du crédit 1 (Industrie), de 45 501 \$ du crédit 1 (Justice), de 18 263 \$ du crédit 35 (Santé), de 15 827 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international), de 10 020 \$ du crédit 45 (Patrimoine canadien) et de 1 500 \$ du crédit 10 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....		4 541 450

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL PRIVÉ		
	MINISTÈRE		
1b	Conseil privé – Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an .....		1 610 000
	DÉFENSE NATIONALE		
	MINISTÈRE		
1b	Défense nationale – Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 28 349 121 656 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 12 302 000 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 92 231 228 \$ du crédit 5 (Défense nationale), de 1 343 000 \$ du crédit 1 (Transports), de 190 000 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile) et de 78 000 \$ du crédit 75 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> ....	1	
5b	Défense nationale – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 342 000 \$ du crédit 35 (Santé) de 25 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) et de 7 000 \$ du crédit 5 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	1	
			2

# Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
5b	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 49 500 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....		1
	ENVIRONNEMENT		
	MINISTÈRE		
1b	Environnement – Dépenses de fonctionnement et : <i>a)</i> dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean; <i>b)</i> autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa <i>a)</i> peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer; <i>c)</i> dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau; <i>d)</i> autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario; <i>e)</i> autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur; <i>f)</i> aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générées par les activités du Ministère financées à même ce crédit; <i>g)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 547 574 \$ du crédit 10 (Environnement), de 687 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 310 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....		
5b	Environnement – Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral – Pour autoriser le virement au présent crédit de 25 000 \$ du crédit 1 (Environnement), de 1 742 000 \$ du crédit 10 (Environnement), de 233 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 150 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	1	1

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	ENVIRONNEMENT <i>(suite et fin)</i>		
	MINISTÈRE <i>(suite et fin)</i>		
10b	Environnement – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipements ou services – Pour autoriser le virement au présent crédit de 150 000 \$ du crédit 1 (Environnement), de 690 000 \$ du crédit 1 (Transports), de 111 000 \$ du crédit 1 (Santé), de 15 000 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire), de 15 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) et de 15 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	1	3
	AGENCE CANADIENNE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE		
15b	Agence canadienne d'évaluation environnementale – Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice générées par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale.....		2 500 000
	FINANCES		
	CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA		
25b	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada – Dépenses du Programme .....		238 000
	INDUSTRIE		
	MINISTÈRE		
1b	Industrie – Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 \$ du crédit 1 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	1	

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	INDUSTRIE <i>(suite et fin)</i>		
	MINISTÈRE <i>(suite et fin)</i>		
5b	Industrie – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 510 500 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	1	2
	AGENCE SPATIALE CANADIENNE		
25b	Agence spatiale canadienne – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 955 450 \$ du crédit 30 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	1	
35b	Agence spatiale canadienne – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 996 000 \$ du crédit 30 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	1	2
	COMMISSION CANADIENNE DU TOURISME		
40b	Commission canadienne du tourisme – Dépenses du Programme .....		2 700 000
	TRIBUNAL DE LA CONCURRENCE		
45b	Tribunal de la concurrence – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 150 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....		1
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
60b	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 28 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....		1
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
75b	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Subventions inscrites au Budget des dépenses .....		57 176 250
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
85b	Conseil de recherches en sciences humaines – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 125 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....		32 672 150

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	JUSTICE		
	MINISTÈRE		
1b	Justice – Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an .....	529 180	
5b	Justice – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	4 000 000	
			4 529 180
	COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE		
20b	Commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i> et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'année générées par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire.....		250 000
	BUREAU DU DIRECTEUR DES POURSUITES PÉNALES		
35b	Bureau du directeur des poursuites pénales – Dépenses du Programme, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes générées par la prestation de services de poursuites et de services connexes aux ministères et organismes fédéraux et de services facultatifs aux sociétés d'État, à des organismes non gouvernementaux et internationaux, à condition que ces services soient conformes au mandat du Bureau du directeur des poursuites pénales et de compenser les dépenses connexes au cours du même exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 342 521 \$ du crédit 1 (Justice) et de 223 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....		1

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PARLEMENT		
	CHAMBRE DES COMMUNES		
5b	Chambre des communes – Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les recettes de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes.....		5 305 084
	PATRIMOINE CANADIEN		
	MINISTÈRE		
5b	Patrimoine canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 995 981 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 200 000 \$ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> ..		1
	SOCIÉTÉ RADIO-CANADA		
25b	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 18 766 000 \$ du crédit 15 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> ..		1
	CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES		
40b	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes – Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes de l'exercice en vertu du <i>Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> , et des autres activités d'exploitation, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor.....		7 978 266
	MUSÉE NATIONAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE		
75b	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital .....		1 475 000
	CONDITION FÉMININE – BUREAU DE LA COORDONNATRICE		
95b	Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice – Dépenses de fonctionnement....	1 829 170	
100b	Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	1 700 000	
			3 529 170

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PÊCHES ET OCÉANS		
1b	Pêches et Océans – Dépenses de fonctionnement et : <i>a)</i> participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés; <i>b)</i> autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime; <i>c)</i> autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne; <i>d)</i> et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 187 000 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans) et de 62 500 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	1	
10b	Pêches et Océans – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 196 004 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	1	
			2
	RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
	MINISTÈRE		
5b	Ressources humaines et Développement des compétences – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 80 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	1	
7b	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada les sommes de 364 080 \$ en capital et de 43 270 \$ en intérêt pour 15 473 comptes de prêts aux étudiants financés directement et intégrés pour la période de février 2005 à novembre 2006 et pour 32 575 petits soldes débiteurs aux fournisseurs de services pour la période de novembre 2004 à novembre 2006 – Pour autoriser le virement au présent crédit de 407 350 \$ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	1	
			2

# Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES <i>(suite et fin)</i>		
	MINISTÈRE <i>(suite et fin)</i>		
	SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT		
15b	Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i> .....	85 400 000	
16b	Porter de 350 000 000 000 \$ à 450 000 000 000 \$ le plafond du montant total impayé et assuré de tous les prêts assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de l'alinéa 11b) de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> .....	1	
			85 400 001
	RESSOURCES NATURELLES		
	MINISTÈRE		
1b	Ressources naturelles – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers, et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 500 000 \$ du crédit 30 (Ressources naturelles) et de 271 834 \$ du crédit 1 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	1	
5b	Ressources naturelles – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 377 500 \$ du crédit 10 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	1	
			2
	COMMISSION CANADIENNE DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE		
20b	Commission canadienne de sûreté nucléaire – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....		939 572

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SANTÉ		
	MINISTÈRE		
1b	Santé – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 487 226 \$ du crédit 5 (Santé) et de 295 500 \$ du crédit 35 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	1	
5b	Santé – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 89 998 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	1	
			2
	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
20b	Instituts de recherche en santé du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 200 000 \$ du crédit 1 (Santé), de 1 500 000 \$ du crédit 15 (Santé), de 600 000 \$ du crédit 35 (Santé), de 310 500 \$ du crédit 40 (Santé), de 25 000 \$ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) et de 12 500 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		71 512 350
	AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA		
40b	Agence de la santé publique du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 500 000 \$ du crédit 35 (Santé) et de 35 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....		1

# Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE</b>		
	<b>MINISTÈRE</b>		
1b	Sécurité publique et Protection civile – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 196 875 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile) et de 164 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	13 843 000	
5b	Sécurité publique et Protection civile – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	1 199 600	
			15 042 600
	<b>SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ</b>		
20b	Service canadien du renseignement de sécurité – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 94 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....		3 643 000
	<b>SERVICE CORRECTIONNEL</b>		
25b	Service correctionnel – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et <i>a)</i> autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse; <i>b)</i> autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus; <i>c)</i> paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux; <i>d)</i> autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements – Pour autoriser le virement au présent crédit de 19 250 000 \$ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....		
			1

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE (suite et fin)</b>		
	<b>GENDARMERIE ROYALE DU CANADA</b>		
45b	Gendarmerie royale du Canada – Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes de l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 500 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile), de 14 603 268 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) et de 184 900 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	1	
50b	Gendarmerie royale du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 245 628 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile), de 880 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 165 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	1	
55b	Gendarmerie royale du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 90 000 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile) et de 9 179 067 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> ....	1	
			3
	<b>TRANSPORTS</b>		
	<b>BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA</b>		
50b	Bureau de l'infrastructure du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 421 508 \$ du crédit 55 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....		1
	<b>TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX</b>		
1b	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> et, autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 660 259 \$ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> ....	1	
5b	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 380 673 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	1	
			2
			1 248 967 592

## Annexe 2 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DU REVENU DU CANADA		
1b	Agence du revenu du Canada – Dépenses du Programme et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 \$ du crédit 1 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....		1
	ENVIRONNEMENT		
	AGENCE PARCS CANADA		
25b	Agence Parcs Canada – Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 800 000 \$ du crédit 30 (Environnement), de 345 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) et de 230 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....		11 146 600
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
	AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA		
10b	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence – Pour autoriser le virement au présent crédit de 333 720 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	8 125 857	
15b	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses en capital.....	2 536 735	
			10 662 592
			21 809 193

## Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Présent budget supplémentaire des dépenses (\$)
<b>AGENCE DU REVENU DU CANADA</b>	
Paiements en vertu de la <i>Loi sur les mesures d'aide liées au coût de l'énergie</i>	3 000 000
Paiements aux provinces en vertu de la <i>Loi sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre</i>	437 000 000
<b>AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE</b>	
<b>Ministère</b>	
Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association	2 000 000
Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture – Programme canadien de stabilisation du revenu agricole	37 000 000
Subventions et contributions pour le Programme de démarrage d'Agri-investissement	561 100 000
Paiements de contribution pour le Programme Agri-investissement	1 670 000
Paiements de subventions pour le Programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance	62 650 000
<b>CONSEIL DU TRÉSOR</b>	
<b>École de la fonction publique du Canada</b>	
Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur L'École de la fonction publique du Canada</i>	12 000 000
<b>CONSEIL PRIVÉ</b>	
<b>Directeur général des élections</b>	
Dépenses d'élections	21 125 000
<b>ENVIRONNEMENT</b>	
<b>Ministère</b>	
Subvention à la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable	1 646 000
<b>JUSTICE</b>	
<b>Commissaire à la magistrature fédérale</b>	
Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R., 1985, ch. J-1)	(250 000)

## Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Présent budget supplémentaire des dépenses (\$)
<b>RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES</b>	
<b>Ministère</b>	
Versements de la Sécurité de la vieillesse	(52 000 000)
Versements du Supplément de revenu garanti	36 000 000
Versements d'allocations	(12 000 000)
Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	(35 296 000)
Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	17 000
Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	442 000
Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	(8 414 000)
Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	17 592 000
Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu	3 000 000
Paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants	42 000 000
Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> (non budgétaire)	78 437 000
<b>RESSOURCES NATURELLES</b>	
<b>Ministère</b>	
Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtières	1 150 000 000
Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve	188 578 000
Subvention à la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable	1 646 000
Paiements au compte des recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse	(52 800 000)

## Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Présent budget supplémentaire des dépenses (\$)
<b>SANTÉ</b>	
<b>Ministère</b>	
Indemnisation pour les personnes ayant contracté le virus de l'hépatite C par l'entremise du système d'approvisionnement en sang du Canada avant 1986 et après 1990	1 023 475 575
<i>Montant total des postes législatifs budgétaires et non budgétaires du présent budget supplémentaire des dépenses</i>	<i>3 519 618 575</i>
<b>COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS</b>	
Total	3 026 572 575

## Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme  (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net*
<b>AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL</b>				
Ministère.....	1b	807	807	.....
	5b	24 000	10 383	13 617
	10b	3 100	3 100	.....
Corporation commerciale canadienne .....	15b	.....	.....	.....
Agence canadienne de développement international .....	20b	1 880	1 880	.....
	25b	218 000	218 000	.....
Centre de recherches pour le développement international.....	45b	.....	.....	.....
<b>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN</b>				
Ministère.....	1b	32 256	22 129	10 127
	5b	.....	.....	.....
	10b	1 170 134	312 113	858 021
	25b	.....	.....	.....
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones.....	55b	201	4 679	(4 478)
<b>AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC .....</b>				
	5b	.....	.....	.....
<b>AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE</b>				
Ministère.....	1b	.....	.....	.....
	5b	.....	.....	.....
<b>AGENCE DU REVENU DU CANADA .....</b>				
	1b	22 081	22 081	.....
<b>AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE</b>				
Ministère.....	1b	43 620	43 620	.....
	5b	2 174	2 174	.....
	10b	1 371	1 371	.....
	12b	.....	.....	.....
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	30b	17 242	.....	17 242
<b>ANCIENS COMBATTANTS .....</b>				
	1b	3 153	.....	3 153
	5b	3 352	.....	3 352
	10b	17 352	17 352	.....
	15b	120	.....	120
<b>CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION</b>				
Ministère.....	1b	.....	.....	.....
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada .....	10b	.....	.....	.....
<b>CONSEIL DU TRÉSOR</b>				
Secrétariat.....	1b	.....	.....	.....
	2b	.....	.....	.....
	15b	42 294	.....	42 294
École de la fonction publique du Canada.....	25b	.....	.....	.....
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada .....	35b	4 541	.....	4 541
<b>CONSEIL PRIVÉ</b>				
Ministère.....	1b	1 610	.....	1 610
<b>DÉFENSE NATIONALE</b>				
Ministère.....	1b	92 231	92 231	.....
	5b	796	796	.....

\* Voir la note au bas de la page 62.

## Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme  (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net*
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN .....	1b	.....	.....	.....
	5b	.....	.....	.....
ENVIRONNEMENT				
Ministère.....	1b	8 173	8 173	.....
	5b	1 742	1 742	.....
	10b	525	525	.....
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	15b	2 500	.....	2 500
Agence Parcs Canada.....	25b	11 146	.....	11 146
	30b	.....	.....	.....
FINANCES				
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada .....	25b	238	.....	238
INDUSTRIE				
Ministère.....	1b	.....	.....	.....
	5b	.....	.....	.....
Agence spatiale canadienne .....	25b	3 955	3 955	.....
	30b	.....	.....	.....
	35b	.....	.....	.....
Commission canadienne du tourisme.....	40b	2 700	.....	2 700
Tribunal de la concurrence .....	45b	.....	.....	.....
Conseil national de recherches du Canada.....	60b	.....	.....	.....
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	75b	57 176	.....	57 176
Conseil de recherches en sciences humaines .....	85b	32 672	.....	32 672
JUSTICE				
Ministère.....	1b	529	.....	529
	5b	4 000	.....	4 000
Commissaire à la magistrature fédérale .....	20b	250	.....	250
Bureau du directeur des poursuites pénales .....	35b	.....	.....	.....
PARLEMENT				
Chambre des communes .....	5b	5 305	.....	5 305
PATRIMOINE CANADIEN				
Ministère.....	1b	295	295	.....
	5b	10 998	10 998	.....
Société Radio-Canada .....	15b	.....	.....	.....
	25b	.....	.....	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes .....	40b	7 978	.....	7 978
Bibliothèque et Archives du Canada .....	45b	1 647	1 647	.....
Musée national des sciences et de la technologie.....	75b	1 475	.....	1 475
Commission de la fonction publique.....	80b	655	655	.....
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice .....	95b	1 829	.....	1 829
	100b	1 700	.....	1 700
PÊCHES ET OCÉANS.....	1b	1 037	1 037	.....
	10b	751	751	.....
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES				
Ministère.....	1b	.....	.....	.....
	5b	10 000	10 000	.....
	7b	407	407	.....
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	15b	150 000	64 600	85 400
	16b	.....	.....	.....

\* Voir la note au bas de la page 62.

## Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme  (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net*
<b>RESSOURCES NATURELLES</b>				
Ministère.....	1b	2 991	2 991	.....
	5b	1 378	1 378	.....
	10b	5 510	5 510	.....
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	20b	940	.....	940
Office national de l'énergie.....	30b	.....	.....	.....
<b>SANTÉ</b>				
Ministère.....	1b	62	62	.....
	5b	5 500	5 500	.....
Instituts de recherche en santé du Canada.....	15b	.....	.....	.....
	20b	73 512	2 000	71 512
Agence de la santé publique du Canada.....	35b	.....	.....	.....
	40b	.....	.....	.....
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE</b>				
Ministère.....	1b	15 291	1 448	13 843
	5b	1 200	.....	1 200
Agence des services frontaliers du Canada.....	10b	8 125	.....	8 125
	15b	2 537	.....	2 537
Service canadien du renseignement de sécurité.....	20b	3 643	.....	3 643
Service correctionnel.....	25b	19 250	19 250	.....
	30b	.....	.....	.....
Gendarmerie royale du Canada.....	45b	34 950	34 950	.....
	50b	105	105	.....
	55b	9 179	9 179	.....
<b>TRANSPORTS</b>				
Ministère.....	1b	1 538	1 538	.....
	5b	.....	.....	.....
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.....	20b	41 050	41 050	.....
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	50b	1 422	1 422	.....
	55b	785	785	.....
<b>TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....</b>				
	1b	45 915	45 915	.....
	5b	31 704	31 704	.....
<b>Total.....</b>		<b>2 328 585</b>	<b>1 062 288</b>	<b>1 266 297</b>

\* Les sommes négatives sont mentionnées à titre d'information seulement et ne seront pas incluses dans les annexes proposées au projet de loi de crédits.



## Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Affaires étrangères et Commerce international					
Ministère	.....	501	12	369	569
Corporation commerciale canadienne	.....	.....	.....	.....	.....
Agence canadienne de développement international	630	13	106	1 066	.....
Centre de recherches pour le développement international	.....	.....	.....	.....	.....
Affaires indiennes et du Nord canadien					
Ministère	261	222	29	1 114	58
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	183	.....	.....	18	.....
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	.....	.....	.....	.....	.....
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Ministère	.....	.....	.....	(28)	.....
Agence du revenu du Canada					
Agence du revenu du Canada	18 110	1 000	.....	1 500	.....
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère	14 372	10 889	3 230	33 424	1 137
Agence canadienne d'inspection des aliments	16 667	.....	575	558	.....
Anciens combattants	1 820	212	.....	1 008	200
Citoyenneté et Immigration					
Ministère	.....	.....	.....	.....	.....
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	.....	.....	.....	(2)	.....
Conseil du Trésor					
Secrétariat	42 480	.....	.....	(18)	.....
École de la fonction publique du Canada	6 298	492	219	3 663	255
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	2 690	594	215	1 392	183
Conseil privé					
Ministère	473	115	15	996	3
Directeur général des élections	6 580	3 582	4 325	5 978	(696)
Défense nationale					
Ministère	88 941	.....	2 700	1 205	.....
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	(175)	(10)	(5)	(105)	(5)

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
113	146	.....	24 285	3 177	.....	67	14 290	<b>14 949</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	(1 000)	.....	<b>(1 000)</b>
.....	49	.....	.....	213 200	.....	.....	219 880	<b>(4 816)</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	4 800	.....	<b>4 800</b>
52	73	.....	(5 250)	1 175 477	.....	29 802	334 242	<b>867 596</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	4 679	<b>(4 478)</b>
.....	.....	.....	.....	(220)	.....	.....	.....	<b>(220)</b>
.....	.....	.....	.....	100	.....	.....	.....	<b>72</b>
500	358	.....	513	440 000	.....	.....	22 081	<b>439 900</b>
6 683	13 230	110	4 239	620 546	.....	4 286	47 165	<b>664 981</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>17 800</b>
30	40	3 352	.....	17 352	.....	.....	17 352	<b>6 662</b>
.....	393	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>393</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>(2)</b>
.....	.....	.....	.....	222	.....	.....	.....	<b>42 684</b>
115	213	.....	738	.....	.....	.....	.....	<b>11 993</b>
140	290	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>5 504</b>
.....	8	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>1 610</b>
15	697	256	39	339	.....	10	.....	<b>21 125</b>
.....	.....	587	.....	.....	.....	.....	93 027	<b>406</b>
.....	(9)	.....	.....	25	.....	.....	.....	<b>(284)</b>

\* Voir la note au bas de la page 69.

## Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
<b>Environnement</b>					
Ministère	4 083	2 818	326	4 789	1 180
Agence canadienne d'évaluation environnementale	1 000	409	53	841	134
Agence Parcs Canada	3 267	1 160	1 982	430	4 834
<b>Finances</b>					
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	150	.....	.....	88	.....
<b>Industrie</b>					
Ministère	.....	100	.....	(453)	.....
Agence spatiale canadienne	.....	.....	.....	3 955	.....
Commission canadienne du tourisme	.....	.....	.....	.....	.....
Tribunal de la concurrence	.....	30	.....	120	.....
Conseil national de recherches du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	.....	.....	.....	.....	.....
Conseil de recherches en sciences humaines	.....	.....	.....	.....	.....
<b>Justice</b>					
Ministère	(286)	(1 014)	(307)	(2 926)	(162)
Commissaire à la magistrature fédérale	.....	60	80	100	4
Bureau du directeur des poursuites pénales	718	112	75	5 455	56
<b>Parlement</b>					
Chambre des communes	1 864	46	.....	1 764	.....
<b>Patrimoine canadien</b>					
Ministère	71	(474)	(304)	(1 200)	(67)
Société Radio-Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	1 597	312	354	4 691	.....
Bibliothèque et Archives du Canada	.....	.....	.....	1 637	.....
Musée national des sciences et de la technologie	.....	.....	.....	.....	.....
Commission de la fonction publique	589	10	.....	17	.....
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	1 190	217	54	314	54
<b>Pêches et Océans</b>					
	.....	47	(80)	412	.....
<b>Ressources humaines et Développement des compétences</b>					
Ministère	.....	.....	.....	8 626	.....
Société canadienne d'hypothèques et de logement	.....	.....	.....	.....	.....
<b>Ressources naturelles</b>					
Ministère	.....	.....	.....	1 964	.....
Commission canadienne de sûreté nucléaire	108	157	.....	518	11
Office national de l'énergie	.....	(325)	.....	(475)	(600)

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
690	1 396	154	3 738	(6 600)	.....	889	10 440	<b>3 023</b>
2	61	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>2 500</b>
.....	60	735	.....	1 000	.....	(1 800)	.....	<b>11 668</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>238</b>
(41)	(1 214)	.....	1 510	.....	.....	.....	.....	<b>(98)</b>
.....	.....	.....	.....	996	.....	.....	4 951	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	2 700	.....	<b>2 700</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>150</b>
.....	.....	.....	28	.....	.....	.....	.....	<b>28</b>
.....	.....	.....	.....	57 098	.....	.....	.....	<b>57 098</b>
.....	.....	.....	.....	32 797	.....	.....	.....	<b>32 797</b>
(117)	(284)	(134)	(568)	4 000	.....	(61)	.....	<b>(1 859)</b>
.....	6	.....	.....	.....	.....	(250)	.....	.....
38	56	.....	.....	.....	.....	56	.....	<b>6 566</b>
.....	.....	.....	1 631	.....	.....	.....	.....	<b>5 305</b>
(93)	(158)	.....	(370)	13 721	.....	(136)	11 293	<b>(303)</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	1 024	.....	.....	.....	.....	<b>7 978</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 647	<b>(10)</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 475	.....	<b>1 475</b>
.....	6	.....	33	.....	.....	.....	655	.....
.....	.....	.....	.....	1 700	.....	.....	.....	<b>3 529</b>
(337)	(85)	.....	.....	1 710	.....	.....	1 788	<b>(121)</b>
.....	.....	.....	.....	(7 416)	.....	377	10 407	<b>(8 820)</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	150 000	64 600	<b>85 400</b>
.....	.....	1 378	2 799	1 292 259	.....	.....	9 879	<b>1 288 521</b>
.....	146	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>940</b>
(100)	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>(1 500)</b>

\* Voir la note au bas de la page 69.

## Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
<b>Santé</b>					
Ministère	258	658	101	1 501	59
Instituts de recherche en santé du Canada	.....	(594)	(142)	(564)	(35)
Agence de la santé publique du Canada	.....	.....	.....	(2 756)	.....
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>					
Ministère	1 152	.....	.....	15 499	.....
Agence des services frontaliers du Canada	881	1 288	43	4 642	108
Service canadien du renseignement de sécurité	390	.....	.....	.....	.....
Service correctionnel	250	.....	.....	1 500	.....
Gendarmerie royale du Canada	(409)	6 850	77	11 374	2 780
<b>Transports</b>					
Ministère	631	.....	.....	907	.....
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	.....	.....	.....	.....	.....
Bureau de l'infrastructure du Canada	.....	170	125	805	135
Travaux publics et Services gouvernementaux	1 334	519	10	8 687	16 087
<b>Total pour tous les ministères et organismes</b>	<b>218 168</b>	<b>30 166</b>	<b>13 868</b>	<b>124 400</b>	<b>26 282</b>
Comptes à des fins déterminées consolidés	.....	.....	.....	.....	.....
<b>Total du Budget supplémentaire des dépenses de 2007-2008</b>	<b>218 168</b>	<b>30 166</b>	<b>13 868</b>	<b>124 400</b>	<b>26 282</b>

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
138	1 489	.....	231	1 103	.....	1 023 492	5 562	<b>1 023 468</b>
(5)	(36)	.....	(80)	76 160	.....	(44)	2 000	<b>72 660</b>
.....	.....	.....	.....	1 225	.....	.....	.....	<b>(1 531)</b>
.....	.....	.....	.....	(4 400)	.....	.....	1 448	<b>10 803</b>
554	461	.....	2 537	.....	.....	101	.....	<b>10 615</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	3 347	.....	<b>3 737</b>
9 800	7 700	.....	.....	.....	.....	.....	19 250	.....
3 163	4 060	.....	11 396	9 269	.....	553	44 234	<b>4 879</b>
.....	.....	.....	(7)	.....	.....	(2 966)	1 538	<b>(2 973)</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	41 050	41 050	.....
60	127	.....	.....	785	.....	.....	2 207	.....
9 584	2 027	33 084	.....	.....	.....	5 228	77 619	<b>(1 059)</b>
<b>30 984</b>	<b>31 306</b>	<b>39 522</b>	<b>48 466</b>	<b>3 945 625</b>	<b>.....</b>	<b>1 001 261 975</b>	<b>1 063 284</b>	<b>1 004 707 478</b>
.....	.....	.....	.....	(493 046)	.....	.....	.....	(493 046)
<b>30 984</b>	<b>31 306</b>	<b>39 522</b>	<b>48 466</b>	<b>3 452 579</b>	<b>.....</b>	<b>1 001 261 975</b>	<b>1 063 284</b>	<b>1 004 214 432</b>

\* Les sommes négatives sont mentionnées à titre d'information seulement et ne seront pas incluses dans les annexes proposées au projet de loi de crédits.  
Ne concorde pas nécessairement aux totaux du tableau « Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses » à cause de l'arrondissement.

## Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

### Crédit 5 – Éventualités du gouvernement

0 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits afin d'assurer au gouvernement une marge de manœuvre suffisante pour faire face à des dépenses urgentes ou imprévues lorsqu'il existe un besoin de trésorerie valable compte tenu du moment où un paiement doit être effectué ou lorsqu'une autorisation précise s'impose pour effectuer un paiement par exemple dans le cas des subventions qui ne sont pas inscrites au budget des dépenses. Cette autorisation de suppléer à d'autres crédits demeure jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s'inscrivent dans le cadre du mandat de droit de l'organisation. Les affectations temporaires sont remboursées au crédit 5 du Conseil du Trésor une fois que la sanction royale a été reçue pour une loi de crédits.

Aucune affectation n'a été attribuée à partir du crédit 5 du Conseil du Trésor depuis l'adoption de la *Loi de crédit n° 3 pour 2007-2008* (Budget supplémentaire des dépenses (A) 2007-2008).

### Crédit 10 – Initiatives pangouvernementales

0 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 10.

Aucune affectation n'a été attribuée à partir du crédit 10 du Conseil du Trésor depuis l'adoption de la *Loi de crédit n° 3 pour 2007-2008* (Budget supplémentaire des dépenses (A) 2007-2008).

### Crédit 15 – Rajustements de la rémunération

42 294 000 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits nécessitant éventuellement un financement partiel ou intégral en raison de rajustements intervenants dans les conditions d'emploi ou dans les emplois à la fonction publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et de sociétés d'État au sens de l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 15.

Ministère ou organisme	Crédit	(dollars)
Affaires étrangères et Commerce international		
Ministère	1	97 000
Agence canadienne de développement international	20	95 000
Commission mixte internationale	50	21 000
Affaires indiennes et du Nord canadien		
Ministère	1	364 000
Agence du revenu du Canada	1	10 058 000
Agriculture et Agroalimentaire		
Ministère	1	454 000
Agence canadienne d'inspection des aliments	30	6 034 000
Anciens Combattants	1	526 000
Citoyenneté et Immigration		
Ministère	1	305 000

## Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère ou organisme	Crédit	(dollars)
Conseil privé		
Ministère	1	12 000
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	10	120 000
Défense nationale		
Ministère	1	3 998 000
Environnement		
Ministère	1	1 720 000
Industrie		
Ministère	1	1 388 000
Agence spatiale canadienne	25	1 178 000
Patrimoine canadien		
Ministère	1	5 000
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	40	34 000
Commission de la fonction publique	80	184 000
Pêches et Océans	1	954 000
Ressources humaines et Développement des compétences		
Ministère	1	149 000
Ressources naturelles		
Ministère	1	2 174 000
Commission canadienne de sûreté nucléaire	20	243 000
Santé		
Ministère	1	3 746 000
Instituts de recherche en santé du Canada	15	458 000
Agence de la santé publique du Canada	35	195 000
Sécurité publique et Protection civile		
Ministère	1	6 000
Agence des services frontaliers du Canada	10	13 000
Service canadien du renseignement de sécurité	20	437 000
Service correctionnel	25	2 536 000
Gendarmerie royale du Canada	45	110 000
Travaux publics et Services gouvernementaux		
Ministère	1	384 000
Service immobiliers (Fonds Renouvelable)	Législatif	2 691 000
Transports		
Ministère	1	1 570 000
Office des transports du Canada	25	18 000
Bureau de l'infrastructure du Canada	50	17 000
<i>Total des affectations</i>		<i>42 294 000</i>

## Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

### Crédit 22 – Report du budget de fonctionnement

59 728 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en autorisant un report des fonds non utilisés de l'exercice précédent, jusqu'à concurrence de 5 p. 100 du budget de fonctionnement non dépensé inscrit au budget principal des dépenses d'un ministère ou d'un organisme. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 22.

Ministère ou organisme	Crédit	(dollars)
Agriculture et Agroalimentaire		
Commission canadienne des grains	40	59 728

### Crédit 23 – Besoins en matière de la rémunération

327 276 848 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en assurant au gouvernement les fonds nécessaires pour respecter ses exigences juridiques d'employeur, notamment les congés parentaux et les indemnités versées lors d'une cessation d'emploi, ainsi que les rajustements aux conditions d'emploi ou aux emplois à la fonction publique. Les ministères peuvent obtenir ce crédit tout au long de l'exercice financier.

Les exigences supplémentaires en matière de rémunération sont habituellement définies vers la fin de chaque exercice, et aucune demande n'avait été présentée au Conseil du Trésor pour examen au moment de la préparation du présent budget supplémentaire des dépenses. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 23.

Ministère ou organisme	Crédit	(dollars)
Affaires étrangères et Commerce international		
Commission mixte internationale	50	119 793
Affaires indiennes et du Nord canadien		
Ministère	1	7 665 646
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	1	1 143 213
Agence de promotion économique du Canada atlantique		
Ministère	1	1 062 017
Agence du revenu du Canada	1	44 949 241
Agriculture et Agroalimentaire		
Ministère	1	9 435 682
Commission canadienne du lait	25	155 152
Agence canadienne d'inspection des aliments	30	10 195 370
Commission canadienne des grains	40	276 338

## Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère ou organisme	Crédit	(dollars)
Citoyenneté et Immigration		
Ministère	1	5 552 585
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	10	1 410 302
Conseil du Trésor		
École de la fonction publique du Canada	25	1 256 700
Bureau du directeur des lobbyistes	30	28 743
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	35	1 801 911
Conseil privé		
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5	11 621
Commissaire aux langues officielles	20	265 418
Défense nationale		
Ministère	1	21 379 124
Environnement		
Ministère	1	11 369 052
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	20	20 816
Agence Parcs Canada	25	5 558 476
Finances		
Ministère	1	2 700 000
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	25	638 452
Gouverneur général	1	385 327
Industrie		
Ministère	1	10 219 606
Agence spatiale canadienne	25	795 346
Conseil national de recherches du Canada	55	6 985 280
Statistique Canada	95	10 600 221
Justice		
Ministère	1	10 434 142
Commission canadienne des droits de la personne	10	288 800
Tribunal canadien des droits de la personne	15	35 428
Commissaire à la magistrature fédérale	20	13 385
Bureau du directeur des poursuites pénales	35	1 636 120
Commissariat à l'information du Canada	40	185 991
Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	45	363 404
Patrimoine canadien		
Ministère	1	4 173 226
Musée canadien des civilisations	30	510 314
Musée canadien de la nature	35	145 570
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	40	844 534
Bibliothèque et Archives du Canada	45	1 472 504
Office national du film	60	654 924
Musée des beaux-arts du Canada	65	93 855
Musée national des sciences et de la technologie	75	63 340
Commission de la fonction publique	80	2 364 441
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	95	343 904
Pêches et Océans	1	15 229 637

## Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère ou organisme	Crédit	(dollars)
Ressources humaines et Développement des compétences		
Ministère	1	8 705 327
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	25	63 477
Ressources naturelles		
Ministère	1	7 958 735
Commission canadienne de sûreté nucléaire	20	664 810
Office national de l'énergie	30	1 051 275
Santé		
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	25	175 333
Agence de la santé publique du Canada	35	3 398 740
Sécurité publique et Protection civile		
Agence des services frontaliers du Canada	10	14 340 764
Service canadien du renseignement de sécurité	20	50 096
Service correctionnel	25	24 357 367
Commission nationale des libérations conditionnelles	35	583 425
Gendarmerie royale du Canada	45	51 171 922
Transports		
Ministère	1	7 526 967
Office des transports du Canada	25	591 098
Bureau de l'infrastructure du Canada	50	259 236
Travaux publics et Services gouvernementaux	1	11 543 325
<i>Total des affectations</i>		<i>327 276 848</i>

## Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

### Fonds à l'appui de la Loi fédérale sur la responsabilité en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions

*La Loi fédérale sur la responsabilité a été promulguée en décembre 2006 et elle comporte de nouvelles mesures visant à renforcer la reddition de comptes et accroître la transparence ainsi que la surveillance des opérations gouvernementales. Dans le budget fédéral de 2006, le gouvernement a réservé 11,1 millions de dollars par année, pour 2007-2008 et les années suivantes, afin de soutenir la nouvelle exigence en matière d'évaluation. Les fonds inscrits au présent budget supplémentaire des dépenses renforceront la capacité de surveiller la mise en œuvre de cette exigence inscrite dans la loi en prévoyant les ressources nécessaires pour entreprendre et mener les évaluations requises.*

Agence canadienne de développement international	453
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	181
<b>Total</b>	<b>634</b>

### Fonds à l'appui du Programme des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche

*Comme il a été annoncé dans le budget fédéral de 2007, le programme des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche a pour but de financer l'expertise reconnue sur la scène internationale des centres d'excellence dans quatre secteurs prioritaires, afin de fournir des avantages économiques, sociaux, environnementaux et en matière de santé aux Canadiens et de favoriser un avantage entrepreneurial. Les fonds inscrits dans le présent budget supplémentaire des dépenses serviront à des paiements de subventions aux centres choisis dans le cadre d'un premier concours. Ce programme est administré par le Secrétariat des Réseaux de centres d'excellence, situé au Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie.*

Conseil de recherches en sciences humaines	32 672
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	57 176
Instituts de recherche en santé du Canada	73 512
<b>Total</b>	<b>163 360</b>

### Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale

*Ces fonds sont destinés à des campagnes de publicité et des initiatives visant à fournir de l'information aux Canadiens sur divers programmes et services gouvernementaux liés au recrutement de membres des Forces canadiennes à l'aide d'Internet, aux documents requis pour entrer aux États-Unis en raison de la mise en application de l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental des États-Unis, à des services fiscaux électroniques offerts aux entreprises, au recrutement national de la Gendarmerie royale du Canada, à la promotion des parcs nationaux du Canada, au programme de mise à la ferraille des véhicules du ministère de l'Environnement et au rappel de produits de consommation et d'aliments.*

Agence canadienne d'inspection des aliments	575
Agence des services frontaliers du Canada	3 594
Agence du revenu du Canada	550
Agence Parcs Canada	2 000
Défense nationale	3 000
Environnement	750
Gendarmerie royale du Canada	850
<b>Total</b>	<b>11 319</b>

## Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

### Fonds pour les contributions afin d'appuyer les programmes environnementaux internationaux pour respecter l'engagement du Canada à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques effectué dans le cadre de la onzième séance de la Conférence des parties

*Dans le budget fédéral de 2006, le gouvernement a réservé 15 millions de dollars pour appuyer l'engagement du Canada pris au cours de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques tenue à Montréal en 2005. Les fonds inscrits au présent budget supplémentaire des dépenses aideront les pays en voie de développement à s'adapter aux changements climatiques et à accéder à des technologies propres. En outre, ils permettront d'appuyer les activités de surveillance afin de suivre les développements en matière d'adaptation et l'évolution des marchés du carbone internationaux.*

Affaires étrangères et Commerce international	3 100
Agence canadienne de développement international	7 500
<b>Total</b>	<b>10 600</b>

### Fonds supplémentaires pour améliorer les activités actuelles visant à combattre l'exploitation sexuelle et la traite des enfants

*Ces fonds serviront à soutenir des mesures et des activités visant à combattre l'exploitation sexuelle et la traite des enfants. Parmi les activités particulières, mentionnons une capacité accrue à appliquer la loi, l'éducation du public et l'établissement de rapports (y compris des subventions et des contributions au Centre canadien de protection de l'enfance) et les fonctions liées à la prestation de formation et de conseils juridiques.*

Gendarmerie royale du Canada	4 673
Justice	160
Sécurité publique et Protection civile	1 491
<b>Total</b>	<b>6 324</b>

### Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle)

*Ces fonds serviront à des initiatives conçues afin d'encourager les activités favorisant le développement des communautés minoritaires de langue officielle, notamment, des projets pour appuyer et faciliter le développement des langues officielles dans les secteurs de la santé et des services sociaux, des arts et de la culture, du développement économique et du tourisme, ainsi que du développement des ressources humaines et des nouvelles technologies.*

Affaires indiennes et du Nord canadien	156
Agence de la santé publique du Canada	35
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	50
Pêches et Océans	63
Ressources humaines et Développement des compétences	80
Santé	90
<b>Total</b>	<b>474</b>

---

<b>GRAND TOTAL</b>	<b>192 711</b>
--------------------	----------------

---

## Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les ministères demandent souvent de transférer des fonds entre des organismes à diverses fins. Le tableau présente un résumé de ces transactions. Des montants positifs indiquent les fonds reçus par des organismes, tandis que des montants négatifs désignent des réductions pour les organismes qui transfèrent des fonds.

Le tableau ci-dessous indique les transferts qui apparaissent dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Ministère/Organisme	Crédit	Dollars
<b>Pour appuyer l'élaboration et les négociations d'accords à plus long termes sur les analyses de l'ADN et les analyses biologiques avec les provinces et les territoires</b>		
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	196 875
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 45 (Dépenses de fonctionnement)	(196 875)
<b>Pour appuyer l'étude technique de l'Association du port de Digby</b>		
Agence de promotion économique du Canada atlantique	Crédit 5 (Subventions et contributions)	50 000
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(50 000)
<b>Pour appuyer l'initiative de recherche sur le développement économique des peuples autochtones de la région de l'Atlantique</b>		
Agence de promotion économique du Canada atlantique	Crédit 5 (Subventions et contributions)	50 000
Pêches et Océans	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(50 000)
<b>Pour appuyer l'Institut du Chrysotile dans le but de favoriser l'implantation à l'échelle internationale de l'utilisation sécuritaire et responsable du chrysotile</b>		
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Crédit 5 (Subventions et contributions)	125 000
Ressources naturelles	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(125 000)
<b>Pour appuyer la bibliothèque de santé publique, faisant partie du Réseau de bibliothèques scientifiques, qui fournit de l'information et des services de documentation pour soutenir les activités de recherche et de réglementation</b>		
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	258 000
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 35 (Dépenses de fonctionnement)	(258 000)
<b>Pour appuyer la Fondation BIOCAP Canada</b>		
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 10 (Subventions et contributions)	550 000
Ressources naturelles	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(550 000)
<b>Pour appuyer la nomination de coordonnateurs des témoins de la Couronne dans le cadre des initiatives pour les victimes d'actes criminels afin de fournir un soutien judiciaire aux victimes et témoins dans les territoires</b>		
Bureau du directeur des poursuites pénales	Crédit 35 (Dépenses du Programme)	1 242 521
Justice	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 242 521)

## Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Dollars
<b>Pour appuyer la participation du ministère au Partenariat Asie-Pacifique sur le développement propre et le climat</b>		
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	271 834
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	100 000
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(371 834)
<b>Pour appuyer la recherche en matière de prévention du suicide chez les jeunes autochtones</b>		
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 20 (Subventions)	200 000
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(200 000)
<b>Pour appuyer la recherche liée à la grippe aviaire</b>		
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 20 (Subventions)	12 500
Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	(12 500)
<b>Pour appuyer la recherche sur la grippe effectuée au Canada afin d'améliorer la capacité d'intervention en cas d'une pandémie potentielle</b>		
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 20 (Subventions)	600 000
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 35 (Dépenses de fonctionnement)	(600 000)
<b>Pour appuyer le concours des Lauriers de la PME (petites et moyennes entreprises) qui permet de reconnaître les petites et moyennes entreprises établies dans des collectivités francophones à l'extérieur du Québec qui visent l'excellence sur les marchés régionaux, provinciaux/territoriaux, nationaux ou internationaux</b>		
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	30 000
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(30 000)
<b>Pour appuyer le Conseil fédéral du Yukon</b>		
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	84 000
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(10 828)
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(11 260)
Agence de promotion économique du Canada atlantique	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(28 312)
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(33 600)
<b>Pour appuyer le projet de mise en valeur des phares de la Petite Île au Marteau et de l'Île aux Perroquets dans la Réserve de parc national du Canada de l'Archipel-de-Mingan</b>		
Agence Parcs Canada	Crédit 25 (Dépenses du Programme)	345 000

## Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Dollars
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(345 000)

### Pour appuyer les activités de collaboration avec la société Partenariat canadien contre le cancer

Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	37 500
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 35 (Dépenses de fonctionnement)	(37 500)

### Pour appuyer les activités de recherche entourant l'Année polaire internationale

Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	687 000
	Crédit 5 (Dépenses en capital)	233 000
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(920 000)

### Pour appuyer les chaires de recherches industrielles au Collège militaire royal du Canada

Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	78 000
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	Crédit 75 (Subventions)	(78 000)

### Pour appuyer les nouvelles responsabilités relativement au bureau régional du ministre en Colombie-Britannique

Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	164 000
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(164 000)

### Pour appuyer les responsabilités liées au bureau régional du ministre en Saskatchewan

Agence du revenu du Canada	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	100 000
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	175 000
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(275 000)

### Pour appuyer une représentation accrue des Autochtones dans les carrières en science et technologie (Canadian Aboriginal Science and Technology Society)

Environnement	Crédit 10 (Subventions et contributions)	45 000
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(15 000)
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(15 000)
Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	(15 000)

### Pour assumer les frais liés à l'augmentation des demandes provenant de participants étrangers dans le cadre du programme international pour les jeunes

Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 019 640
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 019 640)

## Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Dollars
<b>Pour assurer une élaboration et une prestation plus efficaces, souples et intégrées des programmes et des services fédéraux dans les régions grâce aux conseils régionaux fédéraux (Conseil fédéral du Nunavut)</b>		
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	191 000
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(191 000)
<b>Pour atténuer les coûts liés aux consultations publiques au sujet de projets énergétiques</b>		
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 500 000
Office national de l'énergie	Crédit 30 (Dépenses du Programme)	(1 500 000)
<b>Pour attribuer la part de la Corporation aux réductions du Comité d'examen des dépenses du ministère</b>		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 000 000
Corporation commerciale canadienne	Crédit 15 (Dépenses du Programme)	(1 000 000)
<b>Pour couvrir les coûts de la création du poste d'agent d'intégrité des mouvements migratoires à la mission d'Alger</b>		
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	333 720
Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(333 720)
<b>Pour couvrir les dépenses encourues en soutien du Programme des munitions explosives non explosées et des anciens sites</b>		
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	137 700
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(137 700)
<b>Pour des fonds de fonctionnement supplémentaires afin de traiter des causes</b>		
Tribunal de la concurrence	Crédit 45 (Dépenses du Programme)	150 000
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(150 000)
<b>Pour des fonds destinés à des bourses d'études interdisciplinaires et à d'autres bourses de formation pour les chercheurs dans le domaine de l'hépatite C</b>		
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 20 (Subventions)	310 500
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Subventions et contributions)	(310 500)
<b>Pour des fonds inutilisés liés aux investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada</b>		
Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	25 000
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(25 000)

## Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Dollars
<b>Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire</b>		
Conseil national de recherches du Canada	Crédit 60 (Dépenses en capital)	28 000
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses en capital)	880 000
Service canadien du renseignement de sécurité	Crédit 20 (Dépenses du Programme)	94 000
Environnement	Crédit 5 (Dépenses en capital)	150 000
Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(1 152 000)
<b>Pour des initiatives de sécurité publique liées à la coordination de l'analyse juridique des initiatives de sûreté maritime</b>		
Bureau du directeur des poursuites pénales	Crédit 35 (Dépenses du Programme)	223 000
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(223 000)
<b>Pour des initiatives de sécurité publique liées au financement de la technologie des communications communes (radio) nécessaire à l'Équipe intégrée d'application de la loi de Prince Rupert et un système intégré de sûreté maritime de l'Arctique</b>		
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 45 (Dépenses de fonctionnement)	184 900
	Crédit 50 (Dépenses en capital)	165 000
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(349 900)
<b>Pour des initiatives de sécurité publique liées au Projet de coordination interorganisme de la sécurité portuaire</b>		
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	210 000
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(210 000)
<b>Pour des initiatives de sécurité publique liées au remboursement des fonds inutilisés pour l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire</b>		
Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	342 000
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 35 (Dépenses de fonctionnement)	(342 000)
<b>Pour des initiatives de sécurité publique liées au remboursement des fonds inutilisés pour les Centres des opérations de la sûreté maritime</b>		
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 323 000
	Crédit 5 (Dépenses en capital)	7 000
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 133 000)
	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(7 000)
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 45 (Dépenses de fonctionnement)	(190 000)

## Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Dollars
<b>Pour évaluer l'incidence de la pollution atmosphérique sur la santé et l'économie partout au Canada</b>		
Environnement	Crédit 10 (Subventions et contributions)	111 000
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(111 000)
<b>Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger</b>		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	525 800
	Crédit 5 (Dépenses en capital)	285 300
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	(381 300)
Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(168 400)
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(55 400)
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 45 (Dépenses de fonctionnement)	(206 000)
<b>Pour la mise en œuvre du Programme national de mise à la ferraille des véhicules à l'appui du Programme de la qualité de l'air du Canada</b>		
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	310 000
	Crédit 10 (Subventions et contributions)	690 000
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 000 000)
<b>Pour la part d'Environnement au paiement de la contribution établie dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et du Protocole de Kyoto</b>		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 10 (Subventions et contributions)	477 000
Environnement	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(477 000)
<b>Pour le Bureau de gestion du changement</b>		
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	158 400
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(158 400)
<b>Pour le coût relatif au groupe de travail établi afin de donner des conseils sur le renforcement de la responsabilisation et de la gouvernance de la Gendarmerie royale du Canada</b>		
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 000 000
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 45 (Dépenses de fonctionnement)	(1 000 000)

## Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Dollars
<b>Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle)</b>		
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	155 652
Santé	Crédit 5 (Subventions et contributions)	89 998
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 5 (Subventions et contributions)	80 000
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	62 500
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	49 500
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Subventions et contributions)	35 000
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(472 650)
<b>Pour les coûts liés à la gestion des régimes d'assurance-vie et d'invalidité de la Gendarmerie royale du Canada</b>		
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	201 450
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 45 (Dépenses de fonctionnement)	(201 450)
<b>Pour les poursuites en matière de crimes liés aux drogues et à la lutte antiterroriste</b>		
Bureau du directeur des poursuites pénales	Crédit 35 (Dépenses du Programme)	5 100 000
Justice	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(5 100 000)
<b>Pour les services de police communautaire des Premières nations</b>		
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 45 (Dépenses de fonctionnement)	5 500 000
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(5 500 000)
<b>Pour mener des recherches sur la santé et l'environnement en Amérique latine dans les domaines de la prévention de la fièvre dengue et de la dynamique entre la pauvreté et l'environnement</b>		
Centre de recherches pour le développement international	Crédit 45 (Versements au Centre de recherches pour le développement international)	4 800 000
Agence canadienne de développement international	Crédit 25 (Subventions et contributions)	(4 800 000)
<b>Pour normaliser la gestion et l'authentification de l'identité des particuliers et des entreprises à l'échelle des gouvernements, afin de tenir compte de la mobilité des gens et des entreprises</b>		
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	30 000
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(30 000)

## Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Dollars
<b>Pour promouvoir la participation active des jeunes leaders canadiens partout au Canada (Action Canada)</b>		
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	200 000
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(200 000)
<b>Pour rembourser les fonds destinés à des activités et des programmes du ministère à d'autres installations fédérales</b>		
Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	586 000
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(586 000)
<b>Pour soutenir l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux</b>		
Agence Parcs Canada	Crédit 25 (Dépenses du Programme)	230 000
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(230 000)
<b>Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires</b>		
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	Crédit 35 (Dépenses du Programme)	962 610
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(218 814)
Agence du revenu du Canada	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	(200 000)
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(111 967)
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(93 475)
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(81 761)
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 45 (Dépenses de fonctionnement)	(56 996)
Agence Parcs Canada	Crédit 25 (Dépenses du Programme)	(53 139)
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(48 405)
Justice	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(45 501)
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 35 (Dépenses de fonctionnement)	(18 263)
Agence canadienne de développement international	Crédit 20 (Dépenses de fonctionnement)	(15 827)
Bibliothèque et Archives du Canada	Crédit 45 (Dépenses du Programme)	(10 020)
École de la fonction publique du Canada	Crédit 25 (Dépenses du Programme)	(6 942)
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	Crédit 10 (Dépenses du Programme)	(1 500)

## Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Dollars
<b>Pour soutenir le projet de rendement du capital investi dans la recherche en santé au Canada</b>		
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 20 (Subventions)	25 000
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(25 000)
<b>Pour soutenir les Centres d'excellence afin de favoriser et de financer les recherches stratégiques portant sur l'immigration, l'intégration et la diversité (projet Métropolis)</b>		
Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 85 (Subventions)	125 000
Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(125 000)
<b>Pour une contribution conjointe à la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD) et pour fournir aux organisations hémisphériques d'application de la loi des techniques d'enquêtes spécialisées relativement à d'importantes affaires de drogues</b>		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 10 (Subventions et contributions)	100 000
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(100 000)
<b>Rajustements des coûts fournis auparavant afin de soutenir le personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger</b>		
Anciens Combattants	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	37 200
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(37 200)

## Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Une organisation peut, par l'entremise du budget supplémentaire des dépenses, demander des modifications à diverses autorisations de dépenser obtenues à l'origine à la suite de l'approbation par le Parlement de projets de loi de crédits pour un budget principal des dépenses ou un budget supplémentaire des dépenses. Ces modifications peuvent comprendre des demandes de financement supplémentaire se rapportant à un transfert de fonds d'une autre organisation, à la réaffectation ou à la modification des autorisations de dépenser existantes ou à l'ajout de nouvelles autorisations.

On obtient l'approbation du Parlement pour de telles modifications en recourant au projet de loi de crédits habilitant. Toutefois, pour que ce poste soit inclus dans le projet de loi des crédits, il doit avoir une valeur pécuniaire. Cela ne pose pas de problème lorsqu'un ministère demande également un rajustement de ses affectations. Cependant, en l'absence de toute augmentation du crédit, un montant théorique de « un dollar » permet d'inclure le poste au projet de loi de crédits.

Les autorisations associées à chacun des postes de 1 \$ peuvent se rapporter à :

1. *L'approbation de subventions* – Le libellé utilisé dans le budget des dépenses pour décrire une subvention est à caractère législatif de sorte que toute nouvelle subvention ou augmentation à une subvention existante doit d'abord être approuvée par le Parlement avant qu'un paiement ne puisse être versé aux bénéficiaires admissibles. Un poste de 1 \$ est inclus lorsque des affectations supplémentaires ne sont pas requises puisque la nouvelle subvention ou l'augmentation de la subvention est financée au moyen de ressources existantes ou d'un transfert de fonds d'une autre organisation.
2. *Le virement de crédits au sein d'une organisation* – La loi de crédits peut conférer à une organisation des autorisations de dépenser pour plus d'un crédit (p. ex. crédit pour dépenses de fonctionnement, crédit pour dépenses en capital). Tout au long d'un exercice, et pour diverses raisons, l'organisation peut réaligner le financement approuvé à la suite de modifications apportées aux mécanismes de prestation en tenant compte des priorités organisationnelles.
3. *Le virement entre organisations* – Les virements entre organisations sont utilisés à différentes fins, comme pour réaffecter les fonds d'une organisation à une autre, afin de gérer ou de mettre en œuvre une initiative ou un projet de façon plus efficiente et/ou de refléter les nouvelles responsabilités de l'organisation.
4. *La modification de l'autorisation intégrée au libellé d'un crédit* – Le budget supplémentaire des dépenses peut être utilisé pour modifier une autorisation existante intégrée au libellé d'un crédit d'une organisation. La plupart de ces autorisations se retrouvent dans le libellé des crédits non budgétaires des organisations et se rapportent aux limites ou plafonds des prêts et des investissements. Ces crédits non budgétaires sont précédés de la lettre « L ».

Le tableau qui suit illustre, pour chacune des catégories susmentionnées, les cas où un poste d'un montant de 1 \$ est requis dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Un certain nombre de ces opérations peuvent être décrites dans le libellé d'un crédit d'un ministère, mais il faudra prévoir pour chaque opération un poste de 1 \$. C'est pourquoi, puisque le tableau suivant est présenté par catégories, certains crédits ministériels pourraient être indiqués plus d'une fois malgré le fait qu'ils ne se rapportent qu'à un seul poste de 1 \$.

## Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

### 1. L'approbation de subventions

Organisation	N° du crédit	Explication
Affaires étrangères et Commerce international – Agence canadienne de développement international	25b	Pour <b>augmenter la subvention</b> « Mise en œuvre de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie par l'entremise des institutions internationales œuvrant dans les domaines du développement, de la recherche et de la nutrition, des organisations non gouvernementales canadiennes, internationales et locales, du Centre de recherches pour le développement international, des pays en développement, ainsi que des institutions, organisations et organismes de ces pays au profit de bénéficiaires dans des pays en développement » <b>d'un montant de 137 000 000 \$</b> ; et pour <b>augmenter la subvention</b> « Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales » <b>d'un montant de 81 000 000 \$</b> .
Anciens Combattants	10b	Pour <b>augmenter la subvention</b> « Aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés » <b>d'un montant de 1 000 000 \$</b> ; et pour <b>augmenter la subvention</b> « Commission des sépultures de guerre du Commonwealth » <b>d'un montant de 652 000 \$</b> .
Sécurité publique et Protection civile – Gendarmerie royale du Canada	55b	Pour <b>augmenter la subvention</b> « Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions » <b>d'un montant de 9 179 067 \$</b> ; et pour <b>augmenter la subvention</b> « Subvention pour promouvoir l'application de la loi par le biais de la prévention de la criminalité, la formation et les relations publiques » <b>d'un montant de 90 000 \$</b> .

### 2. Le virement de crédits au sein d'une organisation

Organisation	N° du crédit	Explication
Affaires étrangères et Commerce international – Ministère	1b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>500 000 \$ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international)</b> pour des économies liées au programme de contributions ayant trait aux relations universitaires en raison d'une baisse des études canadiennes en Europe qui serviront à compenser les réductions du Comité d'examen des dépenses apportées aux dépenses de fonctionnement.

## Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Affaires étrangères et Commerce international – Ministère	10b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>3 100 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)</b> pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.
Affaires étrangères et Commerce international – Agence canadienne de développement international	20b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>480 408 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international)</b> pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.
Agriculture et Agroalimentaire – Ministère	1b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>43 620 457 \$ du crédit 10 (Agriculture et Agroalimentaire)</b> pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.
Agriculture et Agroalimentaire – Ministère	5b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>2 174 489 \$ du crédit 10 (Agriculture et Agroalimentaire)</b> pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.
Conseil du Trésor – Secrétariat	2b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>221 500 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor)</b> pour soutenir des initiatives de recherche en matière de politiques gouvernementales dans le cadre du programme de soutien à des initiatives stratégiques et de recherche.
Défense nationale – Ministère	1b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>92 231 228 \$ du crédit 5 (Défense nationale)</b> pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.
Environnement – Ministère	1b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>7 547 574 \$ du crédit 10 (Environnement)</b> pour réduire le montant des nouveaux crédits requis ( <b>6 643 574 \$</b> ), et pour permettre au Canada de participer efficacement au travail des partenariats en vue de l'adhésion et de la participation à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à l'initiative Methane to Markets, à l'association d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique et aux activités de l'Organisation de coopération et de développement économiques qui sont liées aux changements climatiques ( <b>905 000 \$</b> ).
Environnement – Ministère	5b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>25 000 \$ du crédit 1 (Environnement)</b> pour appuyer l'Indice de la qualité de l'air relatif à la santé et le Programme de prévisions; et de <b>1 742 000 \$ du crédit 10 (Environnement)</b> pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.

## Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Environnement – Ministère	10b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>150 000 \$ du crédit 1 (Environnement)</b> pour appuyer l'Indice de la qualité de l'air relatif à la santé et le Programme de prévisions.
Industrie – Ministère	5b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>1 510 500 \$ du crédit 1 (Industrie)</b> pour appuyer des investissements dans divers projets d'immobilisation.
Industrie – Agence spatiale canadienne	25b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>3 955 450 \$ du crédit 30 (Industrie)</b> pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.
Industrie – Agence spatiale canadienne	35b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>996 000 \$ du crédit 30 (Industrie)</b> pour le programme de contributions CASSIOPE.
Patrimoine canadien – Ministère	5b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>2 995 981 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien)</b> pour appuyer les ententes de collaboration annuelles avec les communautés minoritaires, afin de mieux répondre aux besoins cernés par les réseaux communautaires et pour des projets d'éducation en langue minoritaire.
Patrimoine canadien – Société Radio-Canada	25b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>18 766 000 \$ du crédit 15 (Patrimoine canadien)</b> pour les dépenses en capital de Newsworld, RDI et Galaxie ainsi que pour le financement de projets d'immobilisation tels que le projet de réaménagement de Vancouver, les systèmes de ressources humaines et un système intégré pour les télévisions anglaise et française (Vision).
Pêches et Océans	1b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>187 000 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans)</b> pour renforcer la capacité de conservation et de mise en valeur des pêches dans le territoire du Nunavik (Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques).

## Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Pêches et Océans	10b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>1 196 004 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans)</b> pour des contributions dans le cadre de l'initiative de mentorat en mer à l'intention des pêcheurs autochtones ( <b>382 000 \$</b> ), pour appuyer des projets de dessaisissement dans les régions du Centre, de l'Arctique et du Québec ( <b>337 004 \$</b> ), pour appuyer les organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans ( <b>240 000 \$</b> ), pour aider les groupes autochtones à participer efficacement aux processus multilatéraux et à d'autres processus décisionnels servant à la gestion des ressources aquatiques et des océans ( <b>200 000 \$</b> ), et pour soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques (Programme de contribution à la recherche universitaire) ( <b>37 000 \$</b> ).
Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère	7b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>407 350 \$ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences)</b> pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.
Ressources naturelles – Ministère	5b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>1 377 500 \$ du crédit 10 (Ressources naturelles)</b> pour réduire le montant des nouveaux crédits nécessaires.
Santé – Ministère	1b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>4 487 226 \$ du crédit 5 (Santé)</b> pour améliorer la gestion des documents et les procédures liés à la responsabilité, à l'évaluation et au règlement de litige dans le cadre du Programme de la lutte au tabagisme ( <b>2 300 000 \$</b> ), pour appuyer les améliorations apportées aux immobilisations et l'accréditation des laboratoires du Service d'analyse des drogues ( <b>1 400 000 \$</b> ), et pour le financement des travaux d'entretien des établissements de santé des Premières nations et des Inuits ( <b>787 226 \$</b> ).
Santé – Agence de la santé publique du Canada	40b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>1 500 000 \$ du crédit 35 (Santé)</b> pour financer des projets de recherche dans le cadre du fonds de préparation et de réponse en cas de pandémie dans le but de renforcer l'infrastructure de santé publique au Canada.
Sécurité publique et Protection civile – Service correctionnel	25b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>19 250 000 \$ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile)</b> pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.

## Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Sécurité publique et Protection civile – Gendarmerie royale du Canada	45b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>14 603 268 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile)</b> pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.
Sécurité publique et Protection civile – Gendarmerie royale du Canada	50b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>10 245 628 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile)</b> pour les coûts relatifs au Sommet des leaders nord-américains, tenu à Montebello (Québec) ( <b>4 245 628 \$</b> ), et au système de gestion de l'information sur les dossiers de la police ( <b>6 000 000 \$</b> ).
Transports – Bureau de l'infrastructure du Canada	50b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>1 421 508 \$ du crédit 55 (Transports)</b> pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.
Travaux publics et Services gouvernementaux	1b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>5 660 259 \$ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux)</b> pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.
Travaux publics et Services gouvernementaux	5b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>1 380 673 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)</b> pour la vente et la cession-bail de complexes de bureaux et de terrains.

### 3. Le virement entre organisations

Organisation	N° du crédit	Explication
Affaires étrangères et Commerce international – Ministère	1b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>1 000 000 \$ du crédit 15 (Affaires étrangères et Commerce international)</b> pour attribuer la part de la Corporation aux réductions du Comité d'examen des dépenses du ministère; et de <b>227 800 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile)</b> , de <b>145 000 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile)</b> , de <b>123 300 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration)</b> et de <b>29 700 \$ du crédit 1 (Défense nationale)</b> pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger.

## Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Affaires étrangères et Commerce international – Ministère	10b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>477 000 \$ du crédit 10 (Environnement)</b> pour la part d'Environnement au paiement de la contribution établie dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et du Protocole de Kyoto; et de <b>100 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile)</b> pour une contribution conjointe à la CICAD (acronyme espagnol pour la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues) et pour fournir aux organisations hémisphériques d'application de la loi de la formation sur des techniques d'enquêtes spécialisées relativement à d'importantes affaires de drogues.
Affaires étrangères et Commerce international – Centre de recherches pour le développement international	45b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>4 800 000 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international)</b> pour mener des recherches sur la santé et l'environnement en Amérique latine dans les domaines de la prévention de la fièvre dengue et de la dynamique entre la pauvreté et l'environnement.
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	5b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>125 000 \$ du crédit 10 (Ressources naturelles)</b> pour appuyer l'Institut du Chrysotile dans le but de favoriser l'implantation à l'échelle internationale de l'utilisation sécuritaire et responsable du chrysotile.
Agence de promotion économique du Canada atlantique	5b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>50 000 \$ du crédit 1 (Transports)</b> pour appuyer l'étude technique de l'Association du port de Digby; et de <b>50 000 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans)</b> pour appuyer l'initiative de recherche sur le développement économique des peuples autochtones de la région de l'Atlantique.
Agence du revenu du Canada	1b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>100 000 \$ du crédit 1 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien)</b> pour appuyer les responsabilités liées au bureau régional du ministre en Saskatchewan.
Agriculture et Agroalimentaire – Ministère	1b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>175 000 \$ du crédit 1 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien)</b> pour appuyer les responsabilités liées au bureau régional du ministre en Saskatchewan.
Agriculture et Agroalimentaire – Ministère	10b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>550 000 \$ du crédit 10 (Ressources naturelles)</b> pour appuyer la Fondation BIOCAP Canada.

## Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Citoyenneté et Immigration – Ministère	1b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>1 019 640 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)</b> pour assumer les frais liés à l'augmentation des demandes provenant de participants étrangers dans le cadre du programme international pour les jeunes.
Conseil du Trésor – Secrétariat	1b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>201 450 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile)</b> pour les coûts liés à la gestion des régimes d'assurance-vie et d'invalidité de la Gendarmerie royale du Canada; de <b>158 400 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)</b> pour le Bureau de gestion du changement; et de <b>30 000 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences)</b> pour normaliser la gestion et l'authentification de l'identité des particuliers et des entreprises à l'échelle des gouvernements, afin de tenir compte de la mobilité des gens et des entreprises.
Défense nationale – Ministère	1b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>1 343 000 \$ du crédit 1 (Transports)</b> pour des initiatives de sécurité publique liées au remboursement des fonds inutilisés pour les Centres des opérations de la sûreté maritime ( <b>1 133 000 \$</b> ), et pour des initiatives de sécurité publique liées au projet de coordination interorganismes de la sécurité portuaire ( <b>210 000 \$</b> ); de <b>190 000 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile)</b> pour des initiatives de sécurité publique liées au remboursement des fonds inutilisés pour les Centres des opérations de la sûreté maritime; et de <b>78 000 \$ du crédit 75 (Industrie)</b> pour appuyer les chaires de recherches industrielles au Collège militaire royal du Canada.
Défense nationale – Ministère	5b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>342 000 \$ du crédit 35 (Santé)</b> pour des initiatives de sécurité publique liées au remboursement des fonds inutilisés pour l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire; de <b>25 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans)</b> pour des fonds inutilisés liés aux investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada; et de <b>7 000 \$ du crédit 5 (Transports)</b> pour des initiatives de sécurité publique liées au remboursement des fonds inutilisés pour les Centres des opérations de la sûreté maritime.

## Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	5b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>49 500 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien)</b> pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle).
Environnement – Ministère	1b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>687 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien)</b> pour appuyer les activités de recherche entourant l'Année polaire internationale; et de <b>310 000 \$ du crédit 1 (Transports)</b> pour la mise en œuvre du Programme national de mise à la ferraille des véhicules à l'appui du Programme de la qualité de l'air du Canada.
Environnement – Ministère	5b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>233 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien)</b> pour appuyer les activités de recherche entourant l'Année polaire internationale; et de <b>150 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale)</b> pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.
Environnement – Ministère	10b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>690 000 \$ du crédit 1 (Transports)</b> pour la mise en œuvre du Programme national de mise à la ferraille des véhicules à l'appui du Programme de la qualité de l'air du Canada; et de <b>111 000 \$ du crédit 1 (Santé)</b> pour évaluer l'incidence de la pollution atmosphérique sur la santé et l'économie partout au Canada; et de <b>15 000 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire)</b> , de <b>15 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans)</b> et de <b>15 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale)</b> pour appuyer une représentation accrue des Autochtones dans les carrières en science et technologie (Canadian Aboriginal Science and Technology Society).
Industrie – Ministère	1b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>100 000 \$ du crédit 1 (Environnement)</b> pour appuyer la participation du ministère au Partenariat Asie-Pacifique sur le développement propre et le climat.
Industrie – Tribunal de la concurrence	45b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>150 000 \$ du crédit 1 (Industrie)</b> pour des fonds de fonctionnement supplémentaires afin de traiter des causes.

## Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Industrie – Conseil national de recherches du Canada	60b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>28 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale)</b> pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.
Justice – Bureau du directeur des poursuites pénales	35b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>6 342 521 \$ du crédit 1 (Justice)</b> pour les poursuites en matière de crimes liés aux drogues et à la lutte antiterroriste ( <b>5 100 000 \$</b> ), et pour appuyer la nomination de coordonnateurs des témoins de la Couronne dans le cadre des initiatives pour les victimes d'actes criminels afin de fournir un soutien judiciaire aux victimes et témoins dans les territoires ( <b>1 242 521 \$</b> ); et de <b>223 000 \$ du crédit 1 (Transports)</b> pour des initiatives de sécurité publique liées à la coordination de l'analyse juridique des initiatives de sûreté maritime.
Patrimoine canadien – Ministère	5b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>200 000 \$ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences)</b> pour promouvoir la participation active des jeunes leaders canadiens partout au Canada (Action Canada).
Pêches et Océans	1b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>62 500 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien)</b> pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle).
Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère	5b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>80 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien)</b> pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle).
Ressources naturelles – Ministère	1b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>1 500 000 \$ du crédit 30 (Ressources naturelles)</b> pour atténuer les coûts liés aux consultations publiques au sujet de projets énergétiques; et de <b>271 834 \$ du crédit 1 (Environnement)</b> pour appuyer la participation du ministère au Partenariat Asie-Pacifique sur le développement propre et le climat.

## Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Santé – Ministère	1b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>295 500 \$ du crédit 35 (Santé)</b> pour appuyer la bibliothèque de santé publique, faisant partie du Réseau de bibliothèques scientifiques, qui fournit de l'information et des services de documentation pour soutenir les activités de recherche et de réglementation ( <b>258 000 \$</b> ); et pour appuyer les activités de collaboration avec la société Partenariat canadien contre le cancer ( <b>37 500 \$</b> ).
Santé – Ministère	5b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>89 998 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien)</b> pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle).
Santé – Agence de la santé publique du Canada	40b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>35 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien)</b> pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle).
Sécurité publique et Protection civile – Gendarmerie royale du Canada	45b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>5 500 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile)</b> pour les services de police communautaire des Premières nations; et de <b>184 900 \$ du crédit 1 (Transports)</b> pour des initiatives de sécurité publique liées au financement de la technologie des communications communes (radio) nécessaire à l'Équipe intégrée d'application de la loi de Prince Rupert et un système intégré de sûreté maritime de l'Arctique.
Sécurité publique et Protection civile – Gendarmerie royale du Canada	50b	Pour autoriser le virement au présent crédit de <b>880 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale)</b> pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire; et de <b>165 000 \$ du crédit 1 (Transports)</b> pour des initiatives de sécurité publique liées au financement de la technologie des communications communes (radio) nécessaire à l'Équipe intégrée d'application de la loi de Prince Rupert et un système intégré de sûreté maritime de l'Arctique.

## Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

### 4. La modification de l'autorisation intégrée au libellé d'un crédit

Organisation	N° du crédit	Explication
Agriculture et Agroalimentaire – Ministère	12b	Pour radier jusqu'à concurrence de 500 000 \$ le prélèvement prévu devant être utilisé par le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel à compter du 31 mars 2008.
Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère	7b	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada les sommes de <b>364 080 \$</b> en capital et de <b>43 270 \$</b> en intérêt pour 15 473 comptes de prêts aux étudiants financés directement et intégrés pour la période de février 2005 à novembre 2006 et pour 32 575 petits soldes débiteurs aux fournisseurs de services pour la période de novembre 2004 à novembre 2006.
Ressources humaines et Développement des compétences – Société canadienne d'hypothèques et de logement	16b	Porter de <b>350 000 000 000</b> à <b>450 000 000 000 \$</b> le plafond du montant total impayé et assuré de tous les prêts assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de l'alinéa 11b) de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> .

# AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour			
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits				
<b>Ministère</b>							
1b	Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : la prestation de services aux Centres canadiens des affaires, aux Centres canadiens d'éducation; des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 500 000 \$ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international), de 1 000 000 \$ du crédit 15 (Affaires étrangères et Commerce international), de 227 800 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 145 000 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile), de 123 300 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) et de 29 700 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....			1 219 742 807	(12 063 640)	1	1 207 679 168

# AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
5b Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 932 600 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international), de 153 500 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 61 000 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile), de 45 100 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) et de 25 700 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	182 385 420	10 217 900	13 617 400	206 220 720
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du <i>Partenariat mondial du G8</i> ), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique; dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, des versements en espèces ou en des produits, des services, de l'équipement ou des technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme de la sécurité humaine et du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix, des versements en espèces ou en des produits, des services, de l'équipement ou des technologies fournis aux fins de la paix globale et l'aide à la sécurité; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2006 – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 100 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international), de 477 000 \$ du crédit 10 (Environnement) et de 100 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	778 981 339	3 177 000	1	782 158 340
12a Pour augmenter, en vertu du paragraphe 10(3.1) de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> , la dette éventuelle de la Société dont il est question à l'alinéa 10(3)b) de cette loi de 27 000 000 000 \$ à 30 000 000 000 \$ .....	1	.....	.....	1
(L) Ministre des Affaires étrangères et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique – Traitement et allocation pour automobile .	74 522	.....	.....	74 522
(L) Ministre du Commerce international – Traitement et allocation pour automobile .....	74 522	.....	.....	74 522

# AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	77 236 000	.....	.....	77 236 000
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> .....	250 000	.....	.....	250 000
(L) Fonds renouvelable du Bureau des passeports.....	(6 078 000)	.....	.....	(6 078 000)
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays .....	6 600 000	.....	.....	6 600 000
Total des dépenses budgétaires.....	2 259 266 611	<b>1 331 260</b>	<b>13 617 402</b>	2 274 215 273
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (non budgétaire).....	679 000 000	.....	.....	679 000 000
Total des dépenses non budgétaires.....	679 000 000	.....	.....	679 000 000
Total du Ministère.....	2 938 266 611	<b>1 331 260</b>	<b>13 617 402</b>	2 953 215 273
<b>Corporation commerciale canadienne</b>				
15b Dépenses du Programme.....	16 182 000	<b>(1 000 000)</b>	.....	15 182 000
Total de l'organisme .....	16 182 000	<b>(1 000 000)</b>	.....	15 182 000
<b>Agence canadienne de développement international</b>				
20b Dépenses de fonctionnement et autorisation :				
a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition;				
b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement et des pays en transition, conformément au <i>Règlement sur l'assistance technique</i> , pris par le décret C.P. 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DORS/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne :				
i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,				
ii) le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,				
iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition – Pour autoriser le virement au présent crédit de 480 408 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	222 701 652	<b>464 581</b>	<b>1</b>	223 166 234

# AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
25b Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services .....	2 522 403 838	(5 280 408)	1	2 517 123 431
(L) Ministre de la Coopération internationale – Traitement et allocation pour automobile .....	74 522	.....	.....	74 522
(L) Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i> .....	301 846 063	.....	.....	301 846 063
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	25 009 000	.....	.....	25 009 000
Total des dépenses budgétaires .....	3 072 035 075	(4 815 827)	2	3 067 219 250
L30 Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 215 032 000 \$, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales .....	1	.....	.....	1
L35 Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 1 000 000 \$, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de souscriptions au capital des institutions financières internationales .....	1	.....	.....	1
L40a Contributions en termes d'investissements en accord avec la partie 3 de la <i>Loi sur le fonds canadien pour l'Afrique</i> .....	45 583 333	.....	.....	45 583 333
(L) Paiements aux institutions financières internationales – Souscriptions au capital (non budgétaire) .....	3 643 000	.....	.....	3 643 000
Total des dépenses non budgétaires .....	49 226 335	.....	.....	49 226 335
Total de l'organisme .....	3 121 261 410	(4 815 827)	2	3 116 445 585
<b>Centre de recherches pour le développement international</b>				
45b Versements au Centre de recherches pour le développement international – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 800 000 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	150 441 000	4 800 000	1	155 241 001
Total de l'organisme .....	150 441 000	4 800 000	1	155 241 001
<b>Commission mixte internationale</b>				
50a Dépenses du Programme .....	6 697 000	.....	.....	6 697 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	523 000	.....	.....	523 000
Total de l'organisme .....	7 220 000	.....	.....	7 220 000

# AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne</b>				
55 Dépenses du Programme.....	2 802 000	.....	.....	2 802 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	199 000	.....	.....	199 000
Total de l'organisme .....	3 001 000	.....	.....	3 001 000
Total du portefeuille.....	6 236 372 021	<b>315 433</b>	<b>13 617 405</b>	6 250 304 859

# AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires étrangères et Commerce international demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers à l'étranger.....	.....	24 000	.....	24 000
Fonds pour les contributions afin d'appuyer les programmes environnementaux internationaux pour respecter l'engagement du Canada à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques effectué dans le cadre de la onzième séance de la Conférence des parties ( <i>poste horizontal</i> ) .....	.....	.....	3 100	3 100
Montant compensatoire pour les rajustements au calcul du taux de change de l'année précédente .....	748	.....	.....	748
Fonds pour mettre en œuvre la Directive du Cabinet sur la rationalisation de la réglementation en renforçant la capacité de coordination de la réglementation.....	59	.....	.....	59
Montant brut des crédits à adopter	807	24 000	3 100	27 907
<b>Fonds disponibles</b>				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	807	450	.....	1 257
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit .....	.....	9 933	3 100	13 033
Total des fonds disponibles	807	10 383	3 100	14 290
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>.....</b>	<b>13 617</b>	<b>.....</b>	<b>13 617</b>
<b>Transferts</b>				
Transfert de Corporation commerciale canadienne – Pour attribuer la part de la Corporation aux réductions du Comité d'examen des dépenses du ministère .....	1 000	.....	.....	1 000
Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada (381 \$), de la Gendarmerie royale du Canada (206 \$), de Citoyenneté et Immigration (168 \$) et de la Défense nationale (55 \$) – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger .....	526	285	.....	811
Transfert d'Environnement – Pour la part d'Environnement au paiement de la contribution établie dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et du Protocole de Kyoto .....	.....	.....	477	477
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour une contribution conjointe à la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD) et pour fournir aux organisations hémisphériques d'application de la loi des techniques d'enquêtes spécialisées relativement à d'importantes affaires de drogues .....	.....	.....	100	100
Réaffectation des ressources à l'interne – Économies liées au programme de contributions ayant trait aux relations universitaires en raison d'une baisse des études canadiennes en Europe qui serviront à compenser les réductions du Comité d'examen des dépenses apportées aux dépenses de fonctionnement .....	500	.....	(500)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis .....	(13 033)	9 933	3 100	.....

# AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert à Anciens Combattants – Rajustements des coûts fournis auparavant afin de soutenir le personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger.....	(37)	.....	.....	(37)
Transfert à Citoyenneté et Immigration – Pour assumer les frais liés à l'augmentation des demandes provenant de participants étrangers dans le cadre du programme international pour les jeunes .....	(1 020)	.....	.....	(1 020)
<b>Total des transferts</b>	<b>(12 064)</b>	<b>10 218</b>	<b>3 177</b>	<b>1 331</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>(12 064)</b>	<b>23 835</b>	<b>3 177</b>	<b>14 948</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 5** : Des fonds autorisés totalisant 10 382 600 \$ sont disponibles : 450 000 \$ à même le crédit en raison d'une diminution des besoins liés au report des dépenses en capital pour l'ambassade à Baghdad et 9 932 600 \$ du crédit 1 en raison de la diminution des besoins liés au report des dépenses de fonctionnement pour la tenue du XII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie et en raison de gains sur devises résultant de l'appréciation du dollar canadien par rapport aux monnaies locales acquises pour être utilisées dans des missions à l'étranger.

**Crédit 10** : Des fonds autorisés totalisant 3 100 000 \$ sont disponibles du crédit 1 en raison d'une diminution des besoins liés au report des dépenses de fonctionnement pour la tenue du XII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie et en raison de gains sur devises résultant de l'appréciation du dollar canadien par rapport aux monnaies locales acquises pour être utilisées dans des missions à l'étranger.

### Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
<b>Contributions</b>		
<i>Sécurité internationale</i>		
Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues .....	100 000	.....
Accords environnementaux internationaux.....	477 000	.....
Contributions à l'appui des programmes environnementaux internationaux .....	3 100 000	.....
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>3 677 000</b>	<b>.....</b>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit .....</i>	<i>500 000</i>	<i>.....</i>
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	<b>3 177 000</b>	<b>.....</b>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

## Corporation commerciale canadienne

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Corporation commerciale canadienne – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

#### Transferts

**Crédit 15**

Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour attribuer la part de la Corporation aux réductions du Comité d'examen des dépenses du ministère .....	<b>(1 000)</b>
--	----------------

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## Agence canadienne de développement international

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne de développement international demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 20</b>	<b>Crédit 25</b>	<b>Total</b>
Fonds destinés à des subventions supplémentaires à des organisations internationales pour l'aide au développement, les programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie ainsi que l'assistance humanitaire internationale .....	.....	210 500	210 500
Fonds pour les contributions afin d'appuyer les programmes environnementaux internationaux pour respecter l'engagement du Canada à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques effectué dans le cadre de la onzième séance de la Conférence des parties ( <i>poste horizontal</i> ).....	.....	7 500	7 500
Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i> .....	1 427	.....	1 427
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions ( <i>poste horizontal</i> ).....	453	.....	453
Montant brut des crédits à adopter	<u>1 880</u>	<u>218 000</u>	<u>219 880</u>
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 400	218 000	219 400
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	480	.....	480
Total des fonds disponibles	<u>1 880</u>	<u>218 000</u>	<u>219 880</u>
<b>Total des crédits à adopter</b>	<u>.....</u>	<u>.....</u>	<u>.....</u>
<b>Transferts</b>			
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis .....	480	(480)	.....
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires .....	(16)	.....	(16)
Transfert au Centre de recherches pour le développement international – Pour mener des recherches sur la santé et l'environnement en Amérique latine dans les domaines de la prévention de la fièvre dengue et de la dynamique entre la pauvreté et l'environnement .....	.....	(4 800)	(4 800)
<b>Total des transferts</b>	<u>464</u>	<u>(5 280)</u>	<u>(4 816)</u>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<u>464</u>	<u>(5 280)</u>	<u>(4 816)</u>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

## Agence canadienne de développement international

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 20** : Des fonds autorisés totalisant 1 880 408 \$ sont disponibles : 1 400 000 \$ à même le crédit et 480 408 \$ du crédit 25 en raison d'une diminution des besoins liés au report des dépenses de fonctionnement pour le Fonds canadien pour l'Afrique.

**Crédit 25** : Des fonds autorisés de totalisant 218 000 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une conversion des contributions en subventions liées à l'aide internationale.

<u>Paielements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Les états fragiles et les états éprouvant des crises humanitaires</i>		
Mise en œuvre de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie par l'entremise des institutions internationales œuvrant dans les domaines du développement, de la recherche et de la nutrition, des organisations non gouvernementales canadiennes, internationales et locales, du Centre de recherches pour le développement international, des pays en développement, ainsi que des institutions, organisations et organismes de ces pays au profit de bénéficiaires dans des pays en développement.....	137 000 000	.....
<i>Institutions</i>		
Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales.....	81 000 000	.....
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>218 000 000</b>	<b>.....</b>
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i> .....	218 480 408	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i> .....	4 800 000	.....
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	<b>(5 280 408)</b>	<b>.....</b>

## Centre de recherches pour le développement international

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Centre de recherches pour le développement international demande des fonds pour les postes suivants :

<u>Transferts</u>	<u>Crédit 45</u>
Transfert de l'Agence canadienne de développement international – Pour mener des recherches sur la santé et l'environnement en Amérique latine dans les domaines de la prévention de la fièvre dengue et de la dynamique entre la pauvreté et l'environnement.....	4 800

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Ministère</b>				
1b	Dépenses de fonctionnement et			
	a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;			
	b) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel;			
	c) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil;			
	d) et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 202 260 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux), de 33 600 \$ du crédit 1 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien), de 28 312 \$ du crédit 1 (Agence de promotion économique du Canada atlantique) et de 10 828 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....			
	673 319 244	(645 000)	10 126 147	682 800 391
5b	Dépenses en capital et			
	a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;			
	b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux, pour des routes et ouvrages connexes.....			
	22 135 000	(20 925 000)	.....	1 210 000

# AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 925 000 \$ du crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de 1 285 000 \$ du crédit 25 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de 155 652 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de 30 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 137 700 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	5 461 013 332	<b>22 303 352</b>	<b>858 021 259</b>	6 341 337 943
15a Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le service aérien omnibus de colis destinés au Nord.....	47 600 000	.....	.....	47 600 000
20a Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Dépenses de fonctionnement .....	9 578 106	.....	.....	9 578 106
25b Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions.....	28 533 751	<b>(1 285 000)</b>	.....	27 248 751
(L) Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien – Traitement et allocation pour automobile.....	74 522	.....	.....	74 522
(L) Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington.....	15 000	.....	.....	15 000
(L) Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique.....	2 000 000	.....	.....	2 000 000
(L) Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités.....	1 400 000	.....	.....	1 400 000
(L) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales .....	116 128 888	.....	.....	116 128 888
(L) Subvention au gouvernement du Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la <i>Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador</i> .....	17 987 000	.....	.....	17 987 000
(L) Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources.....	1 472 000	.....	.....	1 472 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	60 252 000	.....	.....	60 252 000
Total des dépenses budgétaires.....	6 441 508 843	<b>(551 648)</b>	<b>868 147 406</b>	7 309 104 601

# AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
L30 Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherche, d'élaboration et de négociation concernant les revendications .....	39 103 000	.....	.....	39 103 000
L35 Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique .....	35 400 000	.....	.....	35 400 000
Total des dépenses non budgétaires .....	74 503 000	.....	.....	74 503 000
Total du Ministère .....	6 516 011 843	<b>(551 648)</b>	<b>868 147 406</b>	7 383 607 601
<b>Commission canadienne des affaires polaires</b>				
40 Dépenses du Programme et contributions .....	913 000	.....	.....	913 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	71 000	.....	.....	71 000
Total de l'organisme .....	984 000	.....	.....	984 000
<b>Institut de la statistique des Premières nations</b>				
45 Paiements versés à l'Institut de la statistique des Premières nations pour les dépenses de fonctionnement .....	4 888 000	.....	.....	4 888 000
Total de l'organisme .....	4 888 000	.....	.....	4 888 000
<b>Commission des revendications particulières des Indiens</b>				
50 Dépenses du Programme .....	6 136 000	.....	.....	6 136 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	597 000	.....	.....	597 000
Total de l'organisme .....	6 733 000	.....	.....	6 733 000
<b>Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones</b>				
55b Dépenses de fonctionnement .....	453 512 000	.....	<b>(4 477 549)</b>	449 034 451
60a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	159 000 000	.....	.....	159 000 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	9 770 000	.....	.....	9 770 000
Total de l'organisme .....	622 282 000	.....	<b>(4 477 549)</b>	617 804 451
Total du portefeuille .....	7 150 898 843	<b>(551 648)</b>	<b>863 669 857</b>	8 014 017 052

# AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires indiennes et du Nord canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 25	Total
Paiements aux Cris du Québec pour régler les questions de mise en œuvre afférentes à la Convention de la Baie-James et du Nord québécois et les litiges connexes.....	.....	.....	1 097 000	.....	1 097 000
Fonds pour répondre aux demandes hors du commun et aux coûts connexes d'évacuation en cas de feu et d'inondation et pour faire face aux coûts élevés du carburant dans les communautés des Premières nations qui utilisent des centrales au diesel.....	894	.....	49 414	.....	50 308
Financement pour règlements extrajudiciaires .....	29 802	.....	1 125	.....	30 927
Fonds supplémentaires pour satisfaire les besoins pressants d'éducation, de salubrité et de sûreté des communautés indiennes de Kashechewan et de Pikangikum en fournissant les équipements d'éducation et l'infrastructure appropriés de prévention des inondations.....	.....	.....	19 473	.....	19 473
Financement aux institutions gouvernementales afin de mettre en œuvre l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut et de répondre à la charge de travail supplémentaire qu'entraîne l'intensification de l'exploitation des terres et des ressources au Nunavut.....	.....	.....	2 352	.....	2 352
Financement pour le développement des modifications à la <i>Loi sur le pétrole et le gaz des terres indiennes et à son règlement</i> et pour appuyer les activités de modernisation à Pétrole et gaz des Indiens du Canada.....	1 560	.....	770	.....	2 330
Montant brut des crédits à adopter	32 256	.....	1 170 134	.....	1 202 390
<b>Fonds disponibles</b>					
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	22 129	.....	295 153	.....	317 282
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit .....	.....	.....	16 960	.....	16 960
Total des fonds disponibles	22 129	.....	312 113	.....	334 242
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>10 127</b>	<b>.....</b>	<b>858 021</b>	<b>.....</b>	<b>868 148</b>
<b>Transferts</b>					
Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour assurer une élaboration et une prestation plus efficaces, souples et intégrées des programmes et des services fédéraux dans les régions grâce aux conseils régionaux fédéraux (Conseil fédéral du Nunavut) .....	191	.....	.....	.....	191
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) ( <i>poste horizontal</i> ).....	.....	.....	156	.....	156
Transfert de la Défense nationale – Pour couvrir les dépenses encourues en soutien du Programme des munitions explosives non explosées et des anciens sites.....	.....	.....	138	.....	138

# AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 25	Total
Transfert de Diversification de l'économie de l'Ouest canadien (34 \$), de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (28 \$), de Travaux publics et Services gouvernementaux (11 \$) et de Ressources humaines et Développement social (11 \$) – Pour appuyer le Conseil fédéral du Yukon.....	84	.....	.....	.....	84
Transfert de Patrimoine canadien – Pour appuyer le concours des Lauriers de la PME (petites et moyennes entreprises) qui permet de reconnaître les petites et moyennes entreprises établies dans des collectivités francophones à l'extérieur du Québec qui visent l'excellence sur les marchés régionaux, provinciaux/territoriaux, nationaux ou internationaux .....	.....	.....	30	.....	30
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour des paiements aux Indiens, aux Inuits et aux Innus devant servir à fournir des services publiques et de l'entretien dans le domaine des immobilisations.....	.....	(5 250)	5 250	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis...	.....	(15 675)	16 960	(1 285)	.....
Transfert à l'Agence Parcs Canada – Pour soutenir l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux...	.....	.....	(230)	.....	(230)
Transfert à Environnement – Pour appuyer les activités de recherche entourant l'Année polaire internationale .....	(920)	.....	.....	.....	(920)
<b>Total des transferts</b>	<b>(645)</b>	<b>(20 925)</b>	<b>22 304</b>	<b>(1 285)</b>	<b>(551)</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>9 482</b>	<b>(20 925)</b>	<b>880 325</b>	<b>(1 285)</b>	<b>867 597</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 22 129 360 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du retard dans les travaux relatifs aux sites contaminés fédéraux à cause des conditions climatiques défavorables (12 000 000 \$); du retard dans le lancement de l'Année polaire internationale (5 000 000 \$); du retard dans la mise en œuvre et le processus d'approvisionnement liés au projet du Certificat du statut d'Indien, en raison d'exigences accrues en matière de sécurité (3 251 360 \$); de négociations des revendications qui n'ont toujours pas permis de conclure une entente finale ou d'autres exigences connexes, y compris le retard de l'adoption de la loi requise (1 163 000 \$); ainsi que du retard dans les audiences publiques portant sur le projet gazier Mackenzie (715 000 \$).

**Crédit 10** : Des fonds autorisés totalisant 312 112 536 \$ sont disponibles : 295 152 536 \$ à même le crédit en raison de négociations des revendications qui n'ont toujours pas permis de conclure une entente finale ou d'autres exigences connexes, y compris le retard de l'adoption de la loi requise (283 933 536 \$); du retard dans les travaux relatifs aux sites contaminés fédéraux et aux infrastructures communautaires à cause des conditions climatiques défavorables (4 774 000 \$), du retard dans le lancement de l'Année polaire internationale (3 500 000 \$), du retard dans les audiences publiques portant sur le projet gazier Mackenzie (1 765 000 \$) et du retard dans l'approbation et la progression des projets liés au développement économique du Nord (1 180 000 \$); 15 675 000 \$ du crédit 5 en raison d'une diminution des besoins liés à l'acquisition d'immobilisations, et 1 285 000 \$ du crédit 25 en raison des délais liés au renouvellement de la Stratégie pour les Autochtones.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

## Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<b><u>Subventions</u></b>		
<i>Règlements des revendications</i>		
Versement aux Cris du Québec pour régler les questions découlant de la mise en œuvre de Convention de la Baie James et du Nord québécois .....	<b>1 097 000 000</b>	.....
<b>Montant total brut des subventions</b>	<b>1 097 000 000</b>	.....
<b><u>Contributions</u></b>		
<i>Gouvernance et institutions gouvernementales</i>		
Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en œuvre pour la mise en œuvre d'ententes sur les revendications territoriales globales .....	<b>2 352 095</b>	.....
<i>Relations de coopération</i>		
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques.....	<b>770 000</b>	.....
<i>Administration fédérale responsable</i>		
Contributions pour appuyer la gestion des urgences dans le cadre des activités dans les réserves .....	25 086 000	.....
Contributions versées aux Premières nations pour la gestion de sites contaminés .....	137 700	.....
	<b>25 223 700</b>	.....
<i>Terres et ressources du Nord</i>		
Contribution pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord.....	<b>1 125 000</b>	.....
<i>Infrastructure communautaire</i>		
Paievements aux Indiens, aux Inuits et aux Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines des immobilisations et de l'entretien.....	<b>49 050 700</b>	.....
<i>Économie du Nord</i>		
Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada .....	<b>185 652</b>	.....
<b>Montant total brut des contributions</b>	<b>78 707 147</b>	.....
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>1 175 707 147</b>	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit .....</i>	295 152 536	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit .....</i>	230 000	.....
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	<b>880 324 611</b>	.....

**AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN**  
**Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones**

**Explication du besoin (en milliers de dollars)**

Le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 55</b>
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions ( <i>poste horizontal</i> ).....	181
Fonds pour les rajustements liés aux conventions collectives .....	20
Montant brut des crédits à adopter	201
<b>Fonds disponibles</b>	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	4 679
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>(4 478)</b>

**Explication des fonds disponibles (dollars)**

**Crédit 55** : Des fonds autorisés totalisant 4 679 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies approuvées par le Comité d'examen des dépenses.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an .....	44 434 077	.....	.....	44 434 077
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 125 000 \$ du crédit 10 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> ....	350 042 000	<b>(220 000)</b>	<b>1</b>	349 822 001
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	5 501 000	.....	.....	5 501 000
Total du portefeuille.....	399 977 077	<b>(220 000)</b>	<b>1</b>	399 757 078

# AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

---

## Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Transferts</b>	<u>Crédit 5</u>
Transfert de Ressources naturelles – Pour appuyer l'Institut du Chrysotile dans le but de favoriser l'implantation à l'échelle internationale de l'utilisation sécuritaire et responsable du chrysotile .....	125
Transfert à l'Agence Parcs Canada – Pour appuyer le projet de mise en valeur des phares de la Petite Île au Marteau et de l'Île aux Perroquets dans la Réserve de parc national du Canada de l'Archipel-de-Mingan.....	(345)
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>(220)</b>

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<b>Contributions</b>		
<i>Positionnement concurrentiel des régions</i>		
Contributions en vertu du Programme de croissance des entreprises et des régions.....	125 000	.....
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>125 000</b>	<b>.....</b>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit .....</i>	345 000	.....
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	<b>(220 000)</b>	<b>.....</b>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Ministère</b>				
1b Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an .....	81 976 197	(28 312)	.....	81 947 885
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 \$ du crédit 1 (Transports) et de 50 000 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	279 041 000	100 000	1	279 141 001
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	8 045 000	.....	.....	8 045 000
Total du Ministère.....	369 062 197	71 688	1	369 133 886
<b>Société d'expansion du Cap-Breton</b>				
10 Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton</i> .....	8 650 000	.....	.....	8 650 000
Total de l'organisme .....	8 650 000	.....	.....	8 650 000
Total du portefeuille.....	377 712 197	71 688	1	377 783 886

# AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de promotion économique du Canada atlantique demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Transferts</b>	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Total</b>
Transfert de Pêches et Océans – Pour appuyer l'initiative de recherche sur le développement économique des peuples autochtones de la région de l'Atlantique..	.....	50	50
Transfert de Transports – Pour appuyer l'étude technique de l'Association du port de Digby .....	.....	50	50
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour appuyer le Conseil fédéral du Yukon.....	(28)	.....	(28)
<b>Total des transferts</b>	<b>(28)</b>	<b>100</b>	<b>72</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>(28)</b>	<b>100</b>	<b>72</b>

### Paiements de transfert (dollars)

	<b>Crédit</b>	<b>Législatif</b>
<b>Contributions</b>		
<i>Favoriser le développement des institutions et des entreprises, particulièrement celles de petite et moyenne taille</i>		
Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises Programmes habituels.....	<b>50 000</b>	.....
<i>Favoriser le développement économique des collectivités de la région de l'Atlantique</i>		
Contribution pour le Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités .....	<b>50 000</b>	.....
<b>Total des paiements de transfert</b>	<b>100 000</b>	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# AGENCE DU REVENU DU CANADA

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1b Dépenses du Programme et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 \$ du crédit 1 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	3 086 854 737	<b>(100 000)</b>	<b>1</b>	3 086 754 738
(L) Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile .....	74 522	.....	.....	74 522
(L) Dépense des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i> .....	143 637 000	.....	.....	143 637 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	402 675 000	.....	.....	402 675 000
(L) Versements d'allocations spéciales pour enfants.....	205 000 000	.....	.....	205 000 000
(L) Paiements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .....	21 032 000	.....	.....	21 032 000
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur les mesures d'aide liées au coût de l'énergie</i> .....	.....	.....	<b>3 000 000</b>	3 000 000
(L) Paiements aux provinces en vertu de la <i>Loi sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre</i> .....	.....	.....	<b>437 000 000</b>	437 000 000
Total de l'organisme .....	3 859 273 259	<b>(100 000)</b>	<b>440 000 001</b>	4 299 173 260
Total du portefeuille.....	3 859 273 259	<b>(100 000)</b>	<b>440 000 001</b>	4 299 173 260

Nota : La rubrique « Autorisations à ce jour » de l'Agence du revenu du Canada comprend un montant de 167 724 230 \$ au crédit 1 qui a été voté en 2006-2007 et qui sera dépensé en 2007-2008.

# AGENCE DU REVENU DU CANADA

## Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence du revenu du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

	<u>Crédit 1</u>	<u>Législatif</u>	<u>Total</u>
<b>Crédits à adopter</b>			
Fonds pour la définition, la transition et le maintien des responsabilités qu'assume l'Agence concernant l'administration de l'impôt sur le revenu des sociétés pour l'Ontario.....	21 531	.....	21 531
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale ( <i>poste horizontal</i> ).....	550	.....	550
Montant brut des crédits à adopter	<u>22 081</u>	<u>.....</u>	<u>22 081</u>
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	22 081	.....	22 081
<b>Total des crédits à adopter</b>	<u>.....</u>	<u>.....</u>	<u>.....</u>
<b>Crédits législatifs</b>			
Paiements aux provinces en vertu de la <i>Loi sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre</i> .....	.....	437 000	437 000
Paiements en vertu de la <i>Loi sur les mesures d'aide liées au coût de l'énergie</i> .....	.....	3 000	3 000
<b>Total des crédits législatifs</b>	<u>.....</u>	<u>440 000</u>	<u>440 000</u>
<b>Total des rajustements des crédits</b>			<b>440 000</b>
<b>Transferts</b>			
Transfert de Diversification de l'économie de l'ouest canadien – Pour appuyer les responsabilités liées au bureau régional du ministre en Saskatchewan.....	100	.....	100
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires.....	(200)	.....	(200)
<b>Total des transferts</b>	<u>(100)</u>	<u>.....</u>	<u>(100)</u>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>(100)</b>	<b>.....</b>	<b>439 900</b>

## Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 22 081 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de retards dans l'approbation des modifications législatives proposées relatives à l'Initiative sur les fiducies à l'étranger et les entités de placement étrangères.

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<b>Autres paiements de transfert</b>		
<i>Aide aux contribuables et aux entreprises</i>		
(L) Paiements aux provinces en vertu de la <i>Loi sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre</i> .....	.....	437 000 000
<i>Programmes de prestations</i>		
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur les mesures d'aide liées au coût de l'énergie</i> .....	.....	3 000 000
<b>Total des paiements de transfert</b>	<u>.....</u>	<u>440 000 000</u>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
<b>Ministère</b>					
1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 43 620 457 \$ du crédit 10 (Agriculture et Agroalimentaire) et de 175 000 \$ du crédit 1 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	633 542 850	43 631 457	1	677 174 308
5b	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 174 489 \$ du crédit 10 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	50 600 157	2 174 489	1	52 774 647
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 550 000 \$ du crédit 10 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> ....	695 215 185	(45 244 946)	1	649 970 240
12b	Pour radier jusqu'à concurrence de 500 000 \$ le prélèvement prévu devant être utilisé par le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel à compter du 31 mars 2008.....	.....	.....	1	1
15	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, à garantir le paiement d'un montant ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 1 500 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme des avances de crédit printanières et de 1 500 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme d'avances printanières bonifié. ...	1	.....	.....	1

# AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
20 Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, de garantir le paiement des montants ne dépassant pas en totalité et en tout temps la somme de 140 000 000 \$ payable à l'égard des Accords de ligne de crédit à être engagés par la Société du crédit agricole pour les besoins du Programme national renouvelé (2003) sur l'éthanol de la biomasse .....	1	.....	.....	1
(L) Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> .....	200 000	.....	.....	200 000
(L) Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association.....	5 000 000	.....	<b>2 000 000</b>	7 000 000
(L) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture – Programme canadien de stabilisation du revenu agricole.....	570 520 000	.....	<b>37 000 000</b>	607 520 000
(L) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture – Assurance-production.	406 970 000	.....	.....	406 970 000
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> .....	138 732 000	.....	.....	138 732 000
(L) Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i> .....	4 000 000	.....	.....	4 000 000
(L) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture – Projets de politiques agricoles .....	4 180 000	.....	.....	4 180 000
(L) Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire – Traitement et allocation pour automobile .....	74 522	.....	.....	74 522
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	74 344 000	.....	.....	74 344 000
(L) Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel .....	.....	.....	.....	.....
(L) Paiements de subventions pour le Programme d'aide en cas de catastrophe causée par le nématode doré .....	450 000	.....	.....	450 000
(L) Subventions et contributions à l'appui de l'Indemnité pour coûts de production.....	401 000 000	.....	.....	401 000 000
(L) Paiements de subventions pour le Programme d'aide aux éleveurs de bétail victimes de la sécheresse.....	30 000 000	.....	.....	30 000 000
(L) Subventions et contributions pour le Programme de démarrage d'Agri-investissement .....	.....	.....	<b>561 100 000</b>	561 100 000
(L) Paiements de contribution pour le Programme Agri-investissement .....	.....	.....	<b>1 670 000</b>	1 670 000
(L) Paiements de subventions pour le Programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance.....	.....	.....	<b>62 650 000</b>	62 650 000
Total du Ministère.....	3 014 828 716	<b>561 000</b>	<b>664 420 004</b>	3 679 809 720
<b>Commission canadienne du lait</b>				
25 Dépenses du Programme.....	3 595 000	.....	.....	3 595 000
Total de l'organisme .....	3 595 000	.....	.....	3 595 000

# AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Agence canadienne d'inspection des aliments</b>				
30b	Dépenses de fonctionnement et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 586 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....			
	517 696 288	<b>558 500</b>	<b>17 241 667</b>	535 496 455
35	Dépenses en capital.....			
	19 735 000	.....	.....	19 735 000
(L)	Paievements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> .....			
	1 500 000	.....	.....	1 500 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....			
	71 129 000	.....	.....	71 129 000
	Total de l'organisme .....	<b>558 500</b>	<b>17 241 667</b>	627 860 455
<b>Commission canadienne des grains</b>				
40a	Dépenses du Programme.....			
	38 240 000	.....	.....	38 240 000
(L)	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains.....			
	(127 000)	.....	.....	(127 000)
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....			
	3 919 000	.....	.....	3 919 000
	Total de l'organisme .....	.....	.....	42 032 000
	Total du portefeuille.....	<b>1 119 500</b>	<b>681 661 671</b>	4 353 297 175

# AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Agriculture et Agroalimentaire demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 12	Total
Fonds pour mettre au point et appliquer une solution de GI-TI qui permettra à AAC d'exécuter efficacement les programmes Agri-investissement, Agri-stabilité et les autres futurs programmes de gestion des risques de l'entreprise .....	13 735	2 174	.....	.....	15 909
Fonds pour mettre en place un cadre d'intervention en cas de catastrophe qui fournit un processus coordonné permettant aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux d'intervenir rapidement en cas de catastrophes agricoles (programme Agri-relance) .....	8 358	.....	.....	.....	8 358
Fonds pour administrer un outil de gestion des risques de l'entreprise plus rapide et flexible pour contrer les baisses de revenu .....	8 102	.....	.....	.....	8 102
Fonds qui aideront les producteurs agricoles à faire la transition entre les programmes actuels de gestion des risques de l'entreprise au programme Agri-investissement .....	8 025	.....	.....	.....	8 025
Fonds consacrés à l'Indemnité pour coûts de production qui vise à aider les producteurs à faire face à la diminution de leurs revenus attribuable à l'augmentation des coûts de production depuis quatre ans .....	5 100	.....	.....	.....	5 100
Fonds pour le Programme de transition relatif aux vergers et vignobles qui aide à contrer le fardeau financier lié à la transition à d'autres variétés de plants afin d'être plus compétitifs.....	300	.....	1 371	.....	1 671
Montant brut des crédits à adopter	43 620	2 174	1 371	.....	47 165
<b>Fonds disponibles</b>					
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	.....	.....	1 371	.....	1 371
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit .....	43 620	2 174	.....	.....	45 794
Total des fonds disponibles	43 620	2 174	1 371	.....	47 165
<b>Total des crédits à adopter</b>	.....	.....	.....	.....	.....
<b>Crédits législatifs</b>					
Fonds qui aideront les producteurs agricoles à faire la transition entre les programmes actuels de gestion des risques de l'entreprise au programme Agri-investissement .....					561 100
Fonds pour mettre en place un cadre d'intervention en cas de catastrophe qui fournit un processus coordonné permettant aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux d'intervenir rapidement en cas de catastrophes agricoles (programme Agri-relance) .....					62 650
Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture – Programme canadien de stabilisation du revenu agricole .....					37 000

# AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits législatifs	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 12	Total
Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association.....					2 000
Fonds pour administrer un outil de gestion des risques de l'entreprise plus rapide et flexible pour contrer les baisses de revenu .....					1 670
<b>Total des crédits législatifs</b>					<b>664 420</b>
<b>Total des rajustements des crédits</b>					<b>664 420</b>
<b>Transferts</b>					
Transfert de Ressources naturelles – Pour appuyer la Fondation BIOCAP Canada.....	.....	.....	550	.....	550
Transfert de Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Pour appuyer les responsabilités liées au bureau régional du ministre en Saskatchewan .....	175	.....	.....	.....	175
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis...	43 620	2 174	(45 794)	.....	.....
Transfert à Sécurité publique et protection civile – Pour appuyer les nouvelles responsabilités liées au bureau régional du ministre en Colombie-Britannique .....	(164)	.....	.....	.....	(164)
<b>Total des transferts</b>	<b>43 631</b>	<b>2 174</b>	<b>(45 244)</b>	<b>.....</b>	<b>561</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>43 631</b>	<b>2 174</b>	<b>(45 244)</b>	<b>.....</b>	<b>664 981</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 43 620 457 \$ sont disponibles du crédit 10 en raison d'une diminution des besoins de contributions liés au report des activités touchant les initiatives suivantes : 9 650 000 \$ pour le Programme d'innovation pour les bioproduits agricoles; 25 161 812 \$ pour les initiatives de nouveaux débouchés pour l'agriculture; et 8 808 645 \$ pour l'Initiative pour un investissement écoagricole dans les biocarburants.

**Crédit 5** : Des fonds autorisés totalisant 2 174 489 \$ sont disponibles du crédit 10 en raison d'une diminution des besoins de contributions liés au report des activités touchant l'Initiative pour un investissement écoagricole dans les biocarburants.

**Crédit 10** : Des fonds autorisés totalisant 1 370 800 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins de contributions liés au report des activités touchant l'Initiative pour un investissement écoagricole dans les biocarburants.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

## Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<b><u>Subventions</u></b>		
<i>Gestion des risques de l'entreprise</i>		
(L) Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association .....	.....	2 000 000
(L) Paiements de subventions pour le Programme de démarrage d'Agri-investissement .....	.....	479 000 000
(L) Paiements de subventions pour le Programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance .....	.....	62 650 000
<b>Montant total brut des subventions</b>	<b>.....</b>	<b>543 650 000</b>
<b><u>Contributions</u></b>		
<i>Gestion des risques de l'entreprise</i>		
(L) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture – Programme canadien de stabilisation du revenu agricole .....	.....	37 000 000
(L) Paiements de contributions pour le Programme de démarrage Agri-investissement .....	.....	82 100 000
(L) Paiements de contributions pour le programme Agri-investissement .....	.....	1 670 000
	<b>.....</b>	<b>120 770 000</b>
<i>Innovation et renouveau</i>		
Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire – Science et innovation .....	550 000	.....
Contributions dans le cadre du Programme de transition relatif aux vergers et vignobles .....	1 370 800	.....
	<b>1 920 800</b>	<b>.....</b>
<b>Montant total brut des contributions</b>	<b>1 920 800</b>	<b>120 770 000</b>
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>1 920 800</b>	<b>664 420 000</b>
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit .....</i>	<i>1 370 800</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit .....</i>	<i>45 794 946</i>	<i>.....</i>
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	<b>(45 244 946)</b>	<b>664 420 000</b>

# AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

## Agence canadienne d'inspection des aliments

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne d'inspection des aliments demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 30</b>
Fonds pour atténuer les pressions liées au versement d'un paiement rétroactif unique pour les coûts de la reclassification des postes d'inspecteur des viandes.....	16 667
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale ( <i>poste horizontal</i> ).....	575
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>17 242</b>
<b>Transferts</b>	
Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour rembourser les fonds destinés à des activités et des programmes du ministère à d'autres installations fédérales .....	586
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour appuyer la recherche liée à la grippe aviaire .....	(13)
Transfert à Environnement – Pour appuyer une représentation accrue des Autochtones dans les carrières en science et technologie (Canadian Aboriginal Science and Technology Society) .....	(15)
<b>Total des transferts</b>	<b>558</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>17 800</b>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# ANCIENS COMBATTANTS

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1b Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer les travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. 1970, ch. V-4), afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 37 200 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	948 319 288	<b>37 200</b>	<b>3 153 000</b>	951 509 488
5b Dépenses en capital.....	23 200 000	.....	<b>3 352 000</b>	26 552 000
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor .....	2 397 619 000	.....	<b>1</b>	2 397 619 001
15b Tribunal des anciens combattants (révision et appel) – Dépenses de fonctionnement .....	9 459 000	.....	<b>120 000</b>	9 579 000
(L) Ministre des Anciens Combattants – Traitement et allocation pour automobile .....	74 522	.....	.....	74 522
(L) Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> .....	2 000	.....	.....	2 000
(L) Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> .....	10 000	.....	.....	10 000
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays.....	10 000	.....	.....	10 000
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants .....	175 000	.....	.....	175 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	39 648 000	.....	.....	39 648 000
<b>Total du portefeuille.....</b>	<b>3 418 516 810</b>	<b>37 200</b>	<b>6 625 001</b>	<b>3 425 179 011</b>

## ANCIENS COMBATTANTS

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Anciens Combattants demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Crédit 10</b>	<b>Crédit 15</b>	<b>Total</b>
Fonds pour la prestation de soins à domicile aux anciens combattants et les dispensateurs de soins principaux qualifiés, et pour les soins intermédiaires aux anciens combattants dans les établissements communautaires .....	.....	.....	15 700	.....	15 700
Fonds pour les besoins en capital pour l'Hôpital Sainte-Anne.....	.....	3 352	.....	.....	3 352
Fonds pour couvrir les frais juridiques liés au recours collectif concernant l'administration des comptes sous tutelles des anciens combattants (litige Authorson) .....	3 153	.....	.....	.....	3 153
Fonds pour l'aide en matière d'enseignement supérieur aux enfants de certains membres décédés des forces armées .....	.....	.....	1 000	.....	1 000
Fonds destinés à la Commission des sépultures de guerre du Commonwealth.....	.....	.....	652	.....	652
Fonds pour les besoins de fonctionnement supplémentaires afin de couvrir les frais de voyage et d'audience.....	.....	.....	.....	120	120
Montant brut des crédits à adopter	3 153	3 352	17 352	120	23 977
<b>Fonds disponibles</b>					
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	.....	17 352	.....	17 352
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>3 153</b>	<b>3 352</b>	<b>.....</b>	<b>120</b>	<b>6 625</b>
<b>Transferts</b>					
Transfert d'Affaires étrangères et Commerce international – Rajustement des coûts fournis auparavant afin de soutenir le personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger.....	37	.....	.....	.....	37
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>3 190</b>	<b>3 352</b>	<b>.....</b>	<b>120</b>	<b>6 662</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 10** : Des fonds autorisés totalisant 17 352 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des prévisions relatives aux besoins en matière de pensions d'invalidité.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## ANCIENS COMBATTANTS

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<b><u>Subventions</u></b>		
<i>Pensions, allocations, indemnités d'invalidité et de décès, et soutien financier</i>		
Aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés.....	<b>1 000 000</b>	.....
<i>Programmes du Souvenir</i>		
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth .....	<b>652 000</b>	.....
<b>Montant total brut des subventions</b>	<b>1 652 000</b>	.....
<b><u>Contributions</u></b>		
<i>Prestations et services de soins de santé et de réinsertion</i>		
Contributions accordées aux anciens combattants, en vertu du Programme pour l'autonomie des anciens combattants, afin de les aider à payer les coûts des services complémentaires de santé non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux.....		
	<b>15 700 000</b>	.....
<b>Montant total brut des contributions</b>	<b>15 700 000</b>	.....
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>17 352 000</b>	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit .....</i>	17 352 000	.....
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	.....	.....

# CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Ministère</b>				
1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 019 640 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....			
	414 702 262	<b>392 520</b>	<b>1</b>	415 094 783
2a	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 2 813 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada, s'élevant au total à 1 620 031 \$ relativement à des prêts versés à des immigrants aux termes de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> .....			
	1 620 031	.....	.....	1 620 031
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....			
	732 224 000	.....	.....	732 224 000
(L)	Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration – Traitement et allocation pour automobile .....			
	74 522	.....	.....	74 522
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....			
	41 439 000	.....	.....	41 439 000
	<b>1 190 059 815</b>	<b>392 520</b>	<b>1</b>	<b>1 190 452 336</b>
(L)	Prêts aux immigrants et aux réfugiés afin de faciliter l'arrivée des nouveaux venus en vertu de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> .....			
	1	.....	.....	1
	<b>1</b>	<b>.....</b>	<b>.....</b>	<b>1</b>
	<b>1 190 059 816</b>	<b>392 520</b>	<b>1</b>	<b>1 190 452 337</b>
<b>Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada</b>				
10b	Dépenses du Programme .....			
	100 322 000	<b>(1 500)</b>	.....	100 320 500
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....			
	13 426 000	.....	.....	13 426 000
	<b>113 748 000</b>	<b>(1 500)</b>	<b>.....</b>	<b>113 746 500</b>
	<b>1 303 807 816</b>	<b>391 020</b>	<b>1</b>	<b>1 304 198 837</b>

# CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

## Ministère

---

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Citoyenneté et Immigration demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Transferts</b>	<b>Crédit 1</b>
Transfert d'Affaires étrangères et Commerce international – Pour assumer les frais liés à l'augmentation des demandes provenant de participants étrangers dans le cadre du programme international pour les jeunes.....	1 020
Transfert au Conseil de recherches en sciences humaines – Pour soutenir les Centres d'excellence afin de favoriser et de financer les recherches stratégiques portant sur l'immigration, l'intégration et la diversité (projet Métropolis)....	(125)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger .....	(168)
Transfert à l'Agence des services frontaliers du Canada – Pour couvrir les coûts de la création du poste d'agent d'intégrité des mouvements migratoires à la mission d'Alger .....	(334)
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>393</b>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

---

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

<b>Transferts</b>	<b>Crédit 10</b>
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires.....	(2)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# CONSEIL DU TRÉSOR

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
<b>Secrétariat</b>					
1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 201 450 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile), de 158 400 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 30 000 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	177 946 433	<b>168 350</b>	<b>1</b>	178 114 784
2b	Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 221 500 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	200 000	<b>221 500</b>	<b>1</b>	421 501
5a	Éventualités du gouvernement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas énumérées dans le budget des dépenses et l'augmentation du montant des subventions qui y sont énumérées quand ces dépenses s'inscrivent dans le mandat légal d'une organisation gouvernementale et autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit .....	750 000 001	.....	.....	750 000 001
10a	Initiatives pangouvernementales .....	23 217 000	.....	.....	23 217 000
15b	Rajustements de la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .....	185 494 000	.....	<b>42 294 000</b>	227 788 000
20a	Assurances de la fonction publique .....	1 827 798 000	.....	.....	1 827 798 000
22a	Report du budget de fonctionnement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits en raison du report du budget de fonctionnement de l'exercice précédent .....	1 200 000 000	.....	.....	1 200 000 000

# CONSEIL DU TRÉSOR

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
23a Besoins en matière de rémunération – Sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d’autres crédits pour des besoins relatifs aux prestations parentales et de maternité, aux versements liés à la cessation de service ou d’emploi, aux rajustements apportés aux modalités de service ou d’emploi dans la fonction publique, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, qui n’ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements aux montants compensatoires.....	500 000 000	.....	.....	500 000 000
(L) Président du Conseil du Trésor – Traitement et allocation pour automobile .....	74 522	.....	.....	74 522
(L) Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés .....	20 377 000	.....	.....	20 377 000
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i> .....	20 000	.....	.....	20 000
Total du Secrétariat.....	4 685 126 956	<b>389 850</b>	<b>42 294 002</b>	4 727 810 808
<b>École de la fonction publique du Canada</b>				
25b Dépenses du Programme.....	60 281 000	<b>(6 942)</b>	.....	60 274 058
(L) Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés .....	6 309 000	.....	.....	6 309 000
(L) Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur L’École de la fonction publique du Canada</i> .....	20 000 000	.....	<b>12 000 000</b>	32 000 000
Total de l’organisme .....	86 590 000	<b>(6 942)</b>	<b>12 000 000</b>	98 583 058
<b>Commissariat à l’intégrité du secteur public</b>				
27a Dépenses du Programme.....	7 932 420	.....	.....	7 932 420
Total de l’organisme .....	7 932 420	.....	.....	7 932 420
<b>Bureau du directeur des lobbyistes</b>				
30a Dépenses du Programme.....	4 267 549	.....	.....	4 267 549
(L) Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés .....	337 000	.....	.....	337 000
Total de l’organisme .....	4 604 549	.....	.....	4 604 549

# CONSEIL DU TRÉSOR

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada</b>				
35b Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 942 \$ du crédit 25 (Conseil du Trésor), de 218 814 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 200 000 \$ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada), de 111 967 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux), de 93 475 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans), de 81 761 \$ du crédit 1 (Santé), de 56 996 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile), de 53 139 \$ du crédit 25 (Environnement), de 48 405 \$ du crédit 1 (Industrie), de 45 501 \$ du crédit 1 (Justice), de 18 263 \$ du crédit 35 (Santé), de 15 827 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international), de 10 020 \$ du crédit 45 (Patrimoine canadien) et de 1 500 \$ du crédit 10 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	83 620 309	<b>962 610</b>	<b>4 541 450</b>	89 124 369
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	8 574 000	.....	.....	8 574 000
Total de l'organisme .....	92 194 309	<b>962 610</b>	<b>4 541 450</b>	97 698 369
Total du portefeuille.....	4 876 448 234	<b>1 345 518</b>	<b>58 835 452</b>	4 936 629 204

Nota : En vertu du décret C.P. 2007-1296, la responsabilité du Bureau de gestion du changement a été transférée de Travaux publics et Services gouvernementaux au Secrétariat du Conseil du Trésor (158 400 \$).

**CONSEIL DU TRÉSOR**  
**Secrétariat**

**Explication du besoin (en milliers de dollars)**

Le Secrétariat du Conseil du Trésor demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Géré à l'échelle du ministère</b>			<b>Total</b>
	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 2</b>	<b>Crédit 15</b>	
Rajustements de la rémunération – Virements aux ministères et aux organismes pour des rajustements salariaux .....	.....	.....	42 294	42 294
<b>Transferts</b>				
Transfert de la Gendarmerie royale du Canada – Pour les coûts liés à la gestion des régimes d'assurance-vie et d'invalidité de la Gendarmerie royale du Canada.....	201	.....	.....	201
Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour le Bureau de gestion du changement .....	158	.....	.....	158
Transfert de Ressources humaines et Développement des compétences – Pour normaliser la gestion et l'authentification de l'identité des particuliers et des entreprises à l'échelle des gouvernements, afin de tenir compte de la mobilité des gens et des entreprises.....	30	.....	.....	30
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour soutenir des initiatives de recherche en matière de politiques gouvernementales dans le cadre du programme de soutien à des initiatives stratégiques et de recherche .....	(222)	222	.....	.....
<b>Total des transferts</b>	<b>167</b>	<b>222</b>	<b>.....</b>	<b>389</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>167</b>	<b>222</b>	<b>42 294</b>	<b>42 683</b>

**Paiements de transfert (dollars)**

	<b>Crédit</b>	<b>Législatif</b>
<b>Contributions</b>		
<i>Élaboration et surveillance de la politique de gestion</i>		
Initiatives de recherche en matière de politiques gouvernementales dans le cadre du programme de soutien à des initiatives stratégiques et de recherche.....	<b>221 500</b>	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# CONSEIL DU TRÉSOR

## École de la fonction publique du Canada

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'École de la fonction publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits législatifs	Crédit 25	Législatif	Total
Hausse à l'égard de la prévision des revenus disponibles dans le cadre des activités.....	.....	12 000	12 000
<b>Transferts</b>			
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires .....	(7)	.....	(7)
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>(7)</b>	<b>12 000</b>	<b>11 993</b>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 35
Fonds pour le programme de réforme de la classification du gouvernement du Canada .....	4 541
<b>Transferts</b>	
Transfert de la Défense nationale (219 \$), de l'Agence du revenu du Canada (200 \$), de Travaux publics et Service gouvernementaux (112 \$), de Pêches et Océans (93 \$), de Santé (82 \$), de la Gendarmerie royale du Canada (57 \$), de l'Agence Parcs Canada (53 \$), d'Industrie (48 \$), de Justice (46 \$), de l'Agence de la santé publique du Canada (18 \$), de l'Agence canadienne de développement international (16 \$), de Bibliothèque et Archives du Canada (10 \$), de l'École de la fonction publique du Canada (7 \$) et de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (2 \$) – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires .....	963
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>5 504</b>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# CONSEIL PRIVÉ

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
<b>Ministère</b>					
1b	Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....	128 425 342	.....	<b>1 610 000</b>	130 035 342
(L)	Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile .....	153 322	.....	.....	153 322
(L)	Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Traitement et allocation pour automobile .....	74 522	.....	.....	74 522
(L)	Leader du gouvernement au Sénat – Traitement et allocation pour automobile .....	74 522	.....	.....	74 522
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	12 839 000	.....	.....	12 839 000
	Total du Ministère.....	141 566 708	.....	<b>1 610 000</b>	143 176 708
<b>Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes</b>					
5	Dépenses du Programme.....	6 056 000	.....	.....	6 056 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	460 000	.....	.....	460 000
	Total de l'organisme .....	6 516 000	.....	.....	6 516 000
<b>Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports</b>					
10	Dépenses du Programme.....	25 415 000	.....	.....	25 415 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	3 557 000	.....	.....	3 557 000
	Total de l'organisme .....	28 972 000	.....	.....	28 972 000
<b>Directeur général des élections</b>					
15	Dépenses du Programme.....	21 766 000	.....	.....	21 766 000
(L)	Traitement du directeur général des élections .....	231 100	.....	.....	231 100
(L)	Dépenses d'élections.....	78 398 000	.....	<b>21 125 000</b>	99 523 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	4 027 000	.....	.....	4 027 000
	Total de l'organisme .....	104 422 100	.....	<b>21 125 000</b>	125 547 100
<b>Commissariat aux langues officielles</b>					
20a	Dépenses du Programme.....	17 966 729	.....	.....	17 966 729
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	2 129 000	.....	.....	2 129 000
	Total de l'organisme .....	20 095 729	.....	.....	20 095 729

# CONSEIL PRIVÉ

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
<b>Secrétariat de la Commission des nominations publiques</b>					
25	Dépenses du Programme.....	944 973	.....	.....	944 973
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	128 955	.....	.....	128 955
	Total de l'organisme .....	1 073 928	.....	.....	1 073 928
<b>Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité</b>					
30	Dépenses du Programme.....	2 620 000	.....	.....	2 620 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	296 000	.....	.....	296 000
	Total de l'organisme .....	2 916 000	.....	.....	2 916 000
	Total du portefeuille.....	305 562 465	.....	<b>22 735 000</b>	328 297 465

**CONSEIL PRIVÉ**  
**Ministère**

**Explication du besoin (en milliers de dollars)**

Le Conseil privé demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 1</b>
Financement du bureau du coordonnateur de la sécurité des Jeux olympiques de 2010 et du G8.....	810
Financement du bureau du conseiller indépendant chargé de mener un examen impartial des allégations au sujet de transactions financières entre M. Karlheinz Schreiber et le très honorable Brian Mulroney, c.p., afin de formuler des recommandations sur les paramètres opportuns d'une enquête publique .....	800
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>1 610</b>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

**Directeur général des élections**

**Explication du besoin (en milliers de dollars)**

Le Directeur général des élections demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits législatifs</b>	<b>Total</b>
Fonds pour la préparation de la 40 <sup>e</sup> élection générale, la conduite des élections partielles de septembre 2007 et l'achèvement de la 39 <sup>e</sup> élection générale tenue en janvier 2006 .....	21 125

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Législatif</b>
<b>Autres paiements de transfert</b>		
<i>Élections</i>		
(L) Remboursement des dépenses électorales aux candidats admissibles pour les élections partielles de septembre 2007 (disposition à l'égard du financement politique de la <i>Loi électorale du Canada</i> ) .....	.....	339 000

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# DÉFENSE NATIONALE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
<b>Ministère</b>					
1b	Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 28 349 121 656 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 12 302 000 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 92 231 228 \$ du crédit 5 (Défense nationale), de 1 343 000 \$ du crédit 1 (Transports), de 190 000 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile) et de 78 000 \$ du crédit 75 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> ....	13 040 660 142	<b>93 415 314</b>	<b>1</b>	13 134 075 457
5b	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 342 000 \$ du crédit 35 (Santé) de 25 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) et de 7 000 \$ du crédit 5 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	3 956 849 109	<b>(93 009 228)</b>	<b>1</b>	3 863 839 882
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, lesquelles subventions et contributions peuvent comprendre des versements en espèces ou tenir lieu de paiement accordé à un bénéficiaire, des prestations de biens ou de services ou l'utilisation d'installations, et qui peuvent également comprendre les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, de services ou de fournitures ou d'installations aux fins de défense.....	210 451 450	.....	.....	210 451 450

# DÉFENSE NATIONALE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile .....	74 522	.....	.....	74 522
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i> .....	7 020 000	.....	.....	7 020 000
(L) Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> .....	1 550 000	.....	.....	1 550 000
(L) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique ( <i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i> ) .....	90 000	.....	.....	90 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires .....	957 396 275	.....	.....	957 396 275
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	263 300 325	.....	.....	263 300 325
Total du Ministère .....	18 437 391 823	<b>406 086</b>	<b>2</b>	18 437 797 911
<b>Comité des griefs des Forces canadiennes</b>				
15 Dépenses du Programme .....	5 830 000	.....	.....	5 830 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	599 000	.....	.....	599 000
Total de l'organisme .....	6 429 000	.....	.....	6 429 000
<b>Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire</b>				
20 Dépenses du Programme .....	3 139 000	.....	.....	3 139 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	295 000	.....	.....	295 000
Total de l'organisme .....	3 434 000	.....	.....	3 434 000
Total du portefeuille .....	18 447 254 823	<b>406 086</b>	<b>2</b>	18 447 660 911

# DÉFENSE NATIONALE

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Défense nationale demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Total</b>
Augmentation des soldes et des indemnités versées aux membres des Forces canadiennes.....	88 731	.....	88 731
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale ( <i>poste horizontal</i> ).....	3 000	.....	3 000
Fonds pour la phase de définition du Projet d'aménagement à moyen terme du centre de la sécurité des télécommunications.....	500	796	1 296
Montant brut des crédits à adopter	92 231	796	93 027
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	796	796
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	92 231	.....	92 231
Total des fonds disponibles	92 231	796	93 027
<b>Total des crédits à adopter</b>	.....	.....	.....
<b>Transferts</b>			
Transfert de Transports (1 140 \$) et de la Gendarmerie royale du Canada (190 \$) – Pour des initiatives de sécurité publique liées au remboursement des fonds inutilisés pour les Centres des opérations de la sûreté maritime.....	1 323	7	1 330
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour des initiatives de sécurité publique liées au remboursement des fonds inutilisés pour l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	342	342
Transfert de Transports – Pour des initiatives de sécurité publique liées au Projet de coordination interorganisme de la sécurité portuaire.....	210	.....	210
Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Pour appuyer les chaires de recherches industrielles au Collège militaire royal du Canada.....	78	.....	78
Transfert de Pêches et Océans – Pour des fonds inutilisés liés aux investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada.....	.....	25	25
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.....	92 231	(92 231)	.....
Transfert à Environnement – Pour appuyer une représentation accrue des Autochtones dans les carrières en science et technologie (Canadian Aboriginal Science and Technology Society).....	(15)	.....	(15)
Transferts à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger.....	(55)	.....	(55)
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour couvrir les dépenses encourues en soutien du Programme des munitions explosives non explosées et des anciens sites.....	(138)	.....	(138)
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires.....	(219)	.....	(219)
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada (880 \$), à Environnement (150 \$), au Service canadien du renseignement de sécurité (94 \$) et au Conseil national de recherches du Canada (28 \$) – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	(1 152)	(1 152)
<b>Total des transferts</b>	<b>93 415</b>	<b>(93 009)</b>	<b>406</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>93 415</b>	<b>(93 009)</b>	<b>406</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés de 92 231 228 \$ sont disponibles du crédit 5 en raison d'une diminution des besoins à la suite du report du projet de la capacité de transport aérien tactique (66 268 356 \$) et le bureau de projet du Projet des hélicoptères de transport moyen à lourd (25 962 872 \$).

**Crédit 5** : Des fonds autorisés de 796 326 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins pour le bureau de projet du Projet des hélicoptères de transport moyen à lourd.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

**DÉFENSE NATIONALE**  
**Ministère**

	Coût total estimatif	Dépenses estimatives 2007-2008
(en milliers de dollars)		
<b>Nouveaux grands projets d'immobilisations</b>		
(À titre d'information seulement)		
<i>Mettre sur pied et maintenir des forces intégrées pertinentes, adaptées, efficaces et aptes au combat</i>		
Construction		
ATLANTIQUE		
Nouvelle-Écosse – Construction d'un abri pour aéronefs – 14 <sup>e</sup> escadre Greenwood .....	6 945	667
OUEST		
Colombie-Britannique – Construction de nouvelles installations en vue de reloger les unités de Jericho Beach – Unité de soutien de secteur Chilliwack .....	43 133	1 473
Colombie-Britannique – Réfection des routes et des services publics – 19 <sup>e</sup> escadre Comox .....	38 475	1 621
Alberta – Quartier général du Secteur de l'Ouest de la Force terrestre – Base des Forces canadiennes Edmonton .....	27 180	82
Équipement		
NATIONAL		
Terminaux de satellites déployables – Commandement – Forces d'opérations spéciales du Canada .....	4 709	4 709
Systèmes de protection sous-plancher pour la flotte M113 – Opération ATHENA.....	4 308	4 308
Amélioration de la simulation des effets d'armes – Centre canadien d'entraînement aux manœuvres .....	4 148	4 148
Réfection de l'équipement de technologie de l'information (serveurs, routeurs, commutateurs, ordinateurs de simulation et blocs mémoire) – Centres de simulation .....	3 380	3 380
Simulateur pour contrôleurs aériens avancés.....	2 728	2 728
Projet de contre-mesures médicales face à la menace de guerre biologique – Sous-projet de contre-mesures médicales face au Clostridium botulinum .....	2 360	398
Lien tactique par satellite (Statique) .....	2 000	2 000
Traducteur de réponse vocale .....	1 883	1 883
Ensemble de modèles d'interface de navires pour plongée sous-marine de sauvetage et système de recompression.....	1 771	1 645
Parc de véhicules commerciaux – École de leadership et de recrues des Forces canadiennes....	1 398	1 398
Besoin de blindage en acier de très haute dureté pour la protection balistique – Opération ATHENA .....	1 002	1 002

# DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1b Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an .....	48 262 936	<b>(308 600)</b>	.....	47 954 336
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 49 500 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	270 958 375	<b>24 500</b>	<b>1</b>	270 982 876
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	5 188 000	.....	.....	5 188 000
<b>Total du portefeuille.....</b>	<b>324 409 311</b>	<b>(284 100)</b>	<b>1</b>	<b>324 125 212</b>

## DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Transferts</b>	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Total</b>
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) ( <i>poste horizontal</i> ).....	.....	50	50
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour soutenir le projet de rendement du capital investi dans la recherche en santé au Canada.....	.....	(25)	(25)
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour appuyer le Conseil fédéral du Yukon.....	(34)	.....	(34)
Transfert à l'Agence du revenu du Canada (100 \$) et à Agriculture et Agroalimentaire (175 \$) – Pour appuyer les responsabilités liées au bureau régional du ministre en Saskatchewan.....	(275)	.....	(275)
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>(309)</b>	<b>25</b>	<b>(284)</b>

### Paiements de transfert (dollars)

	<b>Crédit</b>	<b>Législatif</b>
<b>Contributions</b>		
<i>Planification communautaire, développement et ajustement économiques des collectivités</i>		
Contributions prévues dans le cadre de programmes ou de projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest .....	<b>49 500</b>	.....
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>49 500</b>	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit .....</i>	25 000	.....
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	<b>24 500</b>	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# ENVIRONNEMENT

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Ministère</b>				
1b	Dépenses de fonctionnement et :			
	a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean;			
	b) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer;			
	c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau;			
	d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario;			
	e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur;			
	f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générées par les activités du Ministère financées à même ce crédit;			
	g) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 547 574 \$ du crédit 10 (Environnement), de 687 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 310 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....			
	712 635 283	7 997 740	1	720 633 024
5b	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral – Pour autoriser le virement au présent crédit de 25 000 \$ du crédit 1 (Environnement), de 1 742 000 \$ du crédit 10 (Environnement), de 233 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 150 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....			
	38 462 000	2 150 000	1	40 612 001

# ENVIRONNEMENT

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, <u>contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipements ou services</u> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 150 000 \$ du crédit 1 (Environnement), de 690 000 \$ du crédit 1 (Transports), de 111 000 \$ du crédit 1 (Santé), de 15 000 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire), de 15 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) et de 15 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	301 948 908	<b>(8 770 574)</b>	<b>1</b>	293 178 335
(L) Ministre de l'Environnement – Traitement et allocation pour automobile .....	74 522	.....	.....	74 522
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	79 549 000	.....	.....	79 549 000
(L) Subvention à la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable.....	.....	.....	<b>1 646 000</b>	1 646 000
Total du Ministère.....	1 132 669 713	<b>1 377 166</b>	<b>1 646 003</b>	1 135 692 882
<b>Agence canadienne d'évaluation environnementale</b>				
15b Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice générées par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	20 726 326	.....	<b>2 500 000</b>	23 226 326
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	1 696 000	.....	.....	1 696 000
Total de l'organisme .....	22 422 326	.....	<b>2 500 000</b>	24 922 326
<b>Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie</b>				
20 Dépenses du Programme.....	4 704 000	.....	.....	4 704 000
(L) Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .....	20 000	.....	.....	20 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	432 000	.....	.....	432 000
Total de l'organisme .....	5 156 000	.....	.....	5 156 000

## ENVIRONNEMENT

### Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Agence Parcs Canada</b>				
25b Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 800 000 \$ du crédit 30 (Environnement), de 345 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) et de 230 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	509 923 055	<b>2 321 861</b>	<b>11 146 600</b>	523 391 516
30b Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques en vue de l'établissement de nouveaux parcs nationaux, lieux historiques nationaux et autres aires patrimoniales connexes aux fins énoncées à l'article 21 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i> .....	2 300 000	<b>(1 800 000)</b>	.....	500 000
(L) Dépenses qui équivalent aux recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i> .....	104 000 000	.....	.....	104 000 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	46 006 000	.....	.....	46 006 000
Total de l'organisme .....	662 229 055	<b>521 861</b>	<b>11 146 600</b>	673 897 516
Total du portefeuille.....	1 822 477 094	<b>1 899 027</b>	<b>15 292 603</b>	1 839 668 724

# ENVIRONNEMENT

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Environnement demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Crédit 10</b>	<b>Total</b>
Fonds pour couvrir l'augmentation des paiements de location du Centre environnemental du Pacifique et les coûts de la Réunion des parties au Protocole de Montréal.....	5 130	.....	525	5 655
Fonds pour améliorer la capacité de l'application de la loi environnementale.....	1 914	1 742	.....	3 656
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale ( <i>poste horizontal</i> ).....	750	.....	.....	750
Fonds pour la mise en œuvre du Programme national de mise à la ferraille des véhicules à l'appui du Programme de la qualité de l'air du Canada.....	379	.....	.....	379
Montant brut des crédits à adopter	8 173	1 742	525	10 440
<b>Fonds disponibles</b>				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 530	.....	525	2 055
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	6 643	1 742	.....	8 385
Total des fonds disponibles	8 173	1 742	525	10 440
<b>Total des crédits à adopter</b>	.....	.....	.....	.....
<b>Crédits législatifs</b>				
Subvention à la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable.....				1 646
<b>Total des rajustements des crédits</b>				<b>1 646</b>
<b>Transferts</b>				
Transfert de Transports – Pour la mise en œuvre du Programme national de mise à la ferraille des véhicules à l'appui du Programme de la qualité de l'air du Canada.....	310	.....	690	1 000
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour appuyer les activités de recherche entourant l'Année polaire internationale.....	687	233	.....	920
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	150	.....	150
Transfert de Santé – Pour évaluer l'incidence de la pollution atmosphérique sur la santé et l'économie partout au Canada.....	.....	.....	111	111
Transfert de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (15 \$), de Pêches et Océans (15 \$) et de la Défense nationale (15 \$) – Pour appuyer une représentation accrue des Autochtones dans les carrières en science et technologie (Canadian Aboriginal Science and Technology Society).....	.....	.....	45	45
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer l'Indice de la qualité de l'air relatif à la santé et le Programme de prévisions.....	(175)	25	150	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour permettre au Canada de participer efficacement au travail des partenariats en vue de l'adhésion et de la participation à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à l'initiative Methane to Markets, à l'association d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique et aux activités de l'Organisation de coopération et de développement économiques qui sont liées aux changements climatiques.....	905	.....	(905)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.....	6 643	1 742	(8 385)	.....

# ENVIRONNEMENT

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert à Ressources naturelles (272 \$) et à Industrie (100 \$) – Pour appuyer la participation du ministère au Partenariat Asie-Pacifique sur le développement propre et le climat .....	(372)	.....	.....	(372)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour la part d'Environnement au paiement de la contribution établie dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et du Protocole de Kyoto .....	.....	.....	(477)	(477)
<b>Total des transferts</b>	<b>7 998</b>	<b>2 150</b>	<b>(8 771)</b>	<b>1 377</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>7 998</b>	<b>2 150</b>	<b>(8 771)</b>	<b>3 023</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 8 173 066 \$ sont disponibles : 1 530 492 \$ à même le crédit en raison d'une redistribution des ressources entre les autres dépenses de fonctionnement et ceux liés au personnel et 6 642 574 \$ du crédit 10 en raison d'une diminution des besoins liés au report des paiements de contributions pour l'Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto.

**Crédit 5** : Des fonds autorisés totalisant 1 742 000 \$ sont disponibles du crédit 10 en raison d'une diminution des besoins liés au report des paiements de contributions pour l'Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto.

**Crédit 10** : Des fonds autorisés totalisant 525 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins liés au report des paiements de contributions pour l'Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto.

### Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
<b>Subventions</b>		
<i>Les Canadiens adoptent des démarches de consommation et de production durables</i>		
Subvention à la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable .....	.....	1 646 000
<b>Montant total brut des subventions</b>	.....	<b>1 646 000</b>
<b>Contributions</b>		
<i>Une eau salubre, propre et sécuritaire</i>		
Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable .....	45 000	.....
<i>Les Canadiens sont informés sur les prévisions et les conditions météorologiques courantes et y réagissent bien</i>		
Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable .....	150 000	.....
<i>Réduction des risques liés aux polluants et aux émissions de gaz à effet de serre pour les Canadiens, leur santé et l'environnement</i>		
Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable .....	111 000	.....
Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada.....	525 000	.....
Programme national de mise à la ferraille des véhicules.....	690 000	.....
	<b>1 326 000</b>	.....
<b>Montant total brut des contributions</b>	<b>1 521 000</b>	.....
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>1 521 000</b>	<b>1 646 000</b>
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit .....</i>	525 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit .....</i>	9 766 574	.....
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	<b>(8 770 574)</b>	<b>1 646 000</b>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## ENVIRONNEMENT

### Agence canadienne d'évaluation environnementale

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne d'évaluation environnementale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 15
Fonds pour améliorer le rendement du système de réglementation utilisé dans le cas de grands projets de ressources naturelles qui doivent faire l'objet d'une étude exhaustive, d'un examen par un comité d'experts ou d'une évaluation intergouvernementale en vertu de la <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale</i> .....	2 500

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

### Agence Parcs Canada

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence Parcs Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25	Crédit 30	Total
Fonds pour la lutte contre les incendies de forêt qui ont cours dans les limites des propriétés de Parcs Canada afin de minimiser les risques associés à la sécurité du public et aux pertes touchant les infrastructures et la propriété privée.....	9 146	.....	9 146
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale ( <i>poste horizontal</i> ).....	2 000	.....	2 000
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>11 146</b>	<b>.....</b>	<b>11 146</b>
<b>Transferts</b>			
Transfert de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Pour appuyer le projet de mise en valeur des phares de la Petite Île au Marteau et de l'Île aux Perroquets dans la Réserve de parc national du Canada de l'Archipel-de-Mingan .....	345	.....	345
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour soutenir l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites contaminés fédéraux .....	230	.....	230
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour couvrir les coûts relatifs aux nouveaux parcs et lieux historiques.....	1 800	(1 800)	.....
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires .....	(53)	.....	(53)
<b>Total des transferts</b>	<b>2 322</b>	<b>(1 800)</b>	<b>522</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>13 468</b>	<b>(1 800)</b>	<b>11 668</b>

#### Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
<b>Contributions</b>		
<i>Conserver les ressources patrimoniales</i>		
Contributions en appui au Programme de partage des frais des lieux historiques nationaux du Canada .....	1 000 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# FINANCES

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Ministère</b>				
1a	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice .....			
	89 678 311	.....	.....	89 678 311
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....			
	221 200 000	.....	.....	221 200 000
(L)	Ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile .....			
	74 522	.....	.....	74 522
(L)	Financement des territoires (Partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> ) .....			
	2 221 297 000	.....	.....	2 221 297 000
(L)	Paiements à l'Association internationale de développement .....			
	318 270 000	.....	.....	318 270 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....			
	12 344 000	.....	.....	12 344 000
(L)	Achat de la monnaie canadienne.....			
	145 000 000	.....	.....	145 000 000
(L)	Frais d'intérêt et autres coûts .....			
	33 807 000 000	.....	.....	33 807 000 000
(L)	Subventions législatives ( <i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> , et autres autorisations législatives) .....			
	32 000 000	.....	.....	32 000 000
(L)	Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> ) .....			
	12 924 677 000	.....	.....	12 924 677 000
(L)	Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> ) .....			
	21 466 434 000	.....	.....	21 466 434 000
(L)	Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> ) .....			
	9 594 558 000	.....	.....	9 594 558 000
(L)	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes ( <i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> ) .....			
	(654 000 000)	.....	.....	(654 000 000)
(L)	Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> ).....			
	(2 976 000 000)	.....	.....	(2 976 000 000)
(L)	Paiement à la Colombie-Britannique ( <i>Loi d'exécution du budget de 2007</i> ).....			
	30 000 000	.....	.....	30 000 000
(L)	Paiement au Yukon ( <i>Loi d'exécution du budget de 2007</i> ) .....			
	3 500 000	.....	.....	3 500 000
(L)	Paiement aux Territoires du Nord-Ouest ( <i>Loi d'exécution du budget de 2007</i> ).....			
	54 400 000	.....	.....	54 400 000
(L)	Paiement à l'Ontario ( <i>Loi d'exécution du budget de 2007</i> ) .....			
	250 000 000	.....	.....	250 000 000
(L)	Fonds en fiducie pour la qualité de l'air et les changements climatiques ( <i>Loi d'exécution du budget de 2007</i> ) .....			
	1 518 925 391	.....	.....	1 518 925 391
(L)	Garantie relative aux temps d'attente pour les patients ( <i>Loi d'exécution du budget de 2007</i> ) .....			
	612 000 000	.....	.....	612 000 000

# FINANCES

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Paiements de transition ( <i>Loi d'exécution du budget de 2007</i> ) .....	614 038 000	.....	.....	614 038 000
(L) Places en garderie ( <i>Loi d'exécution du budget de 2007</i> ) .....	250 000 000	.....	.....	250 000 000
(L) Immunisation contre le virus du papillome humain ( <i>Loi d'exécution du budget de 2007</i> ) .....	300 000 000	.....	.....	300 000 000
Total des dépenses budgétaires.....	80 835 396 224	.....	.....	80 835 396 224
L10a Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 318 280 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement .....	2	.....	.....	2
(L) Paiements et encaissement de billets délivrés à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement – Souscriptions au capital (non-budgétaire).....	5 247 000	.....	.....	5 247 000
Total des dépenses non budgétaires.....	5 247 002	.....	.....	5 247 002
Total du Ministère.....	80 840 643 226	.....	.....	80 840 643 226
<b>Vérificateur général</b>				
15 Dépenses du Programme.....	71 441 000	.....	.....	71 441 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	9 148 000	.....	.....	9 148 000
Total de l'organisme .....	80 589 000	.....	.....	80 589 000
<b>Tribunal canadien du commerce extérieur</b>				
20 Dépenses du Programme.....	9 306 000	.....	.....	9 306 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	1 376 000	.....	.....	1 376 000
Total de l'organisme .....	10 682 000	.....	.....	10 682 000
<b>Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada</b>				
25b Dépenses du Programme.....	46 732 750	.....	<b>238 000</b>	46 970 750
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	3 581 000	.....	.....	3 581 000
Total de l'organisme .....	50 313 750	.....	<b>238 000</b>	50 551 750
<b>Bureau du surintendant des institutions financières</b>				
30 Dépenses du Programme.....	784 000	.....	.....	784 000
(L) Dépense des recettes conformément au paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i> .....	1	.....	.....	1
Total de l'organisme .....	784 001	.....	.....	784 001
Total du portefeuille.....	80 983 011 977	.....	<b>238 000</b>	80 983 249 977

## FINANCES

### Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

#### **Crédits à adopter**

**Crédit 25**

Fonds pour accroître les activités d'application de la loi dans le cadre de la Stratégie nationale antidrogue visant à réduire la disponibilité et la demande en drogues illicites.....	<b>238</b>
---	------------

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# INDUSTRIE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
<b>Ministère</b>					
1b	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 \$ du crédit 1 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....				
	392 970 587	(1 608 905)	1	391 361 683	
5b	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 510 500 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....				
	16 721 693	1 510 500	1	18 232 194	
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....				
	760 839 791	.....	.....	760 839 791	
(L)	Ministre de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile .....				
	74 522	.....	.....	74 522	
(L)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.....				
	1 049 000	.....	.....	1 049 000	
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> .....				
	1 800 000	.....	.....	1 800 000	
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> .....				
	92 000 000	.....	.....	92 000 000	
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....				
	57 888 000	.....	.....	57 888 000	
	Total des dépenses budgétaires.....	1 323 343 593	(98 405)	2	1 323 245 190
L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i> .....				
	300 000	.....	.....	300 000	
L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i> .....				
	500 000	.....	.....	500 000	
	Total des dépenses non budgétaires.....	800 000	.....	800 000	
	Total du Ministère.....	1 324 143 593	(98 405)	2	1 324 045 190
<b>Agence spatiale canadienne</b>					
25b	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 955 450 \$ du crédit 30 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> ....				
	185 816 702	3 955 450	1	189 772 153	
30b	Dépenses en capital.....				
	117 029 000	(4 951 450)	.....	112 077 550	
35b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 996 000 \$ du crédit 30 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....				
	52 590 000	996 000	1	53 586 001	
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....				
	11 143 000	.....	.....	11 143 000	
	Total de l'organisme .....	366 578 702	.....	2	366 578 704

# INDUSTRIE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Commission canadienne du tourisme</b>				
40b Dépenses du Programme.....	76 577 000	.....	<b>2 700 000</b>	79 277 000
Total de l'organisme .....	76 577 000	.....	<b>2 700 000</b>	79 277 000
<b>Tribunal de la concurrence</b>				
45b Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 150 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	1 536 000	<b>150 000</b>	<b>1</b>	1 686 001
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	160 000	.....	.....	160 000
Total de l'organisme .....	1 696 000	<b>150 000</b>	<b>1</b>	1 846 001
<b>Commission du droit d'auteur</b>				
50 Dépenses du Programme.....	2 295 000	.....	.....	2 295 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	302 000	.....	.....	302 000
Total de l'organisme .....	2 597 000	.....	.....	2 597 000
<b>Conseil national de recherches du Canada</b>				
55a Dépenses de fonctionnement .....	395 899 218	.....	.....	395 899 218
60b Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 28 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	47 156 815	<b>28 000</b>	<b>1</b>	47 184 816
65a Contributions .....	152 123 700	.....	.....	152 123 700
(L) Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> .....	75 389 000	.....	.....	75 389 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	46 196 000	.....	.....	46 196 000
Total de l'organisme .....	716 764 733	<b>28 000</b>	<b>1</b>	716 792 734
<b>Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</b>				
70a Dépenses de fonctionnement .....	39 020 428	.....	.....	39 020 428
75b Subventions inscrites au Budget des dépenses .....	912 669 824	<b>(78 000)</b>	<b>57 176 250</b>	969 768 074
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	4 099 000	.....	.....	4 099 000
Total de l'organisme .....	955 789 252	<b>(78 000)</b>	<b>57 176 250</b>	1 012 887 502
<b>Conseil de recherches en sciences humaines</b>				
80a Dépenses de fonctionnement .....	21 004 530	.....	.....	21 004 530
85b Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 125 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	625 890 428	<b>125 000</b>	<b>32 672 150</b>	658 687 578
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	2 283 000	.....	.....	2 283 000
Total de l'organisme .....	649 177 958	<b>125 000</b>	<b>32 672 150</b>	681 975 108

# INDUSTRIE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Conseil canadien des normes</b>				
90 Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i> .....	7 129 000	.....	.....	7 129 000
Total de l'organisme .....	7 129 000	.....	.....	7 129 000
<b>Statistique Canada</b>				
95a Dépenses du Programme.....	389 268 690	.....	.....	389 268 690
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	65 387 000	.....	.....	65 387 000
Total de l'organisme .....	454 655 690	.....	.....	454 655 690
Total du portefeuille.....	4 555 108 928	<b>126 595</b>	<b>92 548 406</b>	4 647 783 929

# INDUSTRIE

## Ministère

---

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Industrie demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Transferts</b>	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Total</b>
Transfert d'Environnement – Pour appuyer la participation du ministère au Partenariat Asie-Pacifique sur le développement propre et le climat .....	100	.....	100
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer des investissements dans divers projets d'immobilisation .....	(1 511)	1 511	.....
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la Collectivité nationale des gestionnaires .....	(48)	.....	(48)
Transfert au Tribunal de la concurrence – Pour des fonds de fonctionnement supplémentaires afin de traiter des causes .....	(150)	.....	(150)
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>(1 609)</b>	<b>1 511</b>	<b>(98)</b>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# INDUSTRIE

## Agence spatiale canadienne

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence spatiale canadienne demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 25</b>	<b>Crédit 30</b>	<b>Crédit 35</b>	<b>Total</b>
Réinvestissement des redevances de la vente des données provenant du satellite Radarsat-1 .....	3 955	.....	.....	3 955
<b>Fonds disponibles</b>				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit .....	3 955	.....	.....	3 955
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>.....</b>	<b>.....</b>	<b>.....</b>	<b>.....</b>
<b>Transferts</b>				
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour le programme de contributions CASSIOPE .....	.....	(996)	996	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis .....	3 955	(3 955)	.....	.....
<b>Total des transferts</b>	<b>3 955</b>	<b>(4 951)</b>	<b>996</b>	<b>.....</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>3 955</b>	<b>(4 951)</b>	<b>996</b>	<b>.....</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 25** : Des fonds autorisés totalisant 3 955 450 \$ sont disponibles du crédit 30 en raison du report du projet du télescope spatial James Webb.

### Paiements de transfert (dollars)

	<b>Crédit</b>	<b>Législatif</b>
<b>Contributions</b>		
<i>Télécommunications par satellite (TS)</i>		
Contributions à la démonstration Cascade/petit satellite-sonde de mesure de l'écoulement du plasma dans le vent polaire (Mission CASSIOPE).....	<b>996 000</b>	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## INDUSTRIE

### Commission canadienne du tourisme

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne du tourisme demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 40</b>
Fonds à l'appui du programme de commercialisation des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010.....	<b>2 700</b>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

### Tribunal de la concurrence

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Tribunal de la concurrence demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Transferts</b>	<b>Crédit 45</b>
Transfert d'Industrie – Pour des fonds de fonctionnement supplémentaires afin de traiter des causes .....	<b>150</b>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

### Conseil national de recherches du Canada

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil national de recherches du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Transferts</b>	<b>Crédit 60</b>
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire .....	<b>28</b>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## INDUSTRIE

### Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 75</b>
Fonds à l'appui du Programme des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche ( <i>poste horizontal</i> ) .....	57 176

#### **Transferts**

Transfert à la Défense nationale – Pour appuyer les chaires de recherches industrielles au Collège militaire royal du Canada .....	(78)
--	------

<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>57 098</b>
---	---------------

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Financer des partenariats universités-industrie-gouvernement</i>		
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche .....	57 176 250	.....
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>57 176 250</b>	<b>.....</b>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit .....</i>	78 000	.....
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	<b>57 098 250</b>	<b>.....</b>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## Conseil de recherches en sciences humaines

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences humaines demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 85</b>
Fonds à l'appui du Programme des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche ( <i>poste horizontal</i> ) .....	32 672

#### **Transferts**

Transfert de Citoyenneté et Immigration – Pour soutenir les Centres d'excellence afin de favoriser et de financer les recherches stratégiques liées à l'immigration, l'intégration et la diversité (projet Métropolis) .....	125
--	-----

<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>32 797</b>
---	---------------

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Interaction et diffusion de la recherche</i>		
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche .....	32 672 150	.....
<i>Recherche et formation ciblées</i>		
Subventions et bourses.....	125 000	.....
<b>Total des paiements de transfert</b>	<b>32 797 150</b>	<b>.....</b>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# JUSTICE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
<b>Ministère</b>					
1b	Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an .....	279 339 816	(6 388 022)	529 180	273 480 974
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	376 188 415	.....	4 000 000	380 188 415
(L)	Ministre de la Justice et procureur général du Canada – Traitement et allocation pour automobile.....	74 522	.....	.....	74 522
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	67 190 000	.....	.....	67 190 000
	Total du Ministère.....	722 792 753	(6 388 022)	4 529 180	720 933 911
<b>Commission canadienne des droits de la personne</b>					
10	Dépenses du Programme.....	18 785 000	.....	.....	18 785 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	2 327 000	.....	.....	2 327 000
	Total de l'organisme .....	21 112 000	.....	.....	21 112 000
<b>Tribunal canadien des droits de la personne</b>					
15	Dépenses du Programme.....	3 938 000	.....	.....	3 938 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	396 000	.....	.....	396 000
	Total de l'organisme .....	4 334 000	.....	.....	4 334 000
<b>Commissaire à la magistrature fédérale</b>					
20b	Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i> et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'année générées par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire .....	7 763 601	.....	250 000	8 013 601
25	Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement .....	1 594 000	.....	.....	1 594 000

# JUSTICE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R., 1985, ch. J-1).....	390 465 000	.....	(250 000)	390 215 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	847 000	.....	.....	847 000
Total de l'organisme.....	400 669 601	.....	.....	400 669 601
<b>Service administratif des tribunaux judiciaires</b>				
30a Dépenses du Programme.....	54 473 830	.....	.....	54 473 830
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	6 478 000	.....	.....	6 478 000
Total de l'organisme.....	60 951 830	.....	.....	60 951 830
<b>Bureau du directeur des poursuites pénales</b>				
35b Dépenses du Programme, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes générées par la prestation de services de poursuites et de services connexes aux ministères et organismes fédéraux et de services facultatifs aux sociétés d'État, à des organismes non gouvernementaux et internationaux, à condition que ces services soient conformes au mandat du Bureau du directeur des poursuites pénales et de compenser les dépenses connexes au cours du même exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 342 521 \$ du crédit 1 (Justice) et de 223 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	100 501 320	<b>6 565 521</b>	<b>1</b>	107 066 842
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	12 251 000	.....	.....	12 251 000
Total de l'organisme.....	112 752 320	<b>6 565 521</b>	<b>1</b>	119 317 842
<b>Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada</b>				
40 Commissariat à l'information du Canada – Dépenses du Programme.....	6 684 000	.....	.....	6 684 000
45 Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du Programme.....	16 262 000	.....	.....	16 262 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	3 060 000	.....	.....	3 060 000
Total de l'organisme.....	26 006 000	.....	.....	26 006 000
<b>Cour suprême du Canada</b>				
50 Dépenses du Programme.....	24 505 000	.....	.....	24 505 000
(L) Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat.....	4 959 000	.....	.....	4 959 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	2 342 000	.....	.....	2 342 000
Total de l'organisme.....	31 806 000	.....	.....	31 806 000
<b>Total du portefeuille.....</b>	<b>1 380 424 504</b>	<b>177 499</b>	<b>4 529 181</b>	<b>1 385 131 184</b>

# JUSTICE

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Justice demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Total</b>
Fonds pour élargir la portée de la Stratégie relative à la justice applicable aux Autochtones .....	.....	4 000	4 000
Financement pour l'élaboration de nouvelles politiques et de nouveaux règlements relatifs à l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels découlant de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> et du plan d'action défini dans le budget de 2006 .....	369	.....	369
Fonds supplémentaires pour améliorer les activités actuelles visant à combattre l'exploitation sexuelle et la traite des enfants ( <i>poste horizontal</i> ) .....	160	.....	160
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>529</b>	<b>4 000</b>	<b>4 529</b>
<b>Transferts</b>			
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires .....	(46)	.....	(46)
Transfert au Bureau du directeur des poursuites pénales – Pour appuyer la nomination de coordonnateurs des témoins de la Couronne dans le cadre des initiatives pour les victimes d'actes criminels afin de fournir un soutien judiciaire aux victimes et témoins dans les territoires .....	(1 243)	.....	(1 243)
Transfert au Bureau du directeur des poursuites pénales – Pour les poursuites en matière de crimes liés aux drogues et à la lutte antiterroriste .....	(5 100)	.....	(5 100)
<b>Total des transferts</b>	<b>(6 389)</b>	<b>.....</b>	<b>(6 389)</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>(5 860)</b>	<b>4 000</b>	<b>(1 860)</b>

### Paiements de transfert (dollars)

	<b>Crédit</b>	<b>Législatif</b>
<b>Subventions</b>		
<i>Élaborer et mettre en œuvre des programmes</i>		
Subventions à l'appui du Fonds de la Stratégie relative à la justice applicable aux Autochtones .....	260 000	.....
<b>Contributions</b>		
<i>Élaborer et mettre en œuvre des programmes</i>		
Contributions versées en vertu du Fonds de la Stratégie relative à la justice applicable aux Autochtones .....	3 740 000	.....
<b>Total des paiements de transfert</b>	<b>4 000 000</b>	<b>.....</b>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# JUSTICE

## Commissaire à la magistrature fédérale

---

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Commissaire à la magistrature fédérale demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 20</b>	<b>Législatif</b>	<b>Total</b>
Fonds pour la Commission d'examen de la rémunération des juges.....	250	.....	250
<b>Crédits législatifs</b>			
Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat.....	.....	(250)	(250)
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>250</b>	<b>(250)</b>	<b>.....</b>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## Bureau du directeur des poursuites pénales

---

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau du directeur des poursuites pénales demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Transferts</b>	<b>Crédit 35</b>
Transfert de Justice – Pour les poursuites en matière de crimes liés aux drogues et à la lutte antiterroriste .....	5 100
Transfert de Justice – Pour appuyer la nomination de coordonnateurs des témoins de la Couronne dans le cadre des initiatives pour les victimes d'actes criminels afin de fournir un soutien judiciaire aux victimes et témoins dans les territoires .....	1 243
Transfert de Transports – Pour des initiatives de sécurité publique liées à la coordination de l'analyse juridique des initiatives de sûreté maritime.....	223
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>6 566</b>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# PARLEMENT

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
<b>Sénat</b>					
1	Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le président du Sénat, versements à l'égard des coûts de fonctionnement des bureaux des sénateurs, contributions et subventions inscrites au Budget des dépenses et autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes perçues, inhérentes aux activités du Sénat, au cours de ce même exercice.....	56 258 490	.....	.....	56 258 490
(L)	Dignitaires du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires.....	24 253 600	.....	.....	24 253 600
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	6 517 640	.....	.....	6 517 640
	Total de l'organisme .....	87 029 730	.....	.....	87 029 730
<b>Chambre des communes</b>					
5b	Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les recettes de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes.	270 147 962	.....	<b>5 305 084</b>	275 453 046
(L)	Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires.....	112 826 281	.....	.....	112 826 281
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	35 047 117	.....	.....	35 047 117
	Total de l'organisme .....	418 021 360	.....	<b>5 305 084</b>	423 326 444
<b>Bibliothèque du Parlement</b>					
10	Dépenses du Programme, y compris l'autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement .....	32 058 000	.....	.....	32 058 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	4 629 000	.....	.....	4 629 000
	Total de l'organisme .....	36 687 000	.....	.....	36 687 000
<b>Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique</b>					
15a	Dépenses du Programme.....	5 249 000	.....	.....	5 249 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	563 000	.....	.....	563 000
	Total de l'organisme .....	5 812 000	.....	.....	5 812 000

# PARLEMENT

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Conseiller sénatorial en éthique</b>				
20 Dépenses du Programme.....	827 600	.....	.....	827 600
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	126 466	.....	.....	126 466
Total de l'organisme .....	954 066	.....	.....	954 066
Total du portefeuille.....	548 504 156	.....	<b>5 305 084</b>	553 809 240

**PARLEMENT**  
**Chambre des communes**

---

**Explication du besoin (en milliers de dollars)**

La Chambre des communes demande des fonds pour les postes suivants :

**Crédits à adopter**

**Crédit 5**

Coûts de fonctionnement supplémentaires pour des éléments tels que des projets de technologie de l'information et les conventions collectives.....

**5 305**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# PATRIMOINE CANADIEN

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
<b>Ministère</b>					
1b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine, le Service de transport des expositions et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an .....	256 708 376	(3 025 981)	.....	253 682 395
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 995 981 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 200 000 \$ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	1 153 859 852	2 723 331	1	1 156 583 184
(L)	Traitements des lieutenants-gouverneurs.....	1 103 000	.....	.....	1 103 000
(L)	Paievements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i> .....	637 000	.....	.....	637 000
(L)	Prestations de retraite supplémentaires – Lieutenants-gouverneurs précédents.....	182 000	.....	.....	182 000
(L)	Ministre du Patrimoine canadien – Traitement et allocation pour automobile .....	74 522	.....	.....	74 522
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	28 265 000	.....	.....	28 265 000
	Total du Ministère.....	1 440 829 750	(302 650)	1	1 440 527 101
<b>Conseil des Arts du Canada</b>					
10a	Paievements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi.....	181 777 578	.....	.....	181 777 578
	Total de l'organisme .....	181 777 578	.....	.....	181 777 578
<b>Société Radio-Canada</b>					
15b	Paievements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement .....	1 008 321 000	(18 766 000)	.....	989 555 000
20	Paievements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement .....	4 000 000	.....	.....	4 000 000
25b	Paievements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 18 766 000 \$ du crédit 15 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	91 632 000	18 766 000	1	110 398 001
	Total de l'organisme .....	1 103 953 000	.....	1	1 103 953 001
<b>Musée canadien des civilisations</b>					
30a	Paievements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	61 861 400	.....	.....	61 861 400
	Total de l'organisme .....	61 861 400	.....	.....	61 861 400

# PATRIMOINE CANADIEN

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Musée canadien de la nature</b>				
35a Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	84 941 000	.....	.....	84 941 000
Total de l'organisme .....	84 941 000	.....	.....	84 941 000
<b>Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes</b>				
40b Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes de l'exercice en vertu du <i>Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> , et des autres activités d'exploitation, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor .....	1	.....	<b>7 978 266</b>	7 978 267
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	5 732 000	.....	.....	5 732 000
Total de l'organisme .....	5 732 001	.....	<b>7 978 266</b>	13 710 267
<b>Bibliothèque et Archives du Canada</b>				
45b Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction .....	142 823 789	<b>(10 020)</b>	.....	142 813 769
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	12 002 000	.....	.....	12 002 000
Total de l'organisme .....	154 825 789	<b>(10 020)</b>	.....	154 815 769
<b>Société du Centre national des Arts</b>				
50a Paiements à la Société du Centre national des Arts.....	55 926 215	.....	.....	55 926 215
Total de l'organisme .....	55 926 215	.....	.....	55 926 215
<b>Commission des champs de bataille nationaux</b>				
55a Dépenses du Programme.....	11 533 001	.....	.....	11 533 001
(L) Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .....	1 600 000	.....	.....	1 600 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	433 000	.....	.....	433 000
Total de l'organisme .....	13 566 001	.....	.....	13 566 001
<b>Office national du film</b>				
60 Fonds renouvelable de l'Office national du film – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	67 118 000	.....	.....	67 118 000
(L) Fonds renouvelable de l'Office national du film .....	.....	.....	.....	.....
Total de l'organisme .....	67 118 000	.....	.....	67 118 000
<b>Musée des beaux-arts du Canada</b>				
65a Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	43 402 000	.....	.....	43 402 000
70 Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection.....	8 000 000	.....	.....	8 000 000
Total de l'organisme .....	51 402 000	.....	.....	51 402 000

# PATRIMOINE CANADIEN

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Musée national des sciences et de la technologie</b>				
75b Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital .....	30 571 000	.....	<b>1 475 000</b>	32 046 000
Total de l'organisme .....	30 571 000	.....	<b>1 475 000</b>	32 046 000
<b>Commission de la fonction publique</b>				
80b Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1 (2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes recueillies au cours de l'exercice afin de compenser les dépenses occasionnées au cours de l'exercice par la prestation des produits et services d'évaluation et de counseling .....	90 032 000	.....	.....	90 032 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	13 174 000	.....	.....	13 174 000
Total de l'organisme .....	103 206 000	.....	.....	103 206 000
<b>Commission des relations de travail dans la fonction publique</b>				
85a Dépenses du Programme.....	13 165 500	.....	.....	13 165 500
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	788 000	.....	.....	788 000
Total de l'organisme .....	13 953 500	.....	.....	13 953 500
<b>Tribunal de la dotation de la fonction publique</b>				
90 Dépenses du Programme.....	4 451 000	.....	.....	4 451 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	509 000	.....	.....	509 000
Total de l'organisme .....	4 960 000	.....	.....	4 960 000
<b>Greffé du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</b>				
93a Greffé du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles – Dépenses du Programme.....	1 643 600	.....	.....	1 643 600
Total de l'organisme .....	1 643 600	.....	.....	1 643 600
<b>Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice</b>				
95b Dépenses de fonctionnement .....	7 436 726	.....	<b>1 829 170</b>	9 265 896
100b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	16 450 000	.....	<b>1 700 000</b>	18 150 000
101a Conformément à l'alinéa 24.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser une remise de dettes dues par l'Association des femmes autochtones du Canada à Sa Majesté du chef du Canada au montant de 708 332 \$.....	708 332	.....	.....	708 332
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	981 000	.....	.....	981 000
Total de l'organisme .....	25 576 058	.....	<b>3 529 170</b>	29 105 228
<b>Téléfilm Canada</b>				
105a Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i> .....	105 199 001	.....	.....	105 199 001
Total de l'organisme .....	105 199 001	.....	.....	105 199 001
<b>Total du portefeuille.....</b>	<b>3 507 041 893</b>	<b>(312 670)</b>	<b>12 982 438</b>	<b>3 519 711 661</b>

# PATRIMOINE CANADIEN

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Patrimoine canadien demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Total</b>
Financement pour soutenir des initiatives de participation visant à permettre à des groupes de jeunes Canadiens de participer à des forums et à des échanges réciproques (programme Échanges Canada) .....	295	5 082	5 377
Fonds destinés au programme À nous le podium visant à soutenir les athlètes canadiens de haut niveau dans leur préparation en vue des Jeux olympiques d'hiver de 2010 .....	.....	5 266	5 266
Fonds consacrés au Programme d'accueil pour mettre en œuvre la nouvelle Politique concernant l'accueil de manifestations sportives internationales du gouvernement canadien afin de soutenir la création du contenu canadien et de contribuer à l'excellence des performances .....	.....	650	650
Montant brut des crédits à adopter	295	10 998	11 293
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	295	10 998	11 293
<b>Total des crédits à adopter</b>	.....	.....	.....
<b>Transferts</b>			
Transfert de Ressources humaines et Développement des compétences – Pour promouvoir la participation active des jeunes leaders canadiens partout au Canada (Action Canada) .....	.....	200	200
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer les ententes de collaboration annuelles avec les communautés minoritaires, afin de mieux répondre aux besoins cernés par les réseaux communautaires et pour des projets d'éducation en langue minoritaire .....	(2 996)	2 996	.....
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour appuyer le concours des Lauriers de la PME (petites et moyennes entreprises) qui permet de reconnaître les petites et moyennes entreprises établies dans des collectivités francophones à l'extérieur du Québec qui visent l'excellence sur les marchés régionaux, provinciaux/territoriaux, nationaux ou internationaux .....	(30)	.....	(30)
Transferts à Affaires indiennes et du Nord canadien (156 \$), Santé (90 \$), Ressources humaines et Développement des compétences (80 \$), Pêches et Océans (63 \$), Diversification de l'économie de l'Ouest canadien (50 \$) et Agence de la santé publique du Canada (35 \$) – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) ( <i>poste horizontal</i> ) .....	.....	(473)	(473)
<b>Total des transferts</b>	<b>(3 026)</b>	<b>2 723</b>	<b>(303)</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>(3 026)</b>	<b>2 723</b>	<b>(303)</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 294 524 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report d'activités liées au Plan d'action canadien contre le racisme étant donné que plusieurs projets prévus visant à mieux répondre aux besoins des communautés ethnoculturelles et ethnoraciales attendent toujours d'être approuvés.

**Crédit 5** : Des fonds autorisés totalisant 10 998 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report de travaux de construction liés aux Jeux olympiques d'hiver de 2010 à Vancouver et de retards dans la programmation du 400<sup>e</sup> anniversaire de la ville de Québec.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# PATRIMOINE CANADIEN

## Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<b>Contributions</b>		
<i>Viabilité de l'expression culturelle et de la participation dans le domaine culturel</i>		
Contributions au Programme d'accueil des jeux .....	<b>650 000</b>	.....
<i>Développement des communautés et renforcement des capacités</i>		
Contributions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle.....	<b>2 995 981</b>	.....
<i>Participation à la vie communautaire et à la vie civique</i>		
Contributions à l'appui de l'initiative Échanges Canada .....	5 282 000	.....
Contributions au Programme de soutien au sport .....	5 266 000	.....
	<b>10 548 000</b>	.....
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>14 193 981</b>	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit .....</i>	10 998 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit .....</i>	472 650	.....
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	<b>2 723 331</b>	.....

## Société Radio-Canada

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société Radio-Canada demande des fonds pour les postes suivants :

<u>Transferts</u>	<u>Crédit 15</u>	<u>Crédit 25</u>	<u>Total</u>
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour les dépenses en capital de Newsworld, RDI et Galaxie ainsi que pour le financement de projets d'immobilisation tels que le projet de réaménagement de Vancouver, les systèmes de ressources humaines et un système intégré pour les télévisions anglaise et française (Vision).....	<b>(18 766)</b>	<b>18 766</b>	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes demande des fonds pour les postes suivants :

<u>Crédits à adopter</u>	<u>Crédit 40</u>
Fonds pour atténuer l'augmentation de la charge de travail relative à l'exécution de tâches de nature législative et réglementaire .....	<b>7 978</b>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## PATRIMOINE CANADIEN

### Bibliothèque et Archives du Canada

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Bibliothèque et Archives du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 45</b>
Fonds pour pallier à l'augmentation de la charge de travail résultant de la mise en application de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> .....	1 647
<b>Fonds disponibles</b>	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 647
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>.....</b>
<b>Transferts</b>	
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires.....	(10)
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>(10)</b>

#### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 45** : Des fonds autorisés totalisant 1 647 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report dans l'aménagement d'installations temporaires pour la collection causé par des délais dans l'obtention de l'approbation du projet.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## Musée national des sciences et de la technologie

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée national des sciences et de la technologie demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 75</b>
Fonds pour les coûts de fonctionnement relatifs au hangar, de même qu'à la bibliothèque et aux archives du Musée canadien de l'aviation.....	1 475

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# PATRIMOINE CANADIEN

## Commission de la fonction publique

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission de la fonction publique demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 80</b>
Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i> .....	655
<b>Fonds disponibles</b>	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	655
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	.....

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 80** : Des fonds autorisés totalisant 655 467 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report des activités liées au Système de ressourcement de la fonction publique qui soutient l'application de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique*, report causé par des délais dans l'établissement de marchés, la dotation et en raison de l'élargissement de la portée du système.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 95</b>	<b>Crédit 100</b>	<b>Total</b>
Fonds pour l'amélioration de la sécurité économique des femmes et pour l'élimination de la violence envers les femmes et les jeunes filles.....	1 056	1 700	2 756
Fonds pour de l'aide aux employées touchées par une restructuration au sein de leur organisation, sous forme de salaires, de formation, de conseils ou pour la réinstallation.....	773	.....	773
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>1 829</b>	<b>1 700</b>	<b>3 529</b>

### Paiements de transfert (dollars)

	<b>Crédit</b>	<b>Législatif</b>
<b>Subventions</b>		
<i>Accroître les connaissances et la capacité des organisations quant à l'égalité entre les sexes</i> Programme de promotion de la femme – Subventions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne.....	<b>1 200 000</b>	.....
<b>Contributions</b>		
<i>Accroître les connaissances et la capacité des organisations quant à l'égalité entre les sexes</i> Programme de promotion de la femme – Contributions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne.....	<b>500 000</b>	.....
<b>Total des paiements de transfert</b>	<b>1 700 000</b>	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# PÊCHES ET OCÉANS

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1b Dépenses de fonctionnement et :				
a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés;				
b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;				
c) autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne;				
d) et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 187 000 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans) et de 62 500 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	1 205 141 187	(1 079 979)	1	1 204 061 209
5a Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale.....	263 510 229	.....	.....	263 510 229
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 196 004 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	81 633 808	959 004	1	82 592 813
(L) Ministre des Pêches et Océans – Traitement et allocation pour automobile.....	74 522	.....	.....	74 522
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	121 530 000	.....	.....	121 530 000
Total du portefeuille.....	1 671 889 746	(120 975)	2	1 671 768 773

## PÊCHES ET OCÉANS

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Pêches et Océans demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 10</b>	<b>Total</b>
Réinvestissement des recettes provenant des pollueurs ou de la Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causée par les navires .....	1 037	.....	1 037
Fonds pour l'initiative de mentorat en mer à l'intention des pêcheurs autochtones.....	.....	751	751
Montant brut des crédits à adopter	1 037	751	1 788
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 037	751	1 788
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>.....</b>	<b>.....</b>	<b>.....</b>
<b>Transferts</b>			
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) ( <i>poste horizontal</i> ).....	63	.....	63
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour des contributions dans le cadre de l'initiative de mentorat en mer à l'intention des pêcheurs autochtones.....	(382)	382	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer des projets de dessaisissement dans les régions du Centre, de l'Arctique et du Québec.....	(337)	337	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer les organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans .....	(240)	240	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques (Programme de contribution à la recherche universitaire) .....	(37)	37	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour aider les groupes autochtones à participer efficacement aux processus multilatéraux et à d'autres processus décisionnels servant à la gestion des ressources aquatiques et des océans.....	(200)	200	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour renforcer la capacité de conservation et de mise en valeur des pêches dans le territoire du Nunavik (Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques).....	187	(187)	.....
Transfert à Environnement – Pour appuyer une représentation accrue des Autochtones dans les carrières en science et technologie (Canadian Aboriginal Science and Technology Society) .....	(15)	.....	(15)
Transfert à la Défense nationale – Pour des fonds inutilisés liés aux investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada .....	(25)	.....	(25)
Transfert à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique – Pour appuyer l'initiative de recherche sur le développement économique des peuples autochtones de la région de l'Atlantique .....	.....	(50)	(50)
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires .....	(93)	.....	(93)
<b>Total des transferts</b>	<b>(1 079)</b>	<b>959</b>	<b>(120)</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>(1 079)</b>	<b>959</b>	<b>(120)</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 1 036 669 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins liés au report du Projet d'assainissement du port pour petits bateaux de Belleville.

**Crédit 10** : Des fonds autorisés totalisant 751 400 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins liés au report du Programme d'accès aux pêches.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## PÊCHES ET OCÉANS

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<b><u>Subventions</u></b>		
<i>Ports pour petits bateaux</i>		
Programme de subvention globale pour la disposition de ports pour petits bateaux.....	337 000	.....
<b>Montant total brut des subventions</b>	<b>337 000</b>	<b>.....</b>
<b><u>Contributions</u></b>		
<i>Garde côtière canadienne</i>		
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	110 000	.....
<i>Gestion des pêches</i>		
Contributions en vertu des initiatives pour mentorat en mer et pour la gestion de l'exploitation des pêches.....	1 133 404	.....
<i>Science (Pêche et aquaculture durables)</i>		
Contribution à l'appui du programme de contribution à la recherche universitaire afin de soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques.....	37 000	.....
<i>Gestion des océans</i>		
Contributions en vertu du Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques .....	200 000	.....
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	130 000	.....
	<b>330 000</b>	<b>.....</b>
<b>Montant total brut des contributions</b>	<b>1 610 404</b>	<b>.....</b>
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>1 947 404</b>	<b>.....</b>
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit .....</i>	751 400	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit .....</i>	237 000	.....
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	<b>959 004</b>	<b>.....</b>

# RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
<b>Ministère</b>					
1b	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , le pouvoir de dépenser les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent des services du Secteur des programmes d'accès public en vue de compenser les dépenses connexes encourues au cours de l'exercice, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an .....	2 487 878 446	(40 828)	.....	2 487 837 618
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 80 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	1 240 801 139	(527 350)	1	1 240 273 790
7b	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada les sommes de 364 080 \$ en capital et de 43 270 \$ en intérêt pour 15 473 comptes de prêts aux étudiants financés directement et intégrés pour la période de février 2005 à novembre 2006 et pour 32 575 petits soldes débiteurs aux fournisseurs de services pour la période de novembre 2004 à novembre 2006 – Pour autoriser le virement au présent crédit de 407 350 \$ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	.....	407 350	1	407 351
(L)	Ministre des Ressources humaines et du Développement social – Traitement et allocation pour automobile .....	74 522	.....	.....	74 522
(L)	Ministre du Travail et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Traitement et allocation pour automobile .....	74 522	.....	.....	74 522
(L)	Versements de la Sécurité de la vieillesse .....	24 093 000 000	.....	(52 000 000)	24 041 000 000
(L)	Versements du Supplément de revenu garanti.....	7 413 000 000	.....	36 000 000	7 449 000 000
(L)	Versements d'allocations.....	553 000 000	.....	(12 000 000)	541 000 000
(L)	Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> .....	366 419 000	.....	(35 296 000)	331 123 000
(L)	Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> .....	48 000	.....	17 000	65 000
(L)	Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> .....	8 157 000	.....	442 000	8 599 000
(L)	Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> .....	52 867 000	.....	(8 414 000)	44 453 000

# RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> ..	136 133 000	.....	17 592 000	153 725 000
(L) Prestations de retraite supplémentaires – Pensions pour les agents des rentes sur l'État.....	35 000	.....	.....	35 000
(L) Prestation universelle pour la garde d'enfants.....	2 460 000 000	.....	.....	2 460 000 000
(L) Redressements du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique.....	145 000	.....	.....	145 000
(L) Paiements d'indemnités à des agents de l'État et à des marins marchands.....	59 000 000	.....	.....	59 000 000
(L) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu.....	25 000 000	.....	3 000 000	28 000 000
(L) Paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants.....	540 000 000	.....	42 000 000	582 000 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	233 672 000	.....	.....	233 672 000
Total des dépenses budgétaires.....	39 669 304 629	(160 828)	(8 658 998)	39 660 484 803
(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> (non budgétaire).....	855 695 000	.....	78 437 000	934 132 000
Total des dépenses non budgétaires.....	855 695 000	.....	78 437 000	934 132 000
Total du Ministère.....	40 524 999 629	(160 828)	69 778 002	40 594 616 803
<b>Conseil canadien des relations industrielles</b>				
10 Dépenses du Programme.....	10 887 000	.....	.....	10 887 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	1 550 000	.....	.....	1 550 000
Total de l'organisme.....	12 437 000	.....	.....	12 437 000
<b>Société canadienne d'hypothèques et de logement</b>				
15b Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i> .....	2 208 112 000	.....	85 400 000	2 293 512 000
16b Porter de 350 000 000 000 \$ à 450 000 000 000 \$ le plafond du montant total impayé et assuré de tous les prêts assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de l'alinéa 11b) de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> .....	.....	.....	1	1

# RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) ÉnerGuide pour les ménages à faible revenu.....	141 000	.....	.....	141 000
Total des dépenses budgétaires.....	2 208 253 000	.....	<b>85 400 001</b>	2 293 653 001
(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (non-budgétaire) .....	(258 431 000)	.....	.....	(258 431 000)
Total des dépenses non budgétaires.....	(258 431 000)	.....	.....	(258 431 000)
Total de l'organisme .....	1 949 822 000	.....	<b>85 400 001</b>	2 035 222 001
<b>Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs</b>				
20 Dépenses du Programme.....	1 770 000	.....	.....	1 770 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	170 000	.....	.....	170 000
Total de l'organisme .....	1 940 000	.....	.....	1 940 000
<b>Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</b>				
25 Dépenses du Programme.....	3 560 000	.....	.....	3 560 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	1 068 000	.....	.....	1 068 000
Total de l'organisme .....	4 628 000	.....	.....	4 628 000
Total du portefeuille.....	42 493 826 629	<b>(160 828)</b>	<b>155 178 003</b>	42 648 843 804

# RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources humaines et Développement des compétences demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 7	Total
Fonds destinés au Fonds pour l'accessibilité pour permettre la construction et la rénovation de structures permanentes et autres projets mineurs afin de les rendre pleinement accessibles aux personnes ayant différentes capacités .....	.....	10 000	.....	10 000
Radiation des dettes payables à la Couronne pour des prêts aux étudiants irrécouvrables .....	.....	.....	407	407
Montant brut des crédits à adopter	.....	10 000	407	10 407
<b>Fonds disponibles</b>				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	.....	10 000	.....	10 000
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit .....	.....	.....	407	407
Total des fonds disponibles	.....	10 000	407	10 407
<b>Total des crédits à adopter</b>	.....	.....	.....	.....
<b>Crédits législatifs</b>				
Augmentation du montant net des prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> en raison principalement d'une diminution des remboursements de prêts par les emprunteurs .....				78 437
Augmentation des prévisions relatives aux paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études en raison principalement des bonifications annoncées dans le budget fédéral de 2007 .....				42 000
Augmentation des prévisions relatives aux versements du Supplément de revenu garanti en fonction des prévisions quant au nombre de prestataires et au taux mensuel moyen .....				36 000
Augmentation des prévisions relatives aux subventions canadiennes pour études consenties aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> en raison d'un recours plus élevé que prévu à la Subvention canadienne d'accès annoncée dans le budget fédéral de 2004 .....				17 592
Augmentation des prévisions relatives aux paiements de Bons d'études canadiens en raison d'un taux de participation plus élevé que prévu .....				3 000
Augmentation des prévisions relatives aux obligations en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> en raison principalement de l'augmentation au chapitre des paiements de réclamation .....				442
Augmentation des prévisions relatives aux paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> en raison principalement de l'augmentation des paiements pendant les études .....				17
Diminution des prévisions relatives aux paiements d'intérêts et autres paiements aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> en raison principalement de la révision des coûts prévus par le Bureau de l'actuaire en chef .....				(8 414)
Diminution des prévisions relatives aux versements d'allocations en fonction des prévisions quant au nombre de prestataires et au taux mensuel moyen .....				(12 000)
Diminution des prévisions relatives aux paiements pour les modalités de financement direct en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> en raison principalement de la combinaison d'une diminution des coûts des paiements compensatoires et d'une augmentation des coûts de gestion de la dette .....				(35 296)

# RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits législatifs	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 7	Total
Diminution des prévisions relatives aux versements de prestation de la Sécurité de la vieillesse en fonction de prévisions quant au nombre de prestataires et au taux mensuel moyen.....				(52 000)
<b>Total des crédits législatifs</b>				<b>69 778</b>
<b>Total des rajustements des crédits</b>				<b>69 778</b>
<b>Transferts</b>				
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) ( <i>poste horizontal</i> ).....	.....	80	.....	80
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis .....	.....	(407)	407	.....
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour appuyer le Conseil fédéral du Yukon .....	(11)	.....	.....	(11)
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour normaliser la gestion et l'authentification de l'identité des particuliers et des entreprises à l'échelle des gouvernements, afin de tenir compte de la mobilité des gens et des entreprises .....	(30)	.....	.....	(30)
Transfert à Patrimoine canadien – Pour promouvoir la participation active des jeunes leaders canadiens partout au Canada (Action Canada).....	.....	(200)	.....	(200)
<b>Total des transferts</b>	<b>(41)</b>	<b>(527)</b>	<b>407</b>	<b>(161)</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>(41)</b>	<b>(527)</b>	<b>407</b>	<b>69 617</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 5** : Des fonds autorisés totalisant 10 000 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report dans la mise en œuvre de l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés, qui est un programme exécuté de concert avec les provinces et les territoires visant à réintégrer les travailleurs âgés sans emploi au marché du travail.

**Crédit 7** : Des fonds autorisés totalisant 407 350 \$ sont disponibles du crédit 5 en raison du report dans la mise en œuvre de l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés, qui est un programme exécuté de concert avec les provinces et les territoires visant à réintégrer les travailleurs âgés sans emploi au marché du travail.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

## Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<b><u>Subventions</u></b>		
<i>Apprentissage</i>		
(L) Subventions canadiennes pour études consenties aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> .....	.....	17 592 000
(L) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu.....	.....	3 000 000
(L) Paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants.	.....	42 000 000
	.....	<b>62 592 000</b>
<i>Investissement social</i>		
(L) Versements de la Sécurité de la vieillesse .....	.....	(52 000 000)
(L) Versements du Supplément de revenu garanti.....	.....	36 000 000
(L) Versements d'allocations.....	.....	(12 000 000)
	.....	<b>(28 000 000)</b>
<b>Montant total brut des subventions</b>	<b>.....</b>	<b>34 592 000</b>
<b><u>Contributions</u></b>		
<i>Apprentissage</i>		
Contributions à des organismes bénévoles, à des professionnels, à des universités, à des institutions d'enseignement postsecondaire ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes .....	80 000	.....
(L) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> .....	.....	(43 933 000)
(L) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> .....	.....	17 000
(L) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> .....	.....	442 000
(L) Paiements d'intérêts et autres paiements aux institutions de crédit et obligations en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> .....	.....	(8 414 000)
	<b>80 000</b>	<b>(51 888 000)</b>
<i>Investissement social</i>		
Paiements destinés à la construction ou à la rénovation de structures permanentes afin de les rendre pleinement accessibles aux personnes ayant différentes capacités .....	<b>10 000 000</b>	.....
<b>Montant total brut des contributions</b>	<b>10 080 000</b>	<b>(51 888 000)</b>
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i> .....	10 000 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i> .....	607 350	.....
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	<b>(527 350)</b>	<b>(17 296 000)</b>

# RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

## Société canadienne d'hypothèques et de logement

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société canadienne d'hypothèques et de logement demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 15</b>	<b>Crédit 16</b>	<b>Total</b>
Fonds pour des approches améliorées fondées sur le marché pour le logement dans les réserves des Premières nations, grâce à la création du Fonds d'aide au logement du marché des Premières nations.....	150 000	.....	150 000
Autorisation d'augmenter de 100 000 000 000 \$ le plafond du montant total impayé et assuré de tous les prêts assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	.....	.....	.....
Montant brut des crédits à adopter	150 000	.....	150 000
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	64 600	.....	64 600
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>85 400</b>	<b>.....</b>	<b>85 400</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 15** : Des fonds autorisés totalisant 64 600 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report des avances dans le cadre du Programme d'aide à la remise en état des logements pour mieux refléter le calendrier d'achèvement des travaux de rénovations.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# RESSOURCES NATURELLES

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
<b>Ministère</b>					
1b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers, et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 500 000 \$ du crédit 30 (Ressources naturelles) et de 271 834 \$ du crédit 1 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	713 000 341	<b>1 771 834</b>	<b>1</b>	714 772 176
5b	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 377 500 \$ du crédit 10 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> ....	2 981 001	<b>1 377 500</b>	<b>1</b>	4 358 502
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	322 334 729	<b>(2 052 500)</b>	.....	320 282 229
(L)	Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile .....	74 522	.....	.....	74 522
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	54 414 000	.....	.....	54 414 000
(L)	Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse.....	1 935 000	.....	.....	1 935 000
(L)	Contribution à l'Office Canada–Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers .....	5 000 000	.....	.....	5 000 000
(L)	Contribution à l'Office Canada–Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers .....	2 900 000	.....	.....	2 900 000
(L)	Paiements au compte des recettes extracôticières de la Nouvelle-Écosse .....	450 000 000	.....	<b>(52 800 000)</b>	397 200 000
(L)	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôticières .....	590 750 000	.....	<b>1 150 000 000</b>	1 740 750 000
(L)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada.....	.....	.....	.....	.....
(L)	Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve .....	.....	.....	<b>188 578 000</b>	188 578 000
(L)	Subvention à la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable.....	.....	.....	<b>1 646 000</b>	1 646 000
	Total du Ministère.....	2 143 389 593	<b>1 096 834</b>	<b>1 287 424 002</b>	3 431 910 429

# RESSOURCES NATURELLES

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Énergie atomique du Canada limitée</b>				
15a Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	212 456 000	.....	.....	212 456 000
Total de l'organisme .....	212 456 000	.....	.....	212 456 000
<b>Commission canadienne de sûreté nucléaire</b>				
20b Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	84 553 000	.....	<b>939 572</b>	85 492 572
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	9 932 000	.....	.....	9 932 000
Total de l'organisme .....	94 485 000	.....	<b>939 572</b>	95 424 572
<b>Société de développement du Cap-Breton</b>				
25 Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital .....	69 511 000	.....	.....	69 511 000
Total de l'organisme .....	69 511 000	.....	.....	69 511 000
<b>Office national de l'énergie</b>				
30b Dépenses du Programme.....	41 666 130	<b>(1 500 000)</b>	.....	40 166 130
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	4 834 000	.....	.....	4 834 000
Total de l'organisme .....	46 500 130	<b>(1 500 000)</b>	.....	45 000 130
<b>Administration du pipe-line du Nord</b>				
35 Dépenses du Programme.....	244 000	.....	.....	244 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	22 000	.....	.....	22 000
Total de l'organisme .....	266 000	.....	.....	266 000
<b>Total du portefeuille.....</b>	<b>2 566 607 723</b>	<b>(403 166)</b>	<b>1 288 363 574</b>	<b>3 854 568 131</b>

# RESSOURCES NATURELLES

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources naturelles demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Crédit 10</b>	<b>Total</b>
Fonds à l'appui de la Stratégie de compétitivité à long terme de l'industrie forestière .....	.....	.....	5 510	5 510
Fonds pour des projets liés à la santé et la sécurité dans les biens immobiliers .....	1 378	1 378	.....	2 756
Fonds pour la création d'une équipe de projet spéciale afin de terminer l'examen complet de la structure d'Énergie atomique du Canada Limitée et des Laboratoires de Chalk River .....	1 500	.....	.....	1 500
Réinvestissement des frais demandés pour des services de délivrance de permis en matière d'explosifs, des cours de formation et des certifications liés à la <i>Loi sur les explosifs</i> et au <i>Règlement sur les explosifs</i> .....	113	.....	.....	113
<b>Montant brut des crédits à adopter</b>	<b>2 991</b>	<b>1 378</b>	<b>5 510</b>	<b>9 879</b>
<b>Fonds disponibles</b>				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	2 991	.....	5 510	8 501
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit .....	.....	1 378	.....	1 378
<b>Total des fonds disponibles</b>	<b>2 991</b>	<b>1 378</b>	<b>5 510</b>	<b>9 879</b>
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>.....</b>	<b>.....</b>	<b>.....</b>	<b>.....</b>
<b>Crédits législatifs</b>				
Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtières .....				1 150 000
Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve .....				188 578
Subvention à la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable .....				1 646
Paiements au compte des recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse .....				(52 800)
<b>Total des crédits législatifs</b>				<b>1 287 424</b>
<b>Total des rajustements des crédits</b>				<b>1 287 424</b>
<b>Transferts</b>				
Transfert de l'Office national de l'énergie – Pour atténuer les coûts liés aux consultations publiques au sujet de projets énergétiques ..	1 500	.....	.....	1 500
Transfert d'Environnement – Pour appuyer la participation du ministère au Partenariat Asie-Pacifique sur le développement propre et le climat .....	272	.....	.....	272
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits nécessaires .....	.....	1 378	(1 378)	.....
Transfert à l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Pour appuyer l'Institut du Chrysotile dans le but de favoriser l'implantation à l'échelle internationale de l'utilisation sécuritaire et responsable du chrysotile .....	.....	.....	(125)	(125)
Transfert à Agriculture at Agroalimentaire – Pour appuyer la Fondation BIOCAP Canada .....	.....	.....	(550)	(550)
<b>Total des transferts</b>	<b>1 772</b>	<b>1 378</b>	<b>(2 053)</b>	<b>1 097</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>1 772</b>	<b>1 378</b>	<b>(2 053)</b>	<b>1 288 521</b>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# RESSOURCES NATURELLES

## Ministère

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 2 990 807 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de report du Programme de responsabilités nucléaires héritées.

**Crédit 5** : Des fonds autorisés totalisant 1 377 500 \$ sont disponibles du crédit 10 en raison de la réaffectation des fonds destinés au dendroctone du pin ponderosa.

**Crédit 10** : Des fonds autorisés totalisant 5 510 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la réaffectation des fonds destinés au dendroctone du pin ponderosa.

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<b>Subventions</b>		
<i>Énergie</i>		
(L) Subventions à la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable .....	.....	1 646 000
<b>Montant total brut des subventions</b>	.....	<b>1 646 000</b>
<b>Contributions</b>		
<i>Énergie</i>		
(L) Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôticières .....	.....	1 150 000 000
(L) Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve .....	.....	188 578 000
(L) Paiements au compte des recettes extracôticières de la Nouvelle-Écosse .....	.....	(52 800 000)
	.....	<b>1 285 778 000</b>
<i>Forêt</i>		
Stratégie de compétitivité à long terme de l'industrie forestière .....	<b>5 510 000</b>	.....
<b>Montant total brut des contributions</b>	<b>5 510 000</b>	<b>1 285 778 000</b>
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>5 510 000</b>	<b>1 287 424 000</b>
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit .....</i>	5 510 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit .....</i>	2 052 500	.....
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	<b>(2 052 500)</b>	<b>1 287 424 000</b>

## Commission canadienne de sûreté nucléaire

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne de sûreté nucléaire demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 20</b>
Fonds consacrés à la saisie et à la destruction de substances nucléaires et d'équipement réglementé détenus par un titulaire de permis .....	<b>940</b>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## RESSOURCES NATURELLES

### Office national de l'énergie

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Office national de l'énergie – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

#### **Transferts**

**Crédit 30**

Transfert à Ressources naturelles – Pour atténuer les coûts liés aux consultations publiques au sujet de projets

énergétiques ..... **(1 500)**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# SANTÉ

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Ministère</b>				
1b Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 487 226 \$ du crédit 5 (Santé) et de 295 500 \$ du crédit 35 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	1 787 029 572	<b>4 389 965</b>	<b>1</b>	1 791 419 538
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 89 998 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	1 319 702 339	<b>(4 397 228)</b>	<b>1</b>	1 315 305 112
(L) Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile .....	74 522	.....	.....	74 522
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	111 378 000	.....	.....	111 378 000
(L) Paiements aux provinces relativement aux engagements de conformité volontaires, un mécanisme utilisé par le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés pour récupérer les revenus excessifs provenant de la vente de médicaments brevetés .....	9 328 033	.....	.....	9 328 033
(L) Indemnisation pour les personnes ayant contracté le virus de l'hépatite C par l'entremise du système d'approvisionnement en sang du Canada avant 1986 et après 1990 .....	.....	.....	<b>1 023 475 575</b>	1 023 475 575
Total du Ministère.....	3 227 512 466	<b>(7 263)</b>	<b>1 023 475 577</b>	4 250 980 780
<b>Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée</b>				
10 Dépenses du Programme.....	12 834 000	.....	.....	12 834 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	642 000	.....	.....	642 000
Total de l'organisme .....	13 476 000	.....	.....	13 476 000

# SANTÉ

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Instituts de recherche en santé du Canada</b>				
15b Dépenses de fonctionnement .....	42 839 325	(1 500 000)	.....	41 339 325
20b Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 200 000 \$ du crédit 1 (Santé), de 1 500 000 \$ du crédit 15 (Santé), de 600 000 \$ du crédit 35 (Santé), de 310 500 \$ du crédit 40 (Santé), de 25 000 \$ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) et de 12 500 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	869 806 551	2 648 000	71 512 350	943 966 901
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	4 606 000	.....	.....	4 606 000
Total de l'organisme .....	917 251 876	1 148 000	71 512 350	989 912 226
<b>Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses</b>				
25 Dépenses du Programme.....	3 024 000	.....	.....	3 024 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	482 000	.....	.....	482 000
Total de l'organisme .....	3 506 000	.....	.....	3 506 000
<b>Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés</b>				
30 Dépenses du Programme.....	10 584 000	.....	.....	10 584 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	891 000	.....	.....	891 000
Total de l'organisme .....	11 475 000	.....	.....	11 475 000
<b>Agence de la santé publique du Canada</b>				
35b Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits .....	439 500 544	(2 755 763)	.....	436 744 781
40b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 500 000 \$ du crédit 35 (Santé) et de 35 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	200 554 201	1 224 500	1	201 778 702
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	30 681 000	.....	.....	30 681 000
Total de l'organisme .....	670 735 745	(1 531 263)	1	669 204 483
<b>Total du portefeuille.....</b>	<b>4 843 957 087</b>	<b>(390 526)</b>	<b>1 094 987 928</b>	<b>5 938 554 489</b>

# SANTÉ

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Santé demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Contribution pour l'établissement de la Commission de la santé mentale du Canada ....	.....	5 500	5 500
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers .....	45	.....	45
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	17	.....	17
Montant brut des crédits à adopter	62	5 500	5 562
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	62	5 500	5 562
<b>Total des crédits à adopter</b>	.....	.....	.....
<b>Crédits législatifs</b>			
Indemnisation pour les personnes ayant contracté le virus de l'hépatite C par l'entremise du système d'approvisionnement en sang du Canada avant 1986 et après 1990 .....			1 023 476
<b>Total des rajustements des crédits</b>			<b>1 023 476</b>
<b>Transferts</b>			
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour appuyer la bibliothèque de santé publique, faisant partie du Réseau de bibliothèques scientifiques, qui fournit de l'information et des services de documentation pour soutenir les activités de recherche et de réglementation .....	258	.....	258
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) ( <i>poste horizontal</i> ).....	.....	90	90
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour appuyer les activités de collaboration avec la société Partenariat canadien contre le cancer .....	38	.....	38
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour améliorer la gestion des documents et les procédures liés à la responsabilité, à l'évaluation et au règlement de litige dans le cadre du Programme de la lutte au tabagisme.....	2 300	(2 300)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer les améliorations apportées aux immobilisations et l'accréditation des laboratoires du Service d'analyse des drogues.....	1 400	(1 400)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour le financement des travaux d'entretien des établissements de santé des Premières nations et des Inuits.....	787	(787)	.....
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires .....	(82)	.....	(82)
Transfert à Environnement – Pour évaluer l'incidence de la pollution atmosphérique sur la santé et l'économie partout au Canada.....	(111)	.....	(111)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour appuyer la recherche en matière de prévention du suicide chez les jeunes autochtones .....	(200)	.....	(200)
<b>Total des transferts</b>	<b>4 390</b>	<b>(4 397)</b>	<b>(7)</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>4 390</b>	<b>(4 397)</b>	<b>1 023 469</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 62 464 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une redistribution des ressources entre les autres frais relatifs au fonctionnement et au personnel.

**Crédit 5** : Des fonds autorisés totalisant 5 500 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins liés au report du financement de contributions pour la Stratégie nationale antidrogue (2 989 891 \$) et le Fonds pour l'adaptation des services de santé aux Autochtones (2 510 109 \$).

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

**SANTÉ**  
**Ministère**

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<b><u>Contributions</u></b>		
<i>Politique, planification et information en matière de santé</i>		
Programme de contributions dans le cadre des politiques et des stratégies en matière de soins de santé.....	5 500 000	.....
Programme de contributions pour améliorer l'accès aux services de santé offerts aux communautés de langue officielle en situation minoritaire.....	89 998	.....
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>5 589 998</b>	<b>.....</b>
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit .....</i>	<i>5 500 000</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit .....</i>	<i>4 487 226</i>	<i>.....</i>
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	<b>(4 397 228)</b>	<b>.....</b>

# SANTÉ

## Instituts de recherche en santé du Canada

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Les Instituts de recherche en santé du Canada demandent des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 15	Crédit 20	Total
Fonds à l'appui du programme des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche ( <i>poste horizontal</i> ) .....	.....	73 512	73 512
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	.....	2 000	2 000
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>.....</b>	<b>71 512</b>	<b>71 512</b>
<b>Transferts</b>			
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour appuyer la recherche sur la grippe effectuée au Canada afin d'améliorer la capacité d'intervention en cas d'une pandémie potentielle .....	.....	600	600
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour des fonds destinés à des bourses d'études interdisciplinaires et à d'autres bourses de formation pour les chercheurs dans le domaine de l'hépatite C .....	.....	311	311
Transfert de Santé – Pour appuyer la recherche en matière de prévention du suicide chez les jeunes autochtones .....	.....	200	200
Transfert de Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Pour soutenir le projet de rendement du capital investi dans la recherche en santé au Canada .....	.....	25	25
Transfert de l'Agence canadienne d'inspection des aliments – Pour appuyer la recherche liée à la grippe aviaire .....	.....	13	13
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour financer des subventions de recherche additionnelles .....	(1 500)	1 500	.....
<b>Total des transferts</b>	<b>(1 500)</b>	<b>2 649</b>	<b>1 149</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>(1 500)</b>	<b>74 161</b>	<b>72 661</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 20** : Des fonds autorisés totalisant 2 000 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins liés au report du financement de la subvention pour le programme de Bourses d'études supérieures du Canada.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
<b>Subventions</b>		
<i>Financer la recherche en santé</i>		
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel .....	<b>2 137 500</b>	.....
<i>Financer les chercheurs en santé et les stagiaires</i>		
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel .....	<b>310 500</b>	.....
<i>Financer les ressources en recherche, les collaborations et les autres subventions pour renforcer le milieu de la recherche en santé</i>		
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel .....	<b>200 000</b>	.....
<i>Appuyer les efforts nationaux pour capturer la valeur économique pour le Canada de l'avancement de la recherche produite à des institutions canadiennes</i>		
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche .....	<b>73 512 350</b>	.....
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>76 160 350</b>	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit .....	2 000 000	.....
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	<b>74 160 350</b>	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# SANTÉ

## Agence de la santé publique du Canada

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de la santé publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Transferts</b>	<b>Crédit 35</b>	<b>Crédit 40</b>	<b>Total</b>
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) ( <i>poste horizontal</i> ).....	.....	35	35
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour financer des projets de recherche dans le cadre du fonds de préparation et de réponse en cas de pandémie dans le but de renforcer l'infrastructure de santé publique au Canada.....	(1 500)	1 500	.....
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires.....	(18)	.....	(18)
Transfert à Santé – Pour appuyer les activités de collaboration avec la société Partenariat canadien contre le cancer.....	(38)	.....	(38)
Transfert à Santé – Pour appuyer la bibliothèque de santé publique, faisant partie du Réseau de bibliothèques scientifiques, qui fournit de l'information et des services de documentation pour soutenir les activités de recherche et de réglementation.....	(258)	.....	(258)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour des fonds destinés à des bourses d'études interdisciplinaires et à d'autres bourses de formation pour les chercheurs dans le domaine de l'hépatite C.....	.....	(311)	(311)
Transfert à la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées au remboursement des fonds inutilisés pour l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	(342)	.....	(342)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour appuyer la recherche sur la grippe effectuée au Canada afin d'améliorer la capacité d'intervention en cas d'une pandémie potentielle.....	(600)	.....	(600)
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>(2 756)</b>	<b>1 224</b>	<b>(1 532)</b>

### Paiements de transfert (dollars)

	<b>Crédit</b>	<b>Législatif</b>
<b>Subventions</b>		
<i>Prévention et contrôle des maladies</i>		
Subventions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique.....	<b>1 500 000</b>	.....
<b>Contributions</b>		
<i>Promotion de la santé</i>		
Contributions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances et de la recherche.....	<b>(275 500)</b>	.....
<b>Total des paiements de transfert</b>	<b>1 224 500</b>	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
<b>Ministère</b>					
1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 196 875 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile) et de 164 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	143 621 295	1 360 875	13 843 000	158 825 170
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	270 115 145	(5 600 000)	1 199 600	265 714 745
(L)	Ministre de la Sécurité publique – Traitement et allocation pour automobile .....	74 522	.....	.....	74 522
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	11 228 000	.....	.....	11 228 000
	Total du Ministère .....	425 038 962	(4 239 125)	15 042 600	435 842 437
<b>Agence des services frontaliers du Canada</b>					
10b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence – Pour autoriser le virement au présent crédit de 333 720 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	1 397 567 101	(47 580)	8 125 857	1 405 645 378
15b	Dépenses en capital .....	96 827 440	.....	2 536 735	99 364 175
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	145 217 000	.....	.....	145 217 000
	Total de l'organisme .....	1 639 611 541	(47 580)	10 662 592	1 650 226 553
<b>Service canadien du renseignement de sécurité</b>					
20b	Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 94 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	343 164 281	94 000	3 643 000	346 901 281
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	35 434 000	.....	.....	35 434 000
	Total de l'organisme .....	378 598 281	94 000	3 643 000	382 335 281

# SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Service correctionnel</b>				
25b Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et				
<i>a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse;</i>				
<i>b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus;</i>				
<i>c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux;</i>				
<i>d) autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements – Pour autoriser le virement au présent crédit de 19 250 000 \$ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile) de la Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i>	1 578 281 163	19 250 000	1	1 597 531 164
30b Dépenses en capital, y compris les paiements :				
<i>a) aux collectivités autochtones, au sens de l'article 79 de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, en ce qui concerne la prestation de services correctionnels en vertu de l'article 81 de cette loi;</i>				
<i>b) aux organisations sans but lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations</i>	208 947 800	(19 250 000)	.....	189 697 800
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	186 813 000	.....	.....	186 813 000
(L) Fonds renouvelable CORCAN	.....	.....	.....	.....
Total de l'organisme	1 974 041 963	.....	1	1 974 041 964
<b>Commission nationale des libérations conditionnelles</b>				
35a Dépenses du Programme	38 184 500	.....	.....	38 184 500
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 315 000	.....	.....	5 315 000
Total de l'organisme	43 499 500	.....	.....	43 499 500

# SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Bureau de l'enquêteur correctionnel</b>				
40a Dépenses du Programme.....	3 013 965	.....	.....	3 013 965
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	359 000	.....	.....	359 000
Total de l'organisme .....	3 372 965	.....	.....	3 372 965
<b>Gendarmerie royale du Canada</b>				
45b Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes de l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 500 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile), de 14 603 268 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) et de 184 900 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	1 808 019 677	<b>8 101 219</b>	<b>1</b>	1 816 120 897
50b Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 245 628 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile), de 880 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 165 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	340 951 492	<b>(12 491 707)</b>	<b>1</b>	328 459 786
55b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 90 000 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile) et de 9 179 067 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	72 686 800	<b>9 269 067</b>	<b>1</b>	81 955 868
(L) Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> .....	23 000 000	.....	.....	23 000 000
(L) Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC.....	323 891 000	.....	.....	323 891 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	59 817 000	.....	.....	59 817 000
Total de l'organisme .....	2 628 365 969	<b>4 878 579</b>	<b>3</b>	2 633 244 551
<b>Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada</b>				
60a Dépenses du Programme.....	1 404 440	.....	.....	1 404 440
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	148 000	.....	.....	148 000
Total de l'organisme .....	1 552 440	.....	.....	1 552 440
<b>Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada</b>				
65a Dépenses du Programme.....	6 701 267	.....	.....	6 701 267
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	571 000	.....	.....	571 000
Total de l'organisme .....	7 272 267	.....	.....	7 272 267
Total du portefeuille.....	7 101 353 888	<b>685 874</b>	<b>29 348 196</b>	7 131 387 958

# SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Sécurité publique et Protection civile demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Total</b>
Remboursement des coûts supplémentaires relatifs à la sécurité encourus par les partenaires provinciaux et municipaux dans le cadre du Sommet des leaders nord-américains, tenu à Montebello (Québec) en août 2007.....	15 000	.....	15 000
Fonds supplémentaires pour améliorer les activités actuelles visant à combattre l'exploitation sexuelle et la traite des enfants ( <i>poste horizontal</i> ) .....	291	1 200	1 491
Montant brut des crédits à adopter	15 291	1 200	16 491
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 448	.....	1 448
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>13 843</b>	<b>1 200</b>	<b>15 043</b>
<b>Transferts</b>			
Transfert de la Gendarmerie royale du Canada – Pour le coût relatif au groupe de travail établi afin de donner des conseils sur le renforcement de la responsabilisation et de la gouvernance de la Gendarmerie royale du Canada .....	1 000	.....	1 000
Transfert de la Gendarmerie royale du Canada – Pour appuyer l'élaboration et les négociations d'accords à plus long termes sur les analyses de l'ADN et les analyses biologiques avec les provinces et les territoires .....	197	.....	197
Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire – Pour appuyer les nouvelles responsabilités relativement au bureau régional du ministre en Colombie-Britannique .....	164	.....	164
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour une contribution conjointe à la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD) et pour fournir aux organisations hémisphériques d'application de la loi des techniques d'enquêtes spécialisées relativement à d'importantes affaires de drogues.....	.....	(100)	(100)
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour les services de police communautaire des Premières nations.....	.....	(5 500)	(5 500)
<b>Total des transferts</b>	<b>1 361</b>	<b>(5 600)</b>	<b>(4 239)</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>15 204</b>	<b>(4 400)</b>	<b>10 804</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 1 448 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins liés au report des dépenses de fonctionnement pour le Groupe de travail sur la sécurité informatique.

### Paiements de transfert (dollars)

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Législatif</b>
<b>Contributions</b>		
<i>Police et application de la loi</i>		
Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile .....	1 199 600	.....
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>1 199 600</b>	<b>.....</b>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit .....</i>	5 600 000	.....
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	<b>(4 400 400)</b>	<b>.....</b>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

## Agence des services frontaliers du Canada

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence des services frontaliers du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 10</b>	<b>Crédit 15</b>	<b>Total</b>
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale ( <i>poste horizontal</i> ).....	3 594	.....	3 594
Fonds pour créer un Grand livre des recettes automatisé à l'intention de l'organisme qui est distinct de celui actuellement partagé avec l'Agence du revenu du Canada afin de présenter des rapports sur les recettes plus efficaces, précis et en temps opportun.....	113	2 537	2 650
Fonds pour l'établissement de la ligne d'inspection primaire intégrée à l'aéroport international de Vancouver en tant que projet pilote pour le traitement des résidents revenant au pays qui sont considérés à faible risque.....	2 348	.....	2 348
Fonds pour effectuer une étude de faisabilité pour trouver des solutions viables en vue d'obtenir des renseignements financiers précis, en temps opportun, complets et fiables.....	2 070	.....	2 070
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>8 125</b>	<b>2 537</b>	<b>10 662</b>
<b>Transferts</b>			
Transfert de Citoyenneté et Immigration – Pour couvrir les coûts de la création du poste d'agent d'intégrité des mouvements migratoires à la mission d'Alger.....	334	.....	334
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger.....	(381)	.....	(381)
<b>Total des transferts</b>	<b>(47)</b>	<b>.....</b>	<b>(47)</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>8 078</b>	<b>2 537</b>	<b>10 615</b>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## Service canadien du renseignement de sécurité

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Service canadien du renseignement de sécurité demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 20</b>
Coûts de fonctionnement supplémentaires.....	3 643
<b>Transferts</b>	
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	94
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>3 737</b>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

## Service correctionnel

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Service correctionnel demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 25</b>	<b>Crédit 30</b>	<b>Total</b>
Fonds pour les besoins en matière de locaux et les mesures de sécurité accrues ainsi que les services d'alimentation et de santé pour les délinquants sous responsabilité fédérale.....	16 050	.....	16 050
Fonds pour l'indemnisation des accidents du travail en raison de l'augmentation du nombre et de la nature des incidents dans les institutions fédérales.....	3 200	.....	3 200
Montant brut des crédits à adopter	19 250	.....	19 250
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	19 250	.....	19 250
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>.....</b>	<b>.....</b>	<b>.....</b>
<b>Transferts</b>			
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.....	19 250	(19 250)	.....
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>19 250</b>	<b>(19 250)</b>	<b>.....</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 25** : Des fonds autorisés totalisant 19 250 000 \$ sont disponibles du crédit 30 en raison d'une diminution des besoins liés au report des fonds pour les projets d'immobilisation suivants : le projet de réaménagement de l'établissement de Cowansville, le projet du centre médical ouvert jour et nuit au Centre psychiatrique régional des Prairies, le réseau d'égouts de l'établissement de Sainte-Anne-des-Plaines et le réseau d'eau potable de l'établissement Bowden.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

## Gendarmerie royale du Canada

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 45</b>	<b>Crédit 50</b>	<b>Crédit 55</b>	<b>Total</b>
Fonds visant à combler le manque à gagner relatif aux frais engendrés par la prestation de services de police contractuelle.....	29 192	.....	.....	29 192
Fonds supplémentaires pour indemniser les membres de la Gendarmerie royale du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions .....	.....	.....	9 179	9 179
Fonds supplémentaires pour améliorer les activités actuelles visant à combattre l'exploitation sexuelle et la traite des enfants ( <i>poste horizontal</i> ).....	4 568	105	.....	4 673
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale ( <i>poste horizontal</i> ).....	850	.....	.....	850
Fonds pour la mise en œuvre des plans de prévention et de traitement de la Stratégie nationale antidrogue qui sont axés sur des initiatives en matière d'éducation, de commercialisation et de traitement .....	340	.....	.....	340
Montant brut des crédits à adopter	34 950	105	9 179	44 234
<b>Fonds disponibles</b>				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	20 347	105	.....	20 452
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit .....	14 603	.....	9 179	23 782
Total des fonds disponibles	34 950	105	9 179	44 234
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>.....</b>	<b>.....</b>	<b>.....</b>	<b>.....</b>
<b>Transferts</b>				
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour les services de police communautaire des Premières nations .....	5 500	.....	.....	5 500
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	880	.....	880
Transfert de Transports – Pour des initiatives de sécurité publique liées au financement de la technologie des communications communes (radio) nécessaire à l'Équipe intégrée d'application de la loi de Prince Rupert et un système intégré de sûreté maritime de l'Arctique .....	185	165	.....	350
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour augmenter la subvention visant à promouvoir l'application de la loi par la prévention de la criminalité, la formation et les relations publiques .....	(90)	.....	90	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour les coûts relatifs au Sommet des leaders nord-américains, tenu à Montebello (Québec) (4 246 \$) et au système de gestion de l'information sur les dossiers de la police (6 000 \$).....	(10 246)	10 246	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis .....	14 603	(23 782)	9 179	.....
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires .....	(57)	.....	.....	(57)
Transfert à la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées au remboursement des fonds inutilisés pour les Centres des opérations de la sûreté maritime.....	(190)	.....	.....	(190)
Transfert à Sécurité publique et Protection civile – Pour appuyer l'élaboration et les négociations d'accords à plus long termes sur les analyses de l'ADN et les analyses biologiques avec les provinces et les territoires .....	(197)	.....	.....	(197)

# SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

## Gendarmerie royale du Canada

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 45	Crédit 50	Crédit 55	Total
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour les coûts liés à la gestion des régimes d'assurance-vie et d'invalidité de la Gendarmerie royale du Canada.....	(201)	.....	.....	(201)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger .....	(206)	.....	.....	(206)
Transfert à Sécurité publique et Protection civile – Pour le coût relatif au groupe de travail établi afin de donner des conseils sur le renforcement de la responsabilisation et de la gouvernance de la Gendarmerie royale du Canada.....	(1 000)	.....	.....	(1 000)
<b>Total des transferts</b>	<b>8 101</b>	<b>(12 491)</b>	<b>9 269</b>	<b>4 879</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>8 101</b>	<b>(12 491)</b>	<b>9 269</b>	<b>4 879</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 45** : Des fonds autorisés totalisant 34 950 268 \$ sont disponibles : 20 347 000 \$ à même le crédit et 14 603 268 \$ du crédit 50 en raison d'une diminution des besoins liés au report des dépenses pour augmenter le nombre de postes à la GRC et le nombre de procureurs fédéraux afin de mettre l'accent sur les priorités en matière d'application de la loi relatives aux drogues, à la corruption et à la sécurité à la frontière.

**Crédit 50** : Des fonds autorisés totalisant 105 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins liés au report des dépenses en capital pour augmenter le nombre de postes à la GRC et le nombre de procureurs fédéraux afin de mettre l'accent sur les priorités en matière d'application de la loi relatives aux drogues, à la corruption et à la sécurité à la frontière.

**Crédit 55** : Des fonds autorisés totalisant 9 179 067 \$ sont disponibles du crédit 50 en raison d'une diminution des besoins liés au report des dépenses en capital pour la remise à neuf et l'agrandissement de l'École de la GRC et l'amélioration du programme de recrutement et de formation pratique.

### Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
<b>Subventions</b>		
<i>Indemnisation des membres de la GRC pour des blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions</i>		
Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions.....	9 179 067	.....
<i>Services de police nationaux</i>		
Subvention pour promouvoir l'application de la loi par le biais de la prévention de la criminalité, la formation et les relations publiques.....	90 000	.....
<b>Total des paiements de transfert</b>	<b>9 269 067</b>	<b>.....</b>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# TRANSPORTS

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Ministère</b>				
1b Dépenses de fonctionnement et				
<i>a)</i> autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique;				
<i>b)</i> autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ;				
<i>c)</i> autorisation de dépenser les recettes de l'exercice;				
<i>d)</i> versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur     les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le     Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an .....	309 817 279	(2 965 900)	.....	306 851 379
5b Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés .....	82 840 390	(7 000)	.....	82 833 390
10a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	514 663 218	.....	.....	514 663 218
(L) Ministre des Transports – Traitement et allocation pour automobile .....	74 522	.....	.....	74 522
(L) Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont .....	3 300 000	.....	.....	3 300 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	68 658 000	.....	.....	68 658 000
(L) Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i> .....	26 900 000	.....	.....	26 900 000
(L) Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i> .....	55 276 156	.....	.....	55 276 156
Total du Ministère .....	1 061 529 565	(2 972 900)	.....	1 058 556 665
<b>Société canadienne des postes</b>				
15 Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales .....	122 210 000	.....	.....	122 210 000
Total de l'organisme .....	122 210 000	.....	.....	122 210 000
<b>Administration canadienne de la sûreté du transport aérien</b>				
20b Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital .....	455 304 000	.....	.....	455 304 000
Total de l'organisme .....	455 304 000	.....	.....	455 304 000

# TRANSPORTS

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
<b>Office des transports du Canada</b>					
25	Dépenses du Programme.....	22 611 000	.....	.....	22 611 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	3 444 000	.....	.....	3 444 000
	Total de l'organisme .....	26 055 000	.....	.....	26 055 000
<b>Société des ponts fédéraux limitée</b>					
30	Paiements à la Société des ponts fédéraux Limitée .....	10 450 000	.....	.....	10 450 000
	Total de l'organisme .....	10 450 000	.....	.....	10 450 000
<b>Marine Atlantique S.C.C.</b>					
35	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement : a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve; b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service.....	80 980 000	.....	.....	80 980 000
	Total de l'organisme .....	80 980 000	.....	.....	80 980 000
<b>Commission de la capitale nationale</b>					
40a	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement .....	77 026 800	.....	.....	77 026 800
45	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital.....	17 935 000	.....	.....	17 935 000
	Total de l'organisme .....	94 961 800	.....	.....	94 961 800
<b>Bureau de l'infrastructure du Canada</b>					
50b	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 421 508 \$ du crédit 55 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	34 080 482	<b>1 421 508</b>	<b>1</b>	35 501 991
55b	Contributions .....	3 085 762 427	<b>(1 421 508)</b>	.....	3 084 340 919
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	2 318 000	.....	.....	2 318 000
	Total de l'organisme .....	3 122 160 909	.....	<b>1</b>	3 122 160 910
<b>Société du Vieux-Port de Montréal inc.</b>					
60a	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement .....	18 900 000	.....	.....	18 900 000
	Total de l'organisme .....	18 900 000	.....	.....	18 900 000
<b>Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée</b>					
65a	Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à effectuer au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal.....	65 889 000	.....	.....	65 889 000
	Total de l'organisme .....	65 889 000	.....	.....	65 889 000

# TRANSPORTS

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Tribunal d'appel des transports du Canada</b>				
70a Dépenses du Programme.....	1 406 251	.....	.....	1 406 251
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	126 000	.....	.....	126 000
Total de l'organisme .....	1 532 251	.....	.....	1 532 251
<b>VIA Rail Canada Inc.</b>				
75a Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i> .....	240 461 000	.....	.....	240 461 000
Total de l'organisme .....	240 461 000	.....	.....	240 461 000
Total du portefeuille.....	5 300 433 525	<b>(2 972 900)</b>	<b>1</b>	5 297 460 626

# TRANSPORTS

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transports demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Total</b>
Financement pour le développement d'un nouvel ouvrage de franchissement de la rivière Détroit pour le corridor Windsor-Détroit .....	1 515	.....	1 515
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	23	.....	23
Montant brut des crédits à adopter	1 538	.....	1 538
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 538	.....	1 538
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>.....</b>	<b>.....</b>	<b>.....</b>
<b>Transferts</b>			
Transfert à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique – Pour appuyer l'étude technique de l'Association du port de Digby.....	(50)	.....	(50)
Transfert à la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées au Projet de coordination interorganisme de la sécurité portuaire .....	(210)	.....	(210)
Transfert au Bureau du directeur des poursuites pénales – Pour des initiatives de sécurité publique liées à la coordination de l'analyse juridique des initiatives de sûreté maritime .....	(223)	.....	(223)
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour des initiatives de sécurité publique liées au financement de la technologie des communications communes (radio) nécessaire à l'Équipe intégrée d'application de la loi de Prince Rupert et un système intégré de sûreté maritime de l'Arctique.....	(350)	.....	(350)
Transfert à Environnement – Pour la mise en œuvre du Programme national de mise à la ferraille des véhicules à l'appui du Programme de la qualité de l'air du Canada..	(1 000)	.....	(1 000)
Transfert à la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées au remboursement des fonds inutilisés pour les Centres des opérations de sûreté maritime .....	(1 133)	(7)	(1 140)
<b>Total des transferts</b>	<b>(2 966)</b>	<b>(7)</b>	<b>(2 973)</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>(2 966)</b>	<b>(7)</b>	<b>(2 973)</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 1 537 970 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins liés au report du Programme de sûreté du fret aérien.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## TRANSPORTS

### Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 20</b>
Financement pour les opérations de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.....	41 050
<b>Fonds disponibles</b>	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	41 050
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>.....</b>

#### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 20** : Des fonds autorisés totalisant 41 050 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report des fonds en capital approuvés pour les systèmes détecteurs d'explosifs, les cartes d'identité pour les zones réglementées, le système de projection d'images de menaces et le logiciel relatif aux systèmes d'établissement d'horaires et financier.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# TRANSPORTS

## Bureau de l'infrastructure du Canada

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau de l'infrastructure du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

	Crédit 50	Crédit 55	Total
<b>Crédits à adopter</b>			
Fonds pour assurer la surveillance et la gestion de la croissance des programmes de contribution.....	1 422	.....	1 422
Financement consacré au Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique à des fins d'investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus pour améliorer la qualité de vie dans les communautés urbaines et rurales .....	.....	785	785
Montant brut des crédits à adopter	1 422	785	2 207
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	785	785
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	1 422	.....	1 422
Total des fonds disponibles	1 422	785	2 207
<b>Total des crédits à adopter</b>	.....	.....	.....
<b>Transferts</b>			
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis .....	1 422	(1 422)	.....
<b>Total des transferts</b>	1 422	(1 422)	.....
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	1 422	(1 422)	.....

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 50** : Des fonds autorisés totalisant 1 421 508 \$ sont disponibles du crédit 55 en raison du report des paiements de contributions liés au Fonds sur l'infrastructure municipale rurale.

**Crédit 55** : Des fonds autorisés totalisant 785 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report des paiements de contributions liés au Fonds sur l'infrastructure municipale rurale.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
<b>Contributions</b>		
<i>Investissements dans l'infrastructure</i>		
Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique .....	785 000	.....
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	785 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit .....</i>	785 000	.....
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	.....	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1b Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> et, autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 660 259 \$ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	2 029 107 190	3 220 959	1	2 032 328 150
5b Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 380 673 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .....	348 115 749	(4 279 586)	1	343 836 164
(L) Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Traitement et allocation pour automobile .....	74 522	.....	.....	74 522
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	82 321 000	.....	.....	82 321 000
(L) Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers .....	(8 000 000)	.....	.....	(8 000 000)
(L) Fonds renouvelable des Services optionnels.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada .....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable du Bureau de la traduction.....	.....	.....	.....	.....
(L) Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable des Services immobiliers.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique .....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable de la Production de défense.....	.....	.....	.....	.....
<b>Total du portefeuille.....</b>	<b>2 451 618 461</b>	<b>(1 058 627)</b>	<b>2</b>	<b>2 450 559 836</b>

Nota : En vertu du décret C.P. 2007-1296, la responsabilité du Bureau de gestion du changement a été transférée de Travaux publics et Services gouvernementaux au Secrétariat du Conseil du Trésor (158 400 \$).

## TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Travaux publics et Services gouvernementaux demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour couvrir les coûts prévus des locaux supplémentaires des ministères et organismes gouvernementaux.....	24 497	.....	24 497
Fonds pour le réaménagement de l'édifice Galleria à Régina, l'assainissement de la base navale Argentinia à Terre-Neuve et les travaux d'aménagement de l'édifice public Dominion de Charlottetown.....	.....	17 132	17 132
Fonds afin de permettre la réalisation de projets d'immobilisations et de santé et sécurité sur le site du Vieux-Port de Montréal.....	.....	7 100	7 100
Fonds pour achever l'aménagement du 131, rue Queen (espace temporaire) pour occupation pendant les projets de rénovation des édifices de l'Ouest et Wellington	6 026	.....	6 026
Fonds afin de poursuivre les activités post-commandite, c'est-à-dire le recouvrement des fonds liés aux commandites, les enquêtes criminelles et les poursuites connexes.....	5 458	.....	5 458
Fonds pour libérer, restaurer et rénover l'édifice de l'Ouest, dans le cadre du programme de rénovation de l'édifice de l'Ouest.....	5 437	.....	5 437
Fonds pour mettre en œuvre le projet de transformation des activités et des systèmes des biens immobiliers (TASBI) qui comporte des changements significatifs aux processus et aux systèmes opérationnels ainsi qu'aux capacités internes de développement des ressources.....	.....	3 085	3 085
Fonds pour la reconstruction du barrage Lanier dans la région du Témiscamingue au Québec.....	.....	2 869	2 869
Fonds pour l'organisation et la tenue du XII <sup>e</sup> Sommet de la Francophonie à Québec en 2008.....	2 500	.....	2 500
Fonds pour répondre à l'augmentation de la demande pour des services de traduction et d'interprétation au Parlement.....	1 997	.....	1 997
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers.....	.....	1 408	1 408
Fonds pour les inspections et les réparations du tablier du pont Alexandra entre Ottawa (Ontario) et Gatineau (Québec).....	.....	110	110
Montant brut des crédits à adopter	45 915	31 704	77 619
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	40 255	31 704	71 959
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	5 660	.....	5 660
<b>Total des crédits à adopter</b>	.....	.....	.....
<b>Transferts</b>			
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour la vente et la cession-bail de complexes de bureaux et de terrains.....	(1 381)	1 381	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.....	5 660	(5 660)	.....
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour appuyer le Conseil fédéral du Yukon.....	(11)	.....	(11)
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires.....	(112)	.....	(112)
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour le Bureau de gestion du changement.....	(158)	.....	(158)
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour assurer une élaboration et une prestation plus efficaces, souples et intégrées des programmes et des services fédéraux dans les régions grâce aux conseils régionaux fédéraux (Conseil fédéral du Nunavut).....	(191)	.....	(191)
Transfert à l'Agence canadienne d'inspection des aliments – Pour rembourser les fonds destinés à la réinstallation des activités et des programmes du ministère à d'autres installations fédérales.....	(586)	.....	(586)
<b>Total des transferts</b>	<b>3 221</b>	<b>(4 280)</b>	<b>(1 059)</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>3 221</b>	<b>(4 280)</b>	<b>(1 059)</b>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

## Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 40 254 698 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des mesures suivantes : 2 130 000 \$ pour le report des activités liées à l'initiative Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance; 25 919 000 \$ pour le report des activités liées à l'initiative du 3000, rue Merivale; 3 500 000 \$ pour le remboursement d'un prêt pour le projet de validation du principe des services de technologie de l'information partagés; 3 521 720 \$ en raison de la vente de sept propriétés au lieu des neuf propriétés prévues, telles qu'initialement approuvées; 3 000 000 \$ pour le report des activités liées à l'initiative des étangs de goudron à Sydney et 2 183 978 \$ pour le report des activités liées à l'initiative de l'ombudsman de l'approvisionnement. Un montant de 5 660 259 \$ est disponible du crédit 5 en raison d'une diminution des besoins liés aux initiatives suivantes : 61 338 \$ pour les rénovations de l'Immeuble du gouvernement du Canada au 120, rue Cedar à Timmins (Ontario), 3 950 000 \$ pour les rénovations de l'Immeuble du gouvernement du Canada au 11, rue Station à Belleville (Ontario), et 1 648 921 \$ pour les rénovations du centre fiscal à St. John's (Terre-Neuve).

**Crédit 5** : Des fonds autorisés totalisant 31 903 662 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des mesures suivantes : 6 605 000 \$ pour le report des activités liées à l'initiative de remédiation à la détérioration des infrastructures technologiques; 22 000 000 \$ pour le report des activités liées à l'initiative du complexe Skyline et 3 098 662 \$ pour le report des activités liées aux rénovations du 120, rue Cedar à Timmins (Ontario).

	Coût total estimatif	Dépenses estimatives 2007-2008
(en milliers de dollars)		
<b>Nouveaux grands projets d'immobilisations</b>		
(À titre d'information seulement)		
QUÉBEC		
Réfection du quai King-Edward .....	6 225	380
Reconstruction du conduit d'égout – Vieux-Port de Montréal.....	3 400	2 744
Reconstruction du pont-tunnel Berri.....	1 962	1 350
CAPITALE NATIONALE		
Remplacement du dispositif de refroidissement – Édifice Thomas-D'Arcy-McGee.....	2 715	1 765
Réseau de distribution d'eau domestique – Édifice M.G. Pearkes.....	2 605	1 008